



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE



Centre
d'analyse
stratégique

2007

Le capital social

Actes de la journée d'étude du 21 juin 2007

> Le capital social

Actes de la journée d'étude du 21 juin 2007

2007



> SOMMAIRE

Introduction par Philippe Mills	3
---------------------------------------	---

Première table ronde

Discussion autour du concept de capital social	5
--	---

Deuxième table ronde

La mesure du capital social à l'étranger	19
La réalité sociale de l'Europe, par Frédéric Lerais.....	19
La mesure du capital social à l'OCDE, par Tom Schuller	25
La mesure du capital social dans quatre pays étrangers (Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada) par Pierre-Yves Cusset.....	34

Troisième table ronde

De quelles données dispose-t-on en France ?	40
Présentation de l'enquête du CREDOC, <i>Aspirations et conditions de vie des Français</i> , par Julien Damon	40
Présentation des <i>Enquêtes sur les valeurs des Européens</i> , par Pierre Bréchon..	44
Présentation des enquêtes EPCV et de l'enquête SILC, par Stefan Lollivier	52
Présentation du baromètre de la DREES, par Laurent Causat	55

Quatrième table ronde

Est-il possible et souhaitable de constituer un baromètre de la cohésion sociale en France ? Quelles dimensions et quels indicateurs retenir ?	64
Projet de baromètre de la cohésion sociale, par Pierre-Yves Cusset	64

> Introduction

par Philippe Mills, directeur général adjoint du Centre d'analyse stratégique

Bienvenue à tous. Les questions d'inégalité et de pauvreté sont deux questions cruciales, qui font l'objet de rapports savants, documentés et rigoureux, émanant par exemple du CERC (Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale) ou de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Pour autant, si la question de la cohésion sociale, dont on demande souvent à l'État d'être le garant, englobe probablement ces deux dimensions, elle ne saurait s'y résumer. D'autres dimensions, pourtant fondamentales, sont moins systématiquement explorées, ou bien se limitent à une myriade de monographies et souffrent, de ce fait, d'un manque d'évaluation quantitative.

Quelles sont ces dimensions ? Je pense à la sociabilité et à l'isolement, aux formes de ségrégation résidentielle ou scolaire, à la participation politique et associative, au partage des normes et des valeurs, à la confiance dans les autres et dans les institutions, à l'entraide et au bénévolat, mais aussi aux modes de résolution des conflits, ou encore au niveau de civisme ou de civilité qui pourrait nous caractériser.

C'est pour faire le point sur ce que l'on connaît de ces réalités multiples de la cohésion sociale que le Centre d'analyse stratégique a souhaité vous réunir. Plus précisément, nous attendons que vos réflexions et échanges contribuent à répondre à quatre grandes questions :

- premièrement, si l'on ne s'en tient pas exclusivement aux questions d'inégalité ou de pauvreté, comment aborder la question de la cohésion sociale ? En particulier, que peut-on tirer, en termes conceptuels, des réflexions amorcées au milieu des années 1990 sur la question du capital social ? Et plus généralement, quelles dimensions de la réalité sociale doit-on retenir pour réaliser un tableau de bord de la cohésion sociale qui soit à la fois simple et, sinon exhaustif, suffisamment complet ;
- deuxièmement, comment les autres pays mesurent-ils la cohésion de leurs sociétés ? Peut-on s'inspirer des travaux menés au niveau international (en particulier, à l'OCDE et à la Commission européenne) ?
- troisièmement, de quelles données dispose-t-on ? Que fournit sur ces questions la statistique publique, mais aussi, éventuellement, des enquêtes menées par des organismes privés ? Quelles sont les données véritablement utilisables, et notamment quelles questions font l'objet de vagues d'enquêtes

récurrentes ? Quels sont, du point de vue de la cohésion sociale, les angles morts de la statistique ?

- enfin, est-il pertinent, utile et faisable de réaliser un tableau de bord de la cohésion sociale ? Qu'en attendre ? À quelles difficultés ne manquera-t-on pas d'être confrontés ?

Nous devons sur ce sujet avoir une ambition mesurée. Il faut de l'ambition pour viser la production d'un tel tableau de bord de la cohésion sociale. Il faut de la mesure car, en la matière, tout est débat et tout est ouvert. Il ne saurait y avoir de conclusion univoque.

En vous remerciant encore de votre présence, en vous souhaitant une fructueuse journée de travail, je passe la parole sans plus tarder à Julien Damon.

> Première table ronde

Discussion autour du concept de capital social

Julien Damon, chef du département des questions sociales, Centre d'analyse stratégique

Nous avons conçu cette journée de réflexion comme une journée de travail. Nous avons donc réuni un panel de personnes qui connaissent la question, et qui ont des opinions assez contrastées sur ce qu'il est possible et souhaitable de faire en la matière.

Philippe Mills a souligné combien les termes employés (cohésion sociale, lien social, lien civique, capital social) sont conceptuellement assez flous. C'est ce qui explique la présence de tant de points d'interrogation dans l'intitulé même de la journée d'étude. C'est pourquoi également la première table ronde doit permettre de mettre au jour les enjeux qui se cachent derrière tous ces termes. On entend dire depuis des années que le lien social se délite, qu'il se dégrade. C'est possible, mais ce qui est certain, c'est que nous ne disposons pas aujourd'hui de méthode rigoureuse permettant d'évaluer précisément l'évolution du « lien social » ou de la « cohésion sociale ». Par conséquent, notre ambition est bien de savoir s'il est possible de produire une sorte de baromètre susceptible d'informer, sur cette réalité, les décideurs publics ou, plus simplement, l'ensemble de nos concitoyens.

Pour cette première table ronde, je souhaite passer directement la parole à Sophie Ponthieux, qui a une opinion relativement tranchée sur l'intérêt et les limites du concept de capital social.

Sophie Ponthieux, chargée de mission, Division Conditions de vie des ménages, INSEE

Merci. Prendre la parole en premier ne m'arrange pas, puisque j'avais plutôt l'intention de jouer le rôle de celle qui n'est pas d'accord ! En fait, c'est toujours un peu difficile pour moi de parler du capital social parce que je ne sais jamais trop par quoi commencer.

C'est une notion qui paraît à première vue évidente, familière. Le capital social, ce sont les relations sociales, les réseaux, etc. Mais dès que l'on creuse un peu la notion, on se rend compte qu'elle brasse des phénomènes tout à fait hétérogènes et qu'elle a des racines extrêmement lointaines. Si l'on cherche à faire la généalogie du concept, ce que j'ai essayé de faire, il faut consulter l'ensemble de la sociologie et des sciences politiques depuis au moins deux siècles. Cela représente une littérature de référence potentielle gigantesque, que d'ailleurs chacun des auteurs

qui ont travaillé sur le sujet utilise à sa convenance. Mais c'est aussi ce qui permet au concept d'avancer, d'être étiré, de se développer, d'être récupéré, et finalement de plaire à bon nombre de gens, qui trouvent chacun de quoi apporter de l'eau à leurs moulins, qui sont bien différents d'ailleurs.

C'est cette polysémie qui m'a intéressée, et je me suis trouvée engagée dans une réflexion initiée par l'OCDE, qui s'appelait « le défi de la mesure du capital social ».

En lisant le rapport de l'OCDE sur le *Bien-être des nations*, j'ai été pour le moins surprise de voir que ce terme de « capital social » était utilisé à toutes les sauces, qu'il était défini de multiples façons, et qu'il faisait référence finalement à un ensemble d'éléments qui *a priori* ne me semblaient pas exactement renvoyer à la même chose¹.

Avec les bases « conceptuelles » proposées par Robert Putnam, qui selon moi développe plus un discours qu'un concept, on aboutit à penser le capital social comme une chose dont on pourrait mesurer le stock. Or, à mon sens, aucun des travaux de Putnam ou des auteurs dans sa lignée ne permet d'envisager le « capital social » comme un véritable capital. Ce n'est pas le cas d'autres conceptions du capital social. Par exemple, dans l'approche proposée par certains sociologues des réseaux, le capital social est véritablement quelque chose qui est produit, qui résulte d'une décision d'investissement, et qui, éventuellement, subit une dépréciation. Au contraire, dans la conception de Putnam, le capital social s'apprécie dans l'usage au lieu de se déprécier.

De mon point de vue, cette polysémie du « discours/concept » est un défaut absolument rédhibitoire surtout si l'on projette de mesurer le niveau de capital social, de bâtir des indicateurs à des fins de comparaisons internationales. On ne sera pas en mesure d'interpréter ces indicateurs, car on aura mis dedans des éléments qui n'ont aucune raison d'être cohérents ni comparables d'un pays à l'autre. Si l'on se met à comparer des indicateurs de capital social, on se retrouve avec des explications assez vagues sur les différences culturelles, religieuses, etc. On débouche donc sur pas grand-chose, et surtout, on fait complètement l'impasse sur les inégalités, puisqu'on parle de ce stock national de capital social en faisant comme s'il était accessible à tout le monde. Le capital social devient la richesse de chacun. C'est d'ailleurs peut-être aussi ce qui fait le charme de cette notion, cette idée d'une chose qui est gratuite, qui enrichit potentiellement tout le monde et qui rend la vie plus facile.

Dans ce « magma », je dirais qu'il y a trois familles d'approche principales. Il y a premièrement l'approche des sociologues des réseaux, avec, à l'origine, Mark Granovetter, qui est un pionnier de la sociologie économique, et des sociologues comme Nan Lin. En réalité, je ne sais pas s'il y a deux ou trois familles d'approche. En effet, dans ce panorama, il faut mentionner un auteur qui est extrêmement « gênant », c'est Pierre Bourdieu. Il adopte une approche qui est évidemment aux antipodes de celle que l'on peut trouver chez Putnam, et pourrait finalement être

¹ Rapport de l'OCDE, *Du Bien-être des nations : le rôle du capital humain et social*, éditions OCDE, 2001.

rapprochée des sociologues des réseaux, parce qu'il conçoit le capital social comme un véritable capital, qui demande une décision, un effort de production, de reproduction, etc. La différence, évidemment, c'est qu'avec Bourdieu, on est dans l'analyse de la production et de la reproduction des rapports de domination, analyse que l'on ne trouve pas nécessairement chez les sociologues des réseaux : je pense par exemple aux travaux de Ronald Burt, où cette dimension de la domination n'est évidemment pas très présente.

On a donc d'abord la famille « sociologie des réseaux », de laquelle on peut éventuellement rapprocher les réflexions de Bourdieu, et puis, deuxième ou troisième famille selon le cas, les travaux de Robert Putnam et des chercheurs qui ont travaillé sur la base de ses réflexions. Voilà pour situer rapidement les ancrages conceptuels du capital social. Il faudrait évidemment ajouter en arrière-plan Durkheim et à peu près toute la sociologie depuis le 19^e siècle, et un grand pan de l'analyse économique. Il y a d'ailleurs un auteur que j'ai oublié, James Coleman, qui est l'importateur de la rationalité économique au sens étroit dans les sciences sociales. À mon avis, Coleman n'apporte pas grand-chose conceptuellement, mais il est parvenu à entraîner une partie des sciences sociales dans un discours de la rationalité économique. C'est d'ailleurs extraordinaire de voir à quel point, pour les économistes orthodoxes, il est facile de récupérer le capital social tel que Coleman l'a défini, sans même se référer à cet auteur, et de l'introduire dans des fonctions d'utilité bien standard.

Pour finir, il y a quelque chose qui me paraît assez important du point de vue du thème de cette journée, c'est de voir à quel point les choses évoluent vite. Vous avez évoqué prudemment dans l'intitulé de la journée à la fois le « capital social », le « lien social » et le « lien civique », mais il y a encore mieux, qui nous vient de Grande-Bretagne, c'est la notion de « bien-être social », dont on nous dit qu'elle va se développer sur les bases du capital social, ce qui n'est pas très rassurant. Voilà donc une nouvelle notion, qui n'est pas mieux définie que celle de capital social : on reprend les mêmes et on recommence sous un autre nom !

Julien Damon

C'est vrai que plus un concept est flou, plus il semble avoir de succès. Néanmoins, il nous semble que, même si le capital social ne constitue pas un concept très rigoureux, il désigne un certain nombre de réalités, de thématiques, qui peuvent faire l'objet d'une attention particulière, voire d'une tentative de mesure. Et il nous semble qu'en France nous avons de ce point de vue un brin de retard, même si c'est un retard nécessaire. Je voudrais passer la parole à Antoine Bevort, qui a dirigé avec Michel Lallement un ouvrage collectif sur la question du capital social².

Antoine Bevort, professeur de sociologie, CNAM

Avant de commencer, je voudrais faire un certain nombre de remarques. Vous venez de dire, « plus un concept est flou, plus il a de succès ». Cela ne se vérifie pas en

² Bevort A. et Lallement M. (dir.) (2006), *Le Capital social : performance, équité et réciprocité*, Paris, éditions La Découverte.

France, où la problématique du capital social n'est absolument pas bien accueillie et se trouve plutôt rejetée par la majorité du champ académique. Deuxième remarque : il est vrai que le concept de capital social est polysémique, mais la sociologie est remplie de concepts polysémiques ! La notion de culture est polysémique ! La notion de classe sociale est également polysémique ! Bref, cette polysémie ne me semble pas un argument suffisant pour réfuter l'intérêt de cette notion. Troisième remarque, on dit que le capital social n'est pas une notion opérationnelle. Le nombre de travaux empiriques consacrés dans le monde au capital social prouve *a priori* le contraire : il y a une quantité incroyable de travaux sur le sujet, qui peuvent effectivement partir de définitions différentes. Quatrième remarque, le livre que j'ai codirigé avec Michel Lallement intègre parfaitement la pluralité des conceptions du capital social. Nous n'avons pas voulu faire le livre d'une école mais exposer la pluralité des approches possibles. À ce titre, Sophie Ponthieux a fait partie des contributrices, le fameux texte de Bourdieu sur le capital social est reproduit dans l'ouvrage, de même qu'une traduction de l'article de Putnam de 1995. Il s'agissait pour nous de permettre aux lecteurs de se faire une opinion à partir d'une pluralité de points de vue. Cette pluralité signe pour certains le caractère flou du concept, pour d'autres, au contraire, sa valeur heuristique. Enfin, dernière remarque, je pense qu'on a tort de dire que Putnam ne pense pas à la production du capital social. Son dernier ouvrage, *Better Together*, porte spécifiquement sur la façon dont se crée le capital social³. De même, dès son ouvrage *Making Democracy Work*, Putnam évoque les inégalités d'accès au capital social⁴.

J'ai d'ailleurs découvert Putnam à la lecture de cet ouvrage de 1993, qui est pour moi un ouvrage majeur, reconnu comme tel par la majorité des politologues et sociologues américains avant même que la notion de capital social soit récupérée par de nombreuses institutions et que le débat soit pollué par ces récupérations. Le point de départ est donc une production scientifique, qui a donné lieu à un débat, à l'époque où Putnam était encore inconnu. La quantité de travaux sur le capital social, y compris de travaux critiques comme ceux de Sophie Ponthieux, montre que la problématique du capital social est intéressante.

Pour aborder ces questions de capital social et de cohésion sociale, je partirai de trois auteurs, dont deux ont déjà été cités. Le premier, dont Sophie Ponthieux a déjà parlé, c'est effectivement Mark Granovetter, qui a écrit un article fameux en 1973 qui s'intitule « La force des liens faibles »⁵. Cet article est souvent cité parce qu'il explique que pour trouver un emploi il faut des liens faibles (par opposition, les liens forts caractérisent les liens chargés émotionnellement, qui nous lient à des personnes avec lesquelles on entretient des relations fréquentes et affectives). Mais il y a dans cet article énormément d'autres choses. En particulier, à la fin de l'article, Granovetter pose une question à mon sens essentielle : pourquoi certaines communautés arrivent-elles plus facilement que d'autres à s'organiser pour

³ Putnam R. D. et Feldstein L. (2004), *Better Together. Restoring the American Community*, New York, Simon & Schuster.

⁴ Putnam R. (1993), *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press.

⁵ Granovetter M. (1973). "The Strength of Weak Ties"; *American Journal of Sociology*, Vol. 78, N° 6., May.

atteindre leurs objectifs ? Pour moi, la théorie du capital social, c'est une théorie de l'action politique : le capital social, c'est ce qui permet d'expliquer l'action en politique. Cela permet de comprendre que le capital social (même si Granovetter n'utilise pas ce terme), contrairement à ce que pensent certains, n'est pas une question de culture ou de personnalité. Ce qui est en jeu, c'est la structure des relations. Est-elle faite uniquement de liens forts ou bien existe-t-il aussi des liens faibles qui permettent d'avoir accès à des ressources fondamentales pour agir, pour trouver un emploi, pour faire entendre son point de vue, etc. ? À mon sens, si l'on veut promouvoir la cohésion sociale, il ne faut pas uniquement la promouvoir d'en haut mais il faut aussi penser aux ressources relationnelles qu'ont les différents groupes sociaux, notamment les plus démunis. Voilà donc un premier intérêt théorique du capital social : il permet de répondre à la question « qu'est-ce qui permet aux groupes d'agir » ?

La deuxième question du capital social qui me semble intéressante, c'est celle que pose Putnam, qui est plus claire en anglais qu'en français : « qu'est-ce qui rend une démocratie efficace » ? Dans son livre *Making Democracy Work*, qui porte sur l'Italie, ce que dit Putnam, pour résumer, c'est qu'un gouvernement est d'autant plus efficace qu'il peut s'appuyer sur une société civile forte. Ce qui distingue les régions du nord et du centre de l'Italie des régions du sud de l'Italie – les premières étant plus performantes – ce n'est pas la quantité de capital social, c'est la forme de capital social. Au Nord, on trouve beaucoup de réseaux horizontaux alors qu'au Sud, ce sont les réseaux pyramidaux qui prédominent. Cela me semble très intéressant. J'ai moi-même essayé de comparer les performances institutionnelles néerlandaise et française : cette opposition entre les Pays-Bas et la France me fait beaucoup penser à l'opposition entre un pays de démocratie horizontale assez participative, et un pays très hiérarchique, très vertical, ce qu'on vit tous les jours en France à quelque niveau que l'on se trouve, et notamment dans l'administration.

Troisième et dernière référence à laquelle je tiens beaucoup, c'est Amartya Sen, prix Nobel d'économie, qui s'est beaucoup intéressé à la démocratie et qui a notamment écrit un petit texte intitulé *La démocratie comme valeur universelle*⁶, dans lequel il vante les effets positifs de la participation. Je pense en effet qu'il y a un lien entre une certaine école du capital social et une conception participative de la démocratie, même si le terme a été galvaudé. C'est d'ailleurs à mon sens tout l'intérêt opérationnel pour l'action publique des travaux sur le capital social.

Amartya Sen se pose la question suivante : pourquoi la participation est-elle efficace ? Il répond tout d'abord – ce qui est assez évident et vérifié par les travailleurs sociaux qui s'occupent de publics en difficulté – que la participation représente une valeur intrinsèque pour les individus. Quand on participe, on est reconnu.

Deuxièmement, la participation du citoyen représente une valeur instrumentale (c'est aussi ce que Putnam montre avec son étude sur l'Italie) : plus les citoyens participent, mieux on connaît leurs besoins, et mieux on peut y répondre.

⁶ Sen A. (1999), "Democracy as a Universal Value", *Journal of Democracy*, 10. Cf. pour la traduction française, Sen A. (2005), *La Démocratie des autres*, Payot.

Enfin, troisième intérêt de la participation, c'est une pratique qui donne l'opportunité aux gens d'apprendre les uns des autres. Cela me semble totalement oublié dans le débat français sur la démocratie participative. Le capital social renvoie aux relations sociales mais il renvoie aussi aux normes, et c'est ce qui fait à mon sens toute la différence avec la sociologie structuraliste des réseaux qui ne s'intéresse qu'aux réseaux en tant que mécanique de connexions. Ce qui est intéressant dans les théories du capital social, c'est qu'elles cherchent à appréhender dans un même mouvement théorique et empirique, à la fois les relations et les normes. Une famille, par exemple, n'est pas simplement caractérisée par la structure des relations parentales, elle l'est aussi par des normes. Aujourd'hui, on voit bien que les normes qui définissent les relations parents/enfants ou entre pères et mères ont énormément évolué.

Voilà donc une série de raisons qui m'incitent à penser qu'il faudrait développer les études empiriques en termes de capital social, notamment sur les liens faibles ou sur ce que Putnam appelle le « bridging social capital », dans les quartiers en difficulté mais pas seulement. Il faudrait par ailleurs davantage analyser les rapports entre action publique et société civile. En France, la faiblesse des évaluations par les habitants est notable. Quand on organise des débats avec les hommes politiques, il disent en général : « les citoyens votent, ça suffit pour évaluer l'action politique ».

Julien Damon

C'est efficace comme évaluation !

Antoine Bevort

Je ne sais pas si c'est efficace, c'est justement une question que l'on peut poser. Troisièmement, il faut étudier les dispositifs participatifs. Sans se limiter aux conseils des quartiers ou aux jurys citoyens. Il faut s'intéresser aux dispositifs participatifs dans un sens plus profond et plus général. En France, on a tendance à considérer que les détenteurs de la notion de service public, ce sont plus les professionnels que les usagers. Mais aux Pays-Bas par exemple, quand vous allez chercher vos enfants à l'école et que vous arrivez à 16 h alors que l'école se termine à 16 h 30, vous pouvez sans problème entrer dans la classe et assister à la fin de la dernière demi-heure de classe. Si le matin vous emmenez votre enfant et qu'il pleure, vous pouvez rester dans la classe. Essayez d'en faire autant en France ! Chez nous, il y a le domaine de l'instituteur et le domaine des parents : il ne s'agit surtout pas de les mélanger. C'est donc toute une conception des relations sociales qui peut être interrogée à partir du capital social.

Julien Damon

J'ai oublié de préciser un point qui a son importance. Ici même, au début des années 1970, suite à un séminaire à l'ENA, a été produit le premier rapport sur les indicateurs sociaux, signé de Jacques Delors. Il s'agissait en particulier d'enrichir la batterie d'enquêtes menées par l'INSEE. De même, il nous a semblé qu'aujourd'hui, et c'est une des raisons qui nous a poussés à investir sur la question du capital social ou de la cohésion sociale, il y avait dans nos statistiques quelques

insuffisances au regard de ce que l'on peut trouver à l'échelle internationale. Bernard Perret a justement écrit pour le CERC un rapport récent sur les indicateurs sociaux, et c'est à ce titre que nous lui avons proposé de participer à ce débat.

Antoine Bevort

À ce propos, j'ai été frappé de la différence de conception de la statistique qui existe entre les Pays-Bas et la France. En France, la statistique est vraiment une statistique d'État. Il est impossible d'avoir des statistiques régionales détaillées. Ce n'est pas le cas aux Pays-Bas. À Haarlem par exemple, il y a un institut statistique qui fait tous les deux ans des études détaillées en interrogeant un échantillon de 4 000 personnes de la ville d'Haarlem uniquement. Ce qui est intéressant aux Pays-bas, c'est que même s'il existe un équivalent de l'INSEE, les statistiques municipales sont entre les mains des municipalités, des acteurs locaux. Il y a une construction statistique de la réalité sociale qui est aussi intéressante à interroger.

Bernard Perret, ingénieur des Ponts et Chaussées

Effectivement, il y a quelques années, je me suis intéressé au capital social dans le cadre d'un travail sur les indicateurs sociaux que m'avait commandé Jacques Delors. Je n'ai pas beaucoup retravaillé cette question récemment, néanmoins elle continue à me passionner car elle a un lien avec la question de l'évaluation des politiques publiques, j'y reviendrai.

Pour commencer, je voudrais dire que j'ai relu hier un article de Sophie Ponthieux sur le capital social, et que j'ai été impressionné par la précision de la critique, la justesse technique de ses objections. On voit effectivement que lorsqu'on essaie de trouver des indicateurs du capital social qui permettraient de faire des comparaisons pertinentes entre différents pays, on bute immédiatement sur le fait qu'il s'agit d'une notion extrêmement polysémique, à laquelle on est tenté de donner des sens différents suivant les contextes culturels, politiques, sociaux et suivant les enjeux d'action auxquels on se trouve confronté. Néanmoins, je reprendrais volontiers l'argument d'Antoine Bevort. Je crois que ce qui m'intéresse dans cette notion de capital social, c'est qu'elle introduit une problématique qui me semble essentielle. À travers cette notion de capital social on prend conscience du fait que certains aspect de la structure sociale peuvent être considérés comme un bien collectif, comme une ressource importante du point de vue économique et du point de vue de la production de bien-être social. Donc, à partir du moment où on considère ces aspects comme une ressource, on peut se préoccuper de manière consciente et délibérée de sa production, de sa reproduction et de la manière dont elle est impactée par différentes formes d'actions collectives et notamment par les politiques publiques.

Je vais prendre des exemples pour bien me faire comprendre. Le meilleur exemple est peut-être celui des politiques éducatives. Quand on est passé par une grande école, ou qu'on connaît bien le monde des grandes écoles, on s'aperçoit que depuis des décennies, elles ont toujours su qu'elles devaient produire du capital social et que c'était une des premières conditions de leur réussite et de leur influence. Il suffit de voir l'importance que l'on accorde dans ces écoles aux associations d'anciens, à tous les moments de socialisation, aux efforts fournis pour donner une identité

collective, pour favoriser l'entraide mutuelle, le sport, etc. Il s'agit d'un savoir-faire qui est en quelque sorte privatisé par un certain nombre, par l'élite. En revanche, c'est une dimension qui n'est absolument pas prise en compte dans les politiques éducatives : jamais on ne se préoccupe de la manière dont un lycée ou une université produit du capital social.

On voit bien que le fait d'employer le mot « capital », en dépit de toutes les faiblesses conceptuelles évidentes, représente une espèce de coup de force qui oblige les économistes, et donc le monde de la décision, à prendre en compte cet ensemble de ressources comme l'objet possible d'une action. Après tout, il paraît aujourd'hui assez naturel de parler de capital humain alors même que c'est un concept qui n'est guère plus consistant que celui de capital social.

Un autre exemple que je connais bien puisque j'ai fait récemment une enquête sur le sujet, c'est la politique de la ville et les plans de rénovations urbaines. Ce qui est frappant, c'est de voir que cette question du capital social, en l'occurrence cette question des liens sociaux entre les habitants, du tissu associatif, de la participation des habitants, des liens entre habitants et institutions, etc., finit toujours par ressortir. Si l'on considérait d'emblée le capital social comme un enjeu, on ferait des politiques différentes parce qu'elles intégreraient d'emblée la production du capital social comme un élément central du référentiel. Pour rester sur cette question d'évaluation des politiques publiques, j'ajoute qu'aux États-Unis, la production de capital social est non seulement un critère de l'évaluation, mais elle peut être aussi une finalité de l'évaluation. Les Américains l'appellent *'empowerment evaluation'*. En effet, l'évaluation est utilisée pour renforcer le pouvoir collectif, les capacités d'actions collectives des minorités ou de groupes sociaux, et ce versant est aussi complètement absent du paysage français.

Je termine par deux observations, qui renvoient au point soulevé par Sophie Ponthieux. Premièrement, le fait de considérer le capital social comme une ressource collective n'empêche évidemment pas de prendre en compte la question des inégalités. L'exemple que j'ai donné à propos des grandes écoles est de ce point de vue significatif. Le fait d'ignorer le capital social dans les politiques publiques contribue à rendre inégal l'accès au capital social.

Deuxième observation, il existe un lien entre la question du capital social et la problématique du développement durable. Le développement durable, dans sa définition canonique, inclut le social. Le développement social durable, c'est précisément l'ensemble des aspects de la structure sociale qui conditionne le bien-être futur et la production économique future.

Un dernier point : les questions que l'on se pose, y compris dans leur dimension critique, au sujet du capital social, de ses différentes formes, etc., ont elles-mêmes un grand intérêt du point de vue de la recherche sociologique. Par exemple, comment analyse-t-on l'évolution du monde associatif ? La fameuse problématique du bon et du mauvais capital social nous oblige à prendre conscience du sous-développement de notre analyse du monde associatif. Toutes les associations ont-elles les mêmes vertus quant au développement de rapports aux institutions, quant à la capacité à produire un certain type d'engagement, etc. ? Je participe au comité d'évaluation de « France Bénévolat ». Si l'on s'en tient aux statistiques sur le

nombre de personnes qui consultent le site pour demander à s'engager, sur la dynamique du bénévolat, on peut avoir l'impression que l'on est dans une société où les capacités d'engagement au service de la collectivité se développent fortement. Vu d'une association, on a une appréciation des choses complètement différente : les associations rencontrent en effet de graves problèmes pour se pérenniser, pour trouver des responsables, pour constituer un noyau de gens qui s'engagent et sont de véritables militants associatifs.

Julien Damon

Peut-être quelques points de réponses pour alimenter le débat ?

Sophie Ponthieux

J'ai été fortement interpellée quand Antoine Bevort a parlé de l'importance des preuves apportées par les travaux empiriques, et du fait que la quantité de ces travaux était en soi le signe de la valeur et de l'intérêt du concept de capital social. Ces travaux empiriques, je les ai scrutés de façon assez détaillée. Je vais être un peu lapidaire, mais, au mieux, ils produisent des résultats douteux. Les travaux de Putnam ont été extrêmement critiqués aux États-Unis, y compris sur le plan des méthodes statistiques. Les travaux un peu critiques, qui ont essayé de décortiquer les résultats de Putnam, montrent que ceux-ci ne tiennent absolument pas la route. En général, Putnam s'appuie sur des corrélations et les traite comme des relations de causalité.

Plus généralement, cela me semble un peu stérile de se demander comment on va mesurer des choses avant de se demander de quoi on parle exactement. C'est ma principale réserve sur le travail initié par l'OCDE sur le défi de la mesure du capital social. C'est un peu mettre la charrue avant les bœufs. Effectivement, on mesure des choses, simplement, à l'arrivée, on ne sait pas très bien ce qu'on a mesuré. Quant au bénévolat, c'est un autre problème. Je trouve inquiétant de vouloir ainsi mettre en concurrence la société civile, « la charité », et le service public. J'ai l'impression que l'on s'écarte de la notion de service public universel.

Olivier Galland, directeur de recherche au CNRS

En vous écoutant, je m'interrogeais sur les liens entre le niveau micro et le niveau macro de ce concept de capital social. Il me semble qu'il y a deux niveaux assez différents et que les liens entre les deux ne sont pas très clairs. Le niveau micro c'est au fond la capacité qu'a une communauté assez organisée à atteindre ses objectifs. C'est ce qu'ont en tête Coleman et les théoriciens des réseaux. Et puis il y a un niveau macro qui me semble très différent, qui est au fond une espèce de mesure générale de la cohésion sociale, qui renvoie plutôt au concept d'intégration sociale à la Durkheim, et qui est mesurée par un certain nombre d'indicateurs très généraux comme la confiance, la participation associative, etc. Il me semble que ces deux niveaux sont de nature différente. On pourrait avoir une société qui serait constituée de communautés très cohésives mais aussi très hermétiques les unes par rapport aux autres.

J'ai donc une double question : premièrement, y a-t-il eu des réflexions ou des travaux sur les liens entre ces deux niveaux ? Du capital social au niveau micro fait-il forcément du capital social au niveau macro ? Deuxièmement, quel est le niveau qui intéresserait le plus les politiques publiques ?

Jean-Pierre Worms, vice-président France-Initiative Réseau

J'ai participé au livre piloté par Putnam comparant la conception et l'existence du capital social dans huit pays (*Democracies in Flux*⁷). Je crois qu'il est important de garder à l'esprit un certain nombre de distinctions établies par Putnam, et qui permettent en partie de répondre à votre question. Putnam distingue en effet ce que j'appellerais le lien communautaire, l'appartenance sur la base de l'identité reconnue par chacun, et qu'il nomme le « *bonding* social capital ». Ce capital concerne effectivement plutôt le niveau micro. Encore que, quand on parle de patriotisme, on parle d'un sentiment d'appartenance à un corps général, qui est totalement affectif et qui joue un rôle considérable dans certaines circonstances. La deuxième forme de capital social, c'est le « *bridging* social capital ». Ce terme désigne le fait de sortir de l'appartenance communautaire pour nouer des relations d'échanges, de réciprocité, de constructions collectives avec d'autres personnes ou d'autres groupes qui ont des identités différentes. La troisième forme de capital social, c'est le « *linking* social capital » : il désigne les relations qui s'établissent entre les mécanismes institutionnels de régulation de la société et la société civile elle-même.

La question opérationnelle qui se pose, c'est de savoir dans quelle mesure il y a ou non articulation, conjugaison, entre ces différentes formes de capital social et quel peut être de ce point de vue le rôle des politiques publiques. La politique de la ville consiste effectivement, d'une part à développer un sentiment d'appartenance et d'identité au quartier (*bonding* social capital), et d'autre part à aider les mêmes personnes à être en capacité de sortir de leur communauté pour échapper à l'enfermement (*bridging* social capital). Cela consiste enfin à développer la capacité d'accès aux services publics (*linking* social capital). De ce point de vue, je voudrais réagir à ce que disait Sophie Ponthieux. Je ne peux pas imaginer un service public, quel qu'il soit, qui fonctionne sans une certaine forme de participation, d'adhésion de ses usagers. On ne peut pas comprendre l'efficacité d'un service public, sans comprendre comment la « société civile », entre guillemets, s'en sert. Antoine Bevort donnait l'exemple de l'école. Quand vous observez la sociologie des associations de parents d'élèves, vous vous rendez compte que ce sont les premiers bénéficiaires de l'école publique qui en font partie. Les associations de parents d'élèves reproduisent le caractère sélectif de notre système éducatif. Le réseau des associations de parents d'élèves est sans doute, de tous les réseaux associatifs, celui où la sélection sociale est la plus forte. Mais, par ailleurs, on observe dans un certain nombre de quartiers de banlieue, où il existe des risques pour les enfants, que des parents d'élèves s'organisent pour accompagner à tour de rôle les enfants à l'école. Ces parents ne rentrent pas dans les classes, ne rentrent même pas dans l'école, et ne font pas partie de l'association des parents d'élèves. On voit donc bien

⁷ Putnam R. D. (2002), *Democracies in Flux: The Evolution of Social Capital in Contemporary Society*, Oxford University Press.

comment on pourrait essayer d'articuler ces dynamiques sociales et des dynamiques publiques, voire privées, pour arriver à ce qu'il y ait une connexion et un accompagnement par la politique publique de la production de capital social.

Antoine Bevort

Pour répondre à la question, je voudrais citer la première phrase de l'article de Granovetter : « La théorie sociologique souffre en général d'une faiblesse essentielle, elle n'est pas capable de relier de manière convaincante les interactions micro sociales et les phénomènes macro sociaux ». Selon lui, l'analyse des processus qui se développent dans les réseaux interpersonnels constitue un moyen très efficace pour lier le micro au macro. Je pense que le programme sociologique de Granovetter et de la sociologie des réseaux consiste effectivement à essayer de résoudre ce problème qui est parmi les plus complexes de la sociologie.

Olivier Galland

Ce que je voulais dire, c'est que l'on peut avoir des communautés très cohésives mais qui ont un sentiment de grand isolement par rapport au reste de la société. Par exemple quand on va dans les quartiers « sensibles » entre guillemets, comme j'y suis allé pour une enquête pour le Centre d'analyse stratégique, on voit que ce sont des communautés qui ont un grand sentiment de cohésion interne, qui sont animées par des sentiments de solidarité très forts, mais qui, d'un autre côté, se sentent très isolées, et même presque rejetées par le reste de la société.

Antoine Bevort

Mais il n'y a aucun problème. Je lis la conclusion de l'article de Mark Granovetter : « Une telle analyse met en lumière un certain nombre de paradoxes. Les liens faibles, souvent dénoncés comme source d'aliénation, apparaissent ici comme des instruments indispensables aujourd'hui pour saisir des opportunités. Au contraire, les liens forts, qui engendrent la cohésion sociale, se traduisent par une fragmentation de l'ensemble ». C'est donc une analyse très subtile qui intègre exactement ce problème.

Je voudrais également réagir à d'autres remarques. Il faudrait discuter d'un certain nombre de travaux empiriques parce que là, c'est parole contre parole et c'est un peu vain. Je voudrais quand même signaler un certain nombre de travaux à mon avis fondamentaux. Dans le domaine de la santé, le plus étudié du point de vue du capital social, on peut évoquer l'article de Berkman et Syme de 1979 qui est souvent repris⁸. Ces chercheurs montrent que l'espérance de vie d'une personne est fortement corrélée à l'importance de ses réseaux sociaux et de sa participation à la vie sociale. Et il y a de nombreux travaux qui vont dans ce sens. Dans l'avant-dernier numéro de *Sciences Humaines*, il y avait un petit encadré sur un écho de recherche assez intéressant, qui montrait que le risque d'exposition à la maladie d'Alzheimer était fortement corrélé à l'isolement social. Par ailleurs, je discutais

⁸ Berkman L.J. et Syme S.L. (1979) « Social networks, host resistance and mortality : a nine-year follow-up study of Alameda County residents », *American Journal of epidemiology*, n° 109.

récemment jour avec le responsable national des régies de quartiers qui me disait qu'une des activités qui avaient connu un succès étonnant, c'était l'activité d'éducation canine. Cela peut faire rire, mais ce sont des activités extrêmement productrices de lien social, même s'il ne s'agit pas d'activités « civiques ». Ces régies de quartier ont récemment été contactées par des responsables de la Ligue nationale contre le cancer. Ces derniers ont constaté que le taux de cancers était beaucoup plus élevé dans les quartiers de la politique de la ville que dans les autres quartiers. En effet, ces quartiers ne profitent pas des dispositifs de dépistage précoce. Or, l'accès à ces dispositifs passe par l'existence de contacts, de liens faibles. Le domaine de l'éducation est un autre domaine très important d'étude du capital social. Il a été abordé par James Coleman en premier lieu. En France, très récemment, dans le dernier ouvrage dirigé par Serge Paugam⁹, Agnès van Zanten rend compte de ses derniers travaux où elle a aussi essayé d'étudier l'effet du capital social familial et du capital social extra-familial sur la réussite des enfants. Il me semble de même que les problèmes de ségrégation scolaire relèvent du capital social : les phénomènes de ségrégation sont des effets du capital social.

Quand on voit que Cahuc et Kramarz ont réalisé une étude économétrique extrêmement sophistiquée pour expliquer pourquoi le modèle danois marchait au Danemark et ne marcherait pas en France, et qu'ils en concluent que c'est un problème de culture, on se dit que c'est décevant, et qu'une approche en termes de relations sociales mériterait d'être explorée¹⁰.

Je trouve que l'indicateur élaboré par Putnam, dans son livre *Bowling Alone*¹¹, pour comparer le capital social dans les différents États américains, est assez intéressant, même s'il soulève des problèmes, comme celui de la confiance (la confiance est-elle un produit du capital social ou en fait-elle partie ?). Certains concepts que l'on utilise couramment ne seraient pas utilisés si l'on avait à leur égard le même degré d'exigence empirique que celui que l'on demande pour l'étude du capital social. Il y a quand même des phénomènes qui sont au cœur du capital social et que l'on peut mesurer, peu importe d'ailleurs si on utilise la notion de capital social : on peut mesurer les relations sociales, on peut mesurer les valeurs, etc. À la limite, qu'on appelle cela du capital social ou autre chose, ce n'est pas fondamental.

Bernard Perret

Sur les comparaisons et sur l'indicateur de Putnam, je crois prudent malgré tout de dire que les comparaisons ont d'autant plus de sens qu'elles s'effectuent à l'intérieur d'un univers culturel relativement homogène. Par exemple, le problème des comparaisons entre le sud et le nord de l'Europe a été soulevé par un sociologue espagnol dans le livre *Democracies in Flux* : au sud, la sociabilité informelle est extrêmement importante, et ces relations, Putnam ne les mesure pas.

⁹ Paugam S. (dir) (2007), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, PUF.

¹⁰ Cahuc P. et Kramarz F. (2005), *De la précarité à la mobilité : vers une Sécurité sociale professionnelle*, rapport au ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, et au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Cohésion sociale, La Documentation française.

¹¹ Putnam R. D. (2001), *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.

Autre observation, tout à fait différente, sur le rapport micro/macro. Il y a une faiblesse théorique assez gênante dans les travaux américains sur le capital social, c'est qu'ils sont complètement coupés de la sociologie des institutions. Quand on pose la question des « *bridges* », des ponts, entre les noyaux de liens communautaires relativement forts, il n'y a pas seulement la question des liens entre les réseaux entre eux, mais aussi celle du lien entre les réseaux et les institutions, qui me semble centrale.

Franck Thomas, consultant

J'ai travaillé sur la question du capital social et des nouvelles technologies dans le cadre d'un projet européen, et nous avons notamment utilisé les données d'enquêtes sociales européennes, qui sont particulièrement riches. Il me semble également qu'il faut mettre l'accent sur l'aspect institutionnel, et notamment sur le « Welfare regime » des différents pays. Si l'on cherche à traduire l'expérience suédoise en France, à mon avis, on court à l'échec. Par ailleurs, dans nos enquêtes et nos analyses multi-variées, on observe bien que ce sont les réseaux informels qui jouent en faveur de l'intégration associative. Les deux formes de réseaux, formels et informels, ne sont donc pas séparées. La question des normes est aussi importante. Dans les enquêtes européennes, il y a des questions qui permettent d'apprécier à quel point le fait de faire du bénévolat est une norme sociale. La réponse à cette question est fortement corrélée à la pratique du bénévolat elle-même. Autre aspect important, la confiance dans les institutions, et pas n'importe lesquelles : les institutions qui sanctionnent, comme la police ou le système judiciaire. Si les Suédois ont confiance en autrui, c'est aussi parce qu'ils ont confiance dans les institutions chargées de sanctionner : on peut avoir confiance en autrui parce qu'on sait que si ses comportements ne sont pas conformes, il sera sanctionné.

Je pense donc que les institutions sont importantes, et les travaux de la Banque mondiale intègrent bien cette dimension avec la notion de « *linking social capital* ». En France, on travaille depuis très longtemps sur le rapport aux institutions. Dans les enquêtes sur le développement territorial, on pose des questions comme : « Avez-vous des contacts, dans votre territoire, avec les décideurs » ? Ou bien : « Les crédits sont-ils décidés dans votre territoire ou à Paris » ?

Julien Damon

Je voudrais revenir aux notions et poser une question simple : quelle différence faites-vous entre « capital social », « lien social » et « cohésion sociale » ?

Sophie Ponthieux

La notion de « capital social » recouvre en fait plusieurs concepts différents, comme je l'ai rappelé tout à l'heure. Avec la « cohésion sociale » ou le « lien social », on est davantage dans l'ordre du discours.

Bernard Perret

Quand on parle du « capital social », on introduit un élément qui me semble plus opératoire parce qu'on parle alors de ressources *productives*, c'est-à-dire qui

peuvent produire un certain nombre d'effets sur la santé, sur l'économie, sur le bien-être, etc. Cela me semble donc un progrès, même si ce concept présente des inconvénients et qu'on peut l'accuser de réduire le social à sa dimension utilitaire.

Antoine Bevort

Pour moi, la « cohésion sociale », c'est un *output*, c'est-à-dire un résultat du « capital social ». Quant au « lien social », c'est une partie du « capital social ». Le « capital social », c'est une façon de problématiser certaines formes de liens sociaux, mais outre les liens sociaux, dans le « capital social », il y a aussi des normes de réciprocité. Avec le « capital social », on est dans l'ordre de la théorie et du concept, qui essaie justement de faire le lien entre le micro et le macro, qui essaie de comprendre comment à partir de relations sociales et des interactions entre les individus, se construisent des façons de faire société.

Julien Damon

Sophie Ponthieux, vous souhaitez réagir sur le lien entre capital social et santé ?

Sophie Ponthieux

Je pense que là, on est vraiment dans l'auto-intoxication. À force de passer en revue tous les effets bénéfiques produits par le capital social, on finit par y croire. Dans *Social Science and Medicine*, une revue d'épidémiologie sociale qui a énormément publié sur le sujet, on trouve pourtant une série d'articles extrêmement critiques. On peut dire que je ne retiens que les articles critiques et que d'autres ne retiennent que les articles favorables, mais il faut bien regarder les deux. Personnellement, je suis plus convaincue par les articles critiques que par les autres, ne serait-ce que sur le plan de la méthodologie statistique.

Julien Damon

Merci à tous. Je crois quand même qu'il y a de l'importance à s'intéresser, non pas seulement au débat, mais aux expériences qui ont été réalisées en matière de mesure du capital social. Je le répète, tout le monde s'inquiète de cohésion sociale, mais personne ne sait la mesurer. C'est cette ambition aussi simple et aussi importante qui nous occupe. La leçon que je tire de la table ronde, c'est d'abord un appel à une rigueur extrême, mais c'est aussi d'essayer malgré tout de se mettre d'accord sur ce que sont les grandes dimensions de la cohésion sociale, car ce sont des données qu'on ne peut agréger en un seul indicateur. Inversement, on ne peut se satisfaire d'une série aberrante de 100 ou 200 indicateurs, qui serait illisible.

> Deuxième table ronde

La mesure du capital social à l'étranger

La réalité sociale de l'Europe

par **Frédéric Lerais**, Bureau des conseillers de politique européenne (BEPA)

Ma présentation ne sera pas conceptuelle. Elle devrait cependant, je l'espère, stimuler votre réflexion critique sur les évolutions de la société dans son ensemble. Ce que je vais présenter est à la fois un exercice de la Commission et un papier personnel, écrit avec Roger Liddle, qui s'intitule *La réalité sociale de l'Europe*¹². Je travaille au BEPA, le Bureau des conseillers de politique européenne, qui est le *think tank* du président au sein de la Commission. Le travail du BEPA consiste pour l'essentiel à préparer des rapports qui mettent l'accent sur le futur des politiques européennes. Ces rapports sont en général signés par les auteurs eux-mêmes et ne représentent pas nécessairement la position de la Commission.

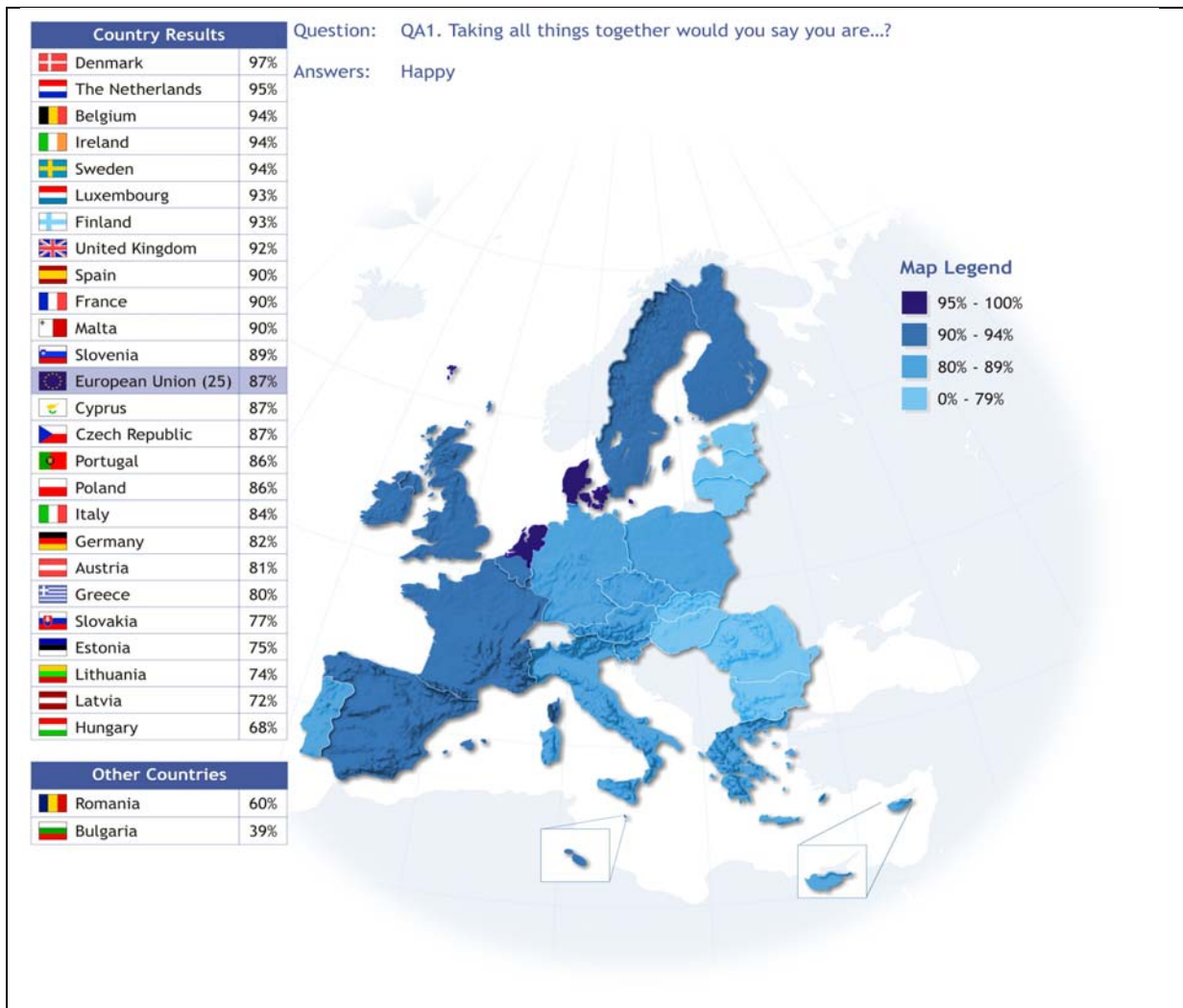
L'exercice présenté ici est une consultation publique très vaste, un peu comme celles qui préparent les Livres Verts de la Commission, même si notre rapport n'est pas un Livre Vert, puisqu'il n'y a pas de préconisations. Dans le cadre de la communication de la Commission du 10 mai 2006 « Agenda du citoyen », ont été annoncés trois exercices de réflexion très importants pour les politiques européennes futures : le premier concerne le Marché unique – ce qui marche ou non, quelles sont les prochaines étapes ; le deuxième concerne le budget, enjeu politique majeur ; enfin, le troisième concerne une consultation sur la réalité sociale de l'Europe. C'est une question très ouverte. Il s'agit de parvenir à un consensus non pas sur ce qu'il faut faire mais sur la définition des problèmes auxquels sont confrontées les sociétés européennes. Cette consultation a débuté en février 2007 et se poursuivra jusqu'à fin 2007.

C'est dans ce cadre que le BEPA a été chargé de rédiger un rapport qui vise à amorcer la discussion et que je vais vous présenter à grands traits. Le rapport analyse non pas le capital social mais le bien-être social dans l'Union à 27. Le bien-être social est ici pris dans un sens large, l'idée étant de ne pas s'en tenir exclusivement aux questions de croissance et d'emploi. En fait, plutôt que le bien-être lui-même, on a cherché à identifier les facteurs de bien-être. On va donc retrouver l'emploi, le revenu mais aussi d'autres éléments comme la situation

¹² http://ec.europa.eu/citizens_agenda/social_reality_stocktaking/index_fr.htm

familiale, la santé, les questions de sécurité, etc. Le but est, *in fine*, d'identifier les tendances et les défis communs aux États membres.

Carte n° 1 : le niveau de bonheur en Europe



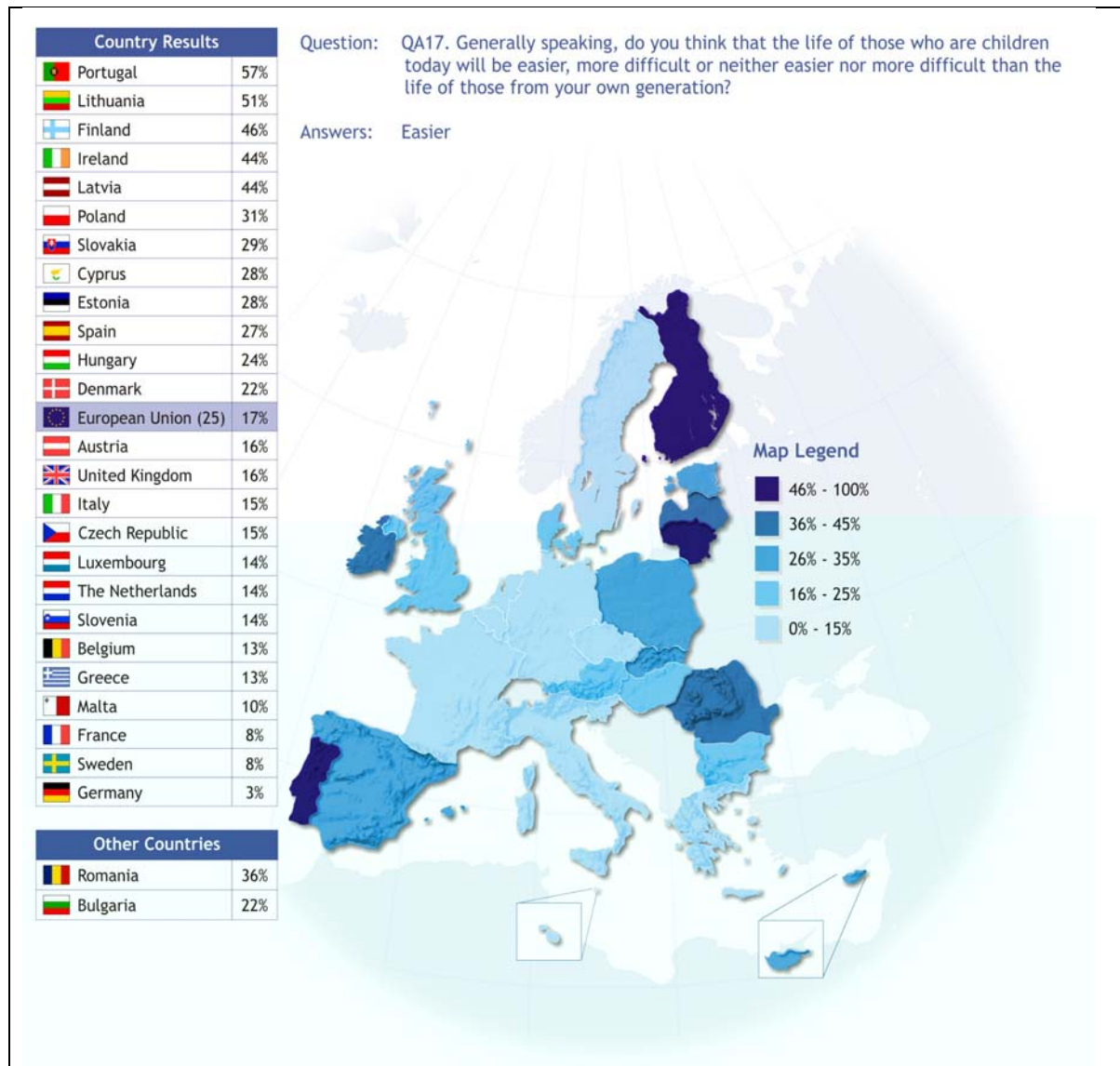
Source : Eurobaromètre sur la réalité sociale européenne, février 2007

Lorsqu'on demande aux Européens s'ils sont satisfaits de leur situation personnelle (carte n° 1), la réponse est positive à 87 %, même s'il y a une certaine hétérogénéité entre les pays. Ces dernières années la réponse était largement affirmative.

Le paradoxe est que lorsqu'on demande aux Européens comment ils envisagent la situation future de leurs enfants, ils sont nettement plus pessimistes (carte n° 2) : 83 % des Européens disent que la vie que vivront leurs enfants ou petits-enfants sera moins satisfaisante que celle qu'ils ont vécue jusqu'à maintenant.

Ce paradoxe constitue le point de départ de notre analyse. Le rapport va donc globalement chercher à mettre en évidence les différentes tendances qui ont pu bousculer les sociétés européennes depuis 30 à 40 ans. L'idée générale du rapport est de fournir quelques éléments pour inviter à réagir.

Carte n° 2 : La situation des futures générations vue par les Européens



Source : Eurobaromètre sur la réalité sociale européenne, février 2007

La première tendance à laquelle on pense est évidemment celle de la mondialisation. Est-ce celle qui cause les changements en Europe ? La réponse rapide fournie dans le rapport est positive : il y a des pertes d'emplois peu qualifiés ; des emplois exposés à la concurrence internationale ; des délocalisations, des externalisations, même si les effets sur l'emploi sont sujet à débat ; la mondialisation a également des conséquences sur les conditions de travail ; d'autres mouvements sont liés à la mondialisation comme les flux migratoires, les tensions sur l'énergie, etc., qui façonnent ou qui façonneront les sociétés. Cependant, ces changements liés à la mondialisation ne sont pas les seuls qu'il faut prendre en compte lorsqu'on observe les évolutions des sociétés européennes.

Nous mettons en évidence quatre facteurs internes majeurs d'évolution : une transformation rapide vers une économie de service et de connaissance ; une protection sociale qui présente des apports certains mais qui pose quelques défis ; une modification, dans l'ensemble des sociétés européennes, de l'égalité homme-

femme et des changements démographiques ; des changements dans les valeurs liés à la société d'abondance.

En ce qui concerne le premier point, on note une forte modification de la structure des emplois. Les deux tiers des emplois relèvent aujourd'hui du secteur des services. Lorsqu'on observe les créations d'emplois sur cinq ans, on constate qu'un grand nombre d'emplois des secteurs industriels et agricoles ont disparu, mais que l'emploi dans les services a été très dynamique. De notre point de vue, cela pose des questions relatives aux nouvelles compétences, cognitives ou personnelles, qu'il serait nécessaire de développer ; cela pose des questions d'inégalité entre les emplois qualifiés et les emplois peu qualifiés, etc. Lorsqu'on regarde les qualifications de la main-d'œuvre, les chiffres montrent qu'un tiers de la force de travail est peu qualifiée, alors même que les exigences des postes de travail sont de plus en plus élevées. Les performances du système éducatif peuvent paraître parfois inquiétantes. Ainsi, 15 % des jeunes sortent sans qualification du système éducatif en Europe. Les enquêtes PISA de l'OCDE mettent également en évidence des performances faibles des élèves en mathématiques ou en lecture. Cela incite à s'interroger sur l'accès à l'éducation et sur les performances globales du système éducatif.

Deuxième élément, la protection sociale. Celle-ci est à l'origine de progrès évidents du bien-être. On peut citer l'amélioration de la qualité des services de santé, la mise en place des dispositifs de retraite, la décrue dans un grand nombre de cas de la pauvreté absolue ou encore l'amélioration de l'espérance de vie (43,5 ans en 1900, 75,5 ans en 2000). Malgré tout, il existe encore un certain nombre de problèmes induits par la protection sociale et notamment un taux d'emploi des seniors relativement bas. Dans le même temps, il faut reconnaître que des situations de pauvreté persistent chez les seniors, pauvreté qui touche aussi les enfants et que les systèmes de protection sociale ont du mal à prendre en compte.

Troisième élément, les changements démographiques. On connaît les données relatives au vieillissement démographique et à la baisse de la fécondité. Il faut également évoquer les modifications de l'équilibre au sein des familles avec l'apparition d'une proportion croissante de couples bi-actifs qu'il faut pouvoir soutenir. Le vieillissement démographique et la baisse de la fécondité se traduisent par une hausse assez importante des dépenses liées à l'âge mais, au-delà, posent des questions particulièrement sensibles qui concernent la prise en charge des personnes dépendantes au sein des familles, avec une pression qui repose encore essentiellement sur les femmes.

Le quatrième et dernier élément concerne les conséquences de l'individualisme et de la société d'abondance. Même si l'on rencontre une certaine hétérogénéité entre pays européens, on est plutôt dans une société où les besoins matériels sont mieux satisfaits qu'auparavant. Cela signifie aussi qu'il y a de nouvelles demandes et de nouvelles exigences qu'il est sans doute important de prendre en compte. Ces nouvelles demandes sont aussi liées à des changements de valeurs, avec un accroissement de la sécularisation, un déclin du « capital social » au sens de l'engagement civil et de la participation politique, et une plus grande liberté personnelle. Ces éléments nous semblent aussi importants à prendre en compte, lorsque l'on dresse le tableau de la réalité sociale.

Le rapport, que je vous ai résumé à grands traits, doit permettre d'alimenter le débat autour d'une série de questions. Première série de questions : les différentes tendances que l'on a évoquées sont-elles bien celles qui sont importantes pour décrire les changements des sociétés européennes ? Y en a-t-il d'autres ? Certaines sont-elles plus importantes que d'autres ? Deuxième série de questions, puisque la grille de lecture est celle du bien-être social et même de l'espérance de bien-être social au cours d'une vie : qu'est-ce que le bien-être ? Est-ce une question politique importante ? Quels sont les facteurs du bien-être ? Les éléments les plus importants sont-ils le fait d'avoir un emploi (quel type d'emploi ?), une vie familiale, le fait d'avoir des perspectives de mobilité sociale, d'avoir des voisins, etc. ? Quels sont les obstacles au bien-être aujourd'hui : la pauvreté, les difficultés d'accès à certains services publics, etc. ? Dernière série de questions, liées à l'accès aux opportunités, puisque ce n'est pas seulement le bien-être mais l'espérance de bien-être tout au long de la vie qui nous intéresse : quels sont les principaux facteurs permettant de favoriser cet épanouissement général ? L'éducation initiale ?

En résumé, et pour donner mon point de vue personnel, quels sont les principaux défis auxquels nous sommes confrontés ? On peut citer d'abord les performances de certains pays en matière d'éducation, qui restent assez modestes, de même que les écarts de performance scolaire entre groupes sociaux. On peut évoquer ensuite des questions liées aux inégalités intergénérationnelles : le changement démographique se traduit par des dépenses sociales plus lourdes vis-à-vis des seniors, qui risquent de peser sur les jeunes générations. Troisième défi : l'Europe aura sans doute besoin de migrants mais on sait qu'il y a des questions délicates d'intégration des populations immigrées. Enfin, il y a des risques de polarisation sociale avec des éléments d'accroissement de pauvreté relative dans certains pays et parfois, dans les pays pour lesquels on a des informations, un déclin de la mobilité sociale.

Julien Damon

Même si le rapport du BEPA ne porte pas directement sur le capital social ou sur la cohésion sociale, il nous a semblé judicieux que l'on évoque cette consultation importante parce qu'elle montre bien le souci de la Commission de ne pas s'en tenir à l'emploi, à la croissance et à la pauvreté monétaire à 60 % du revenu médian. En tentant de réfléchir à ce que peuvent être des indicateurs de bien-être ou des politiques publiques plus favorables au bien-être, on se pose en réalité des questions proches de celles que nous évoquons autour du capital social ou de la cohésion sociale.

Olivier Galland

J'ai une question qui nous permettra peut-être de rebondir sur les ambiguïtés de la définition du capital social. Vous avez parlé de déclin du capital social « au sens de l'engagement civil ». Je pense que cela peut se discuter. On voit bien que la politisation change de nature, c'est-à-dire que les formes classiques de politisation ont tendance à reculer et que de nouvelles formes d'actions politiques semblent apparaître autour d'actions politiques plus directes comme les manifestations... En ce qui concerne la confiance ou les interactions sociales, je ne suis pas sûr qu'il y ait

un déclin. Bref, le diagnostic est-il assuré sur ce prétendu « déclin du capital social en Europe » ?

Frédéric Lerais

Ma réponse sera simple : non. Ce que l'on voulait mettre en avant, c'est que le déclin des formes traditionnelles de participation politique, en lui-même, pose des questions majeures pour la gouvernance des politiques et change la façon d'appréhender les politiques sociales.

Pierre Bréchon, professeur de sciences politiques (Sciences po Grenoble)

Je voulais également intervenir sur la baisse du capital social. En travaillant sur les données des valeurs européennes, on observe ce qu'on peut appeler une individualisation des rapports sociaux et des rapports politiques. Donc, effectivement, les formes de politisation et les formes de participation changent, dans le contexte d'une société individualisée – plus qu'« individualiste ». Si les taux d'abstention augmentent dans beaucoup de pays européens, on voit que ce qui augmente le plus, c'est l'abstention *intermittente* : on va participer à certaines élections, pas à d'autres. La différence me semble frappante dans les deux dernières élections françaises puisqu'on a d'un côté pratiquement un maximum de participation électorale à l'élection présidentielle et un minimum quelques semaines plus tard lors des législatives, ce qui montre que le rapport au vote devient un rapport très individualisé mais qu'on ne peut pas parler de rejet. Deuxième point, vous avez évoqué un paradoxe entre la mesure du bonheur personnel et l'espérance de bonheur pour ses enfants. On retrouve ce phénomène dans d'autres enquêtes, notamment dans les enquêtes *Valeurs*, où on a une mesure du bonheur pour soi-même et des jugements sur la société. On note un degré élevé d'optimisme concernant sa situation personnelle, et au contraire, un degré élevé de pessimisme sur la société. Comment l'expliquer ? Il me semble que cette différence de jugement s'explique par le degré de maîtrise que l'on a sur ces deux réalités : le bonheur personnel, on a le sentiment d'avoir une certaine maîtrise sur lui. Ce n'est pas le cas de l'environnement général, qu'on a le sentiment de ne pas maîtriser.

Bernard Perret

En ce qui concerne les causes de l'inquiétude par rapport à l'avenir, il y a une chose qui me semble jouer un grand rôle depuis une date assez récente, c'est le changement climatique et l'inquiétude écologique. Est-ce mesuré ?

Frédéric Lerais

Je n'ai pas de réponse précise à ce jour. Il y a eu un Eurobaromètre sur ce sujet récemment, des questions sont posées sur ce point. Je ne pense pas que la montée de la question du changement climatique soit déterminante dans l'inquiétude par rapport à l'avenir. En ce qui concerne l'indicateur de satisfaction personnelle, on observe que c'est un indicateur stable dans le temps. Ce qui évolue, ce sont les facteurs mis en avant pour expliquer le bien-être. On peut retenir une explication psychologique de cette stabilité, et dire que les gens font preuve d'une grande capacité d'adaptation à leur situation, dont ils se satisfont. Mais si les gens se

satisfont de situations difficiles, est-ce la bonne variable ? C'est pourquoi l'autre indicateur, qui concerne la situation espérée pour ses enfants, me semble aussi important.

La mesure du capital social à l'OCDE

par **Tom Schuller**, directeur du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI, OCDE)

Je dirige le CERI, institution de l'OCDE où a été conçu le rapport *Du bien-être des nations* auquel Sophie Ponthieux a fait référence. En ce moment le CERI ne travaille pas directement sur le capital social sauf dans le cadre d'un projet étudiant les liens entre éducation et engagement civique. Nous n'avons pas poursuivi les recherches conceptuelles sur le capital social, mais j'ai travaillé comme chercheur au sein du groupe qui conseillait le secrétariat général au moment du projet sur le bien-être des nations. Je vais donc vous présenter quelques éléments sur l'approche de l'OCDE en matière de capital social avant de passer à quelques éléments statistiques pour vous donner une idée de ce que nous faisons.

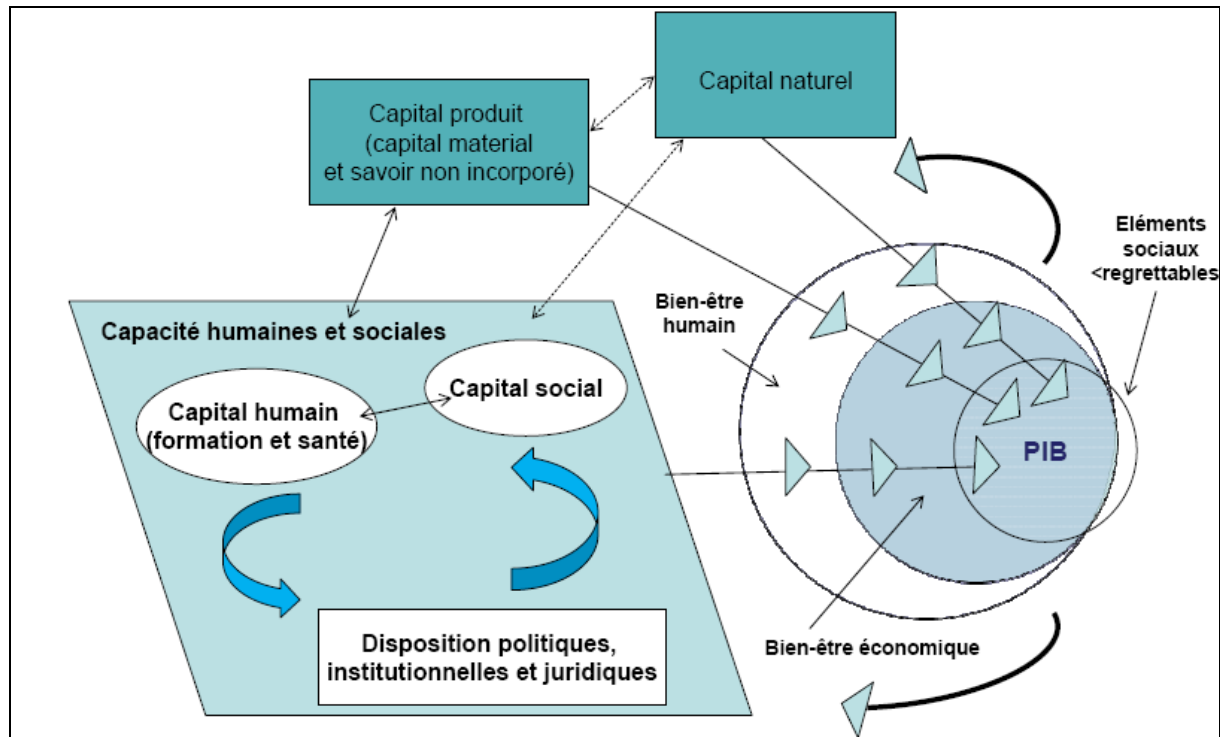
J'aimerais faire quatre remarques préliminaires sur le statut du capital social. Premièrement, c'est une notion qui fait souvent l'objet d'abus, de mauvaises analyses. C'est une étiquette attirante, et donc pas mal de gens rattachent leurs études au capital social sans avoir vraiment pensé un cadre théorique cohérent. Deuxièmement, il faut être très critique vis-à-vis d'un certain nombre d'applications simplistes de la notion, quand bien même elles reposeraient sur des techniques économétriques sophistiquées. Troisièmement, il faut toujours se méfier des articles qui arrivent à un chiffre unique démontrant que le capital social amène à tel ou tel résultat. Quatrièmement, il me semble que l'intérêt majeur de la notion de capital social est de nature heuristique, c'est-à-dire qu'elle ouvre énormément de voies à explorer.

Comment donc l'OCDE conçoit-elle cette notion ? Premièrement, le capital social réside dans les relations et n'est pas la propriété exclusive de tel ou tel individu. Il ne se résume donc pas à un carnet d'adresses. Deuxièmement, il constitue pour l'essentiel un bien public en ce sens qu'il est partagé par un groupe. Cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas servir à procurer des biens privés. Cela ne veut pas dire non plus qu'il n'ait pas d'aspects négatifs. Troisièmement, il est le produit d'investissements, réalisés par la société en temps et en énergie, mais sous une forme moins directe que dans le cadre du capital humain ou physique. Il est donc toujours difficile de savoir comment mesurer aussi bien les investissements dans le capital social que ses effets.

Le diagramme n° 1 met en évidence les relations qui existent entre les différents types de capitaux et le bien-être. Aujourd'hui, l'OCDE parle davantage de bien-être que de capital social ou de capital humain. La semaine prochaine se tiendra

un « World forum of Statistics » sur la mesure du bien-être qui réunira 900 personnes de toutes les régions du monde. Ce qui me semble significatif, c'est qu'une institution centrée sur les aspects économiques comme l'OCDE essaie d'élargir le champ de ses préoccupations.

Diagramme n° 1 : Relations entre les principaux facteurs qui contribuent au bien-être



Source : OCDE

De même, aujourd'hui, un certain nombre de gouvernements mettent le développement du capital social au cœur de leurs analyses et de leurs politiques publiques. C'est vrai au Canada par exemple, ou encore en Afrique du Sud. La thématique du capital social permet aux gouvernements d'encourager la communication entre les différents départements ministériels, de même qu'elle permet aussi l'interdisciplinarité. C'est une façon très pragmatique de briser les frontières qui peuvent exister entre les différentes administrations.

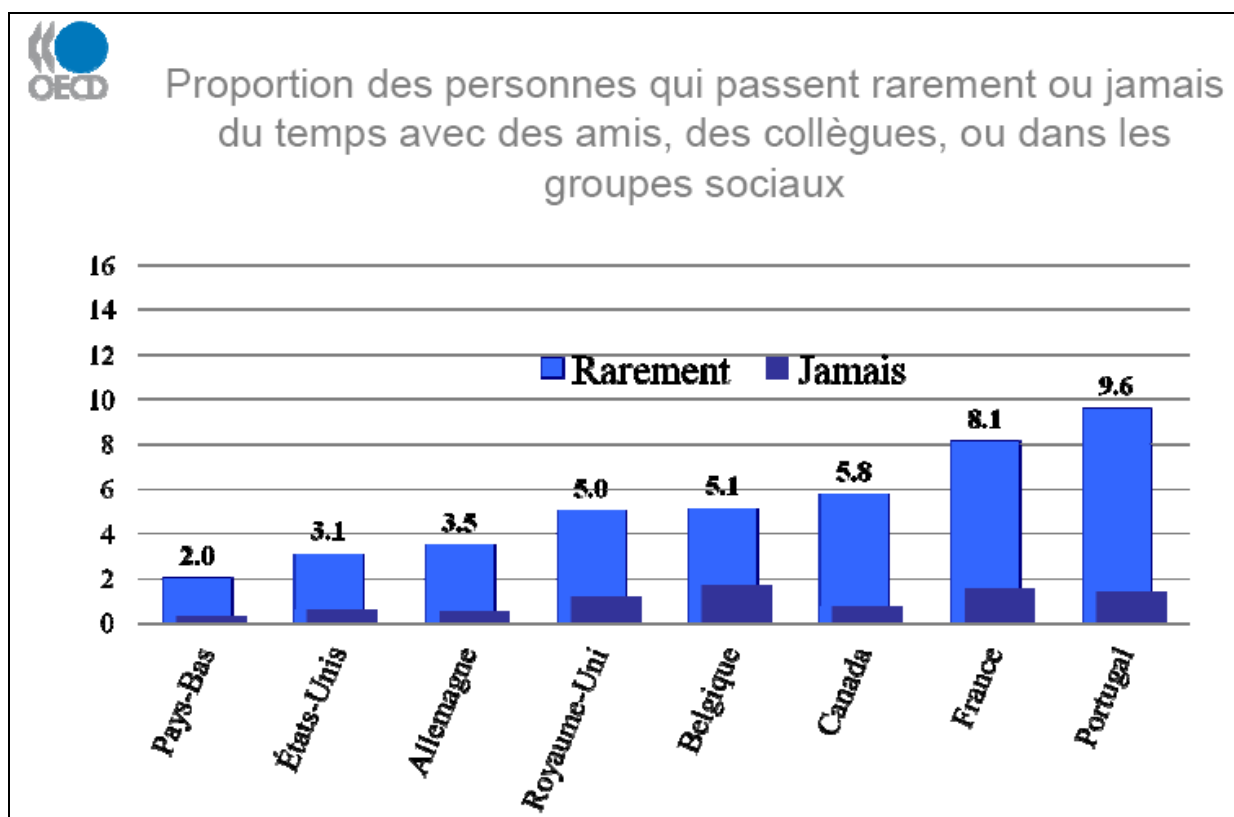
Quels sont les inconvénients de la notion de capital social ? Premièrement, on n'en a pas d'indicateur simple. Or, l'OCDE, en général, aime bien travailler avec des indicateurs simples et avec des résultats chiffrables. Cela explique d'ailleurs pourquoi l'OCDE n'a pas beaucoup produit sur le capital social depuis la publication du rapport sur le bien-être des nations. Deuxièmement, il y a de fortes variations de conception du capital social d'un contexte culturel à l'autre. Cela rend délicates les comparaisons internationales dont l'OCDE est si friande. Enfin, il n'y a pas d'accord conceptuel voire terminologique sur la notion, y compris au sein de l'OCDE. Cela dit, aujourd'hui, le concept de capital humain est plus ou moins accepté, alors même qu'il faisait l'objet de vives critiques dans les années 1960. Par ailleurs, et c'est un peu une autocritique, alors même que tout le monde dit que le diplôme n'est au mieux qu'un *proxy* du capital humain, et est donc insuffisant pour le mesurer, tout le

monde continue à faire des analyses extrêmement sophistiquées à partir de cette seule variable « diplôme ». Tout cela pour dire que d'autres concepts ont des faiblesses, mais que cela n'empêche pas qu'on les utilise.

Quels sont dès lors les avantages de la notion de capital social ? Premièrement, et cela fait le lien avec ce que je viens de dire, on reconnaît aujourd'hui les limites de la focalisation sur le seul capital humain. L'investissement dans le capital humain ne suffit pas. Les individus opèrent dans leur vie personnelle comme dans la vie professionnelle au sein de réseaux de relations, dans des contextes sociaux particuliers, etc. Deuxièmement, la thématique du capital social encourage l'analyse des liens entre les niveaux micro, méso et macro. Troisièmement, cette thématique permet de ne pas s'en tenir aux caractéristiques purement individuelles mais de s'intéresser aussi aux aspects relationnels et aux relations entre les individus et les institutions. Enfin, cette thématique permet de s'intéresser aux valeurs.

Je vais vous présenter maintenant quelques données dont nous disposons sur la sociabilité et l'isolement d'une part, et sur la participation civique et associative d'autre part. Je préciserai avant tout qu'il nous manque parfois des données que nous pourrions comparer dans le temps, afin de mettre en évidence de grandes tendances. Par ailleurs, nos données sont agrégées au niveau national, et c'est peut-être une faiblesse, car il y a sans doute une forte hétérogénéité au niveau infra-national.

Diagramme n° 2 : L'isolement dans quelques pays de l'OCDE

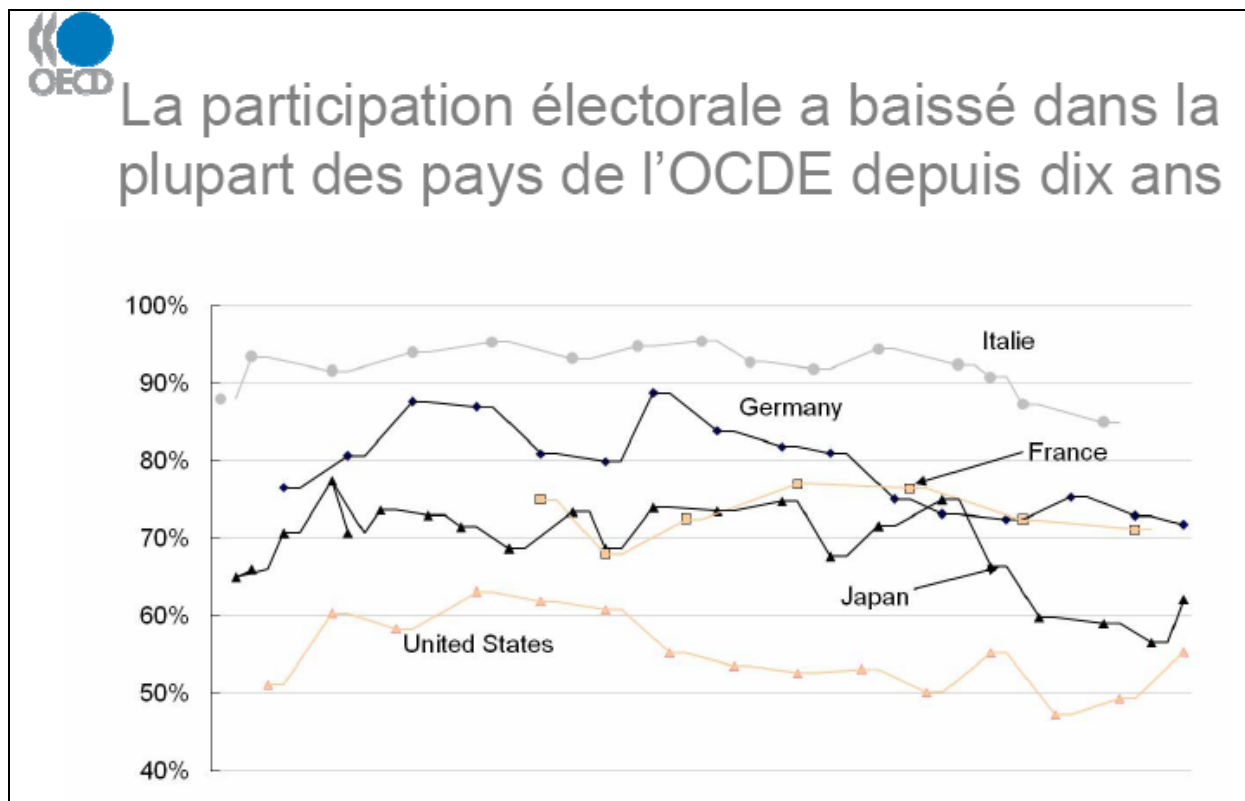


Source : OCDE

Ce diagramme permet d'apprécier la grande variété des situations entre pays de l'OCDE du point de vue de l'isolement. Le Japon, qui ne figure pas sur ce diagramme, se situe à un niveau élevé. La proportion de personnes qui ne passe jamais ou rarement du temps avec des amis est de l'ordre de 16 %. Mais le Japon se caractérise aussi par un niveau élevé d'entraide. Les niveaux d'entraide et d'interactions sociales ne sont donc pas toujours corrélés.

Les données qui concernent la participation électorale sont peut-être les données les plus faciles à obtenir mais elles ne sont pas forcément les plus intéressantes. Il suffit de voir l'énorme différence de participation observée en France entre l'élection présidentielle et les élections législatives qui ont suivi.

Diagramme n° 3 : Évolution de la participation électorale depuis dix ans

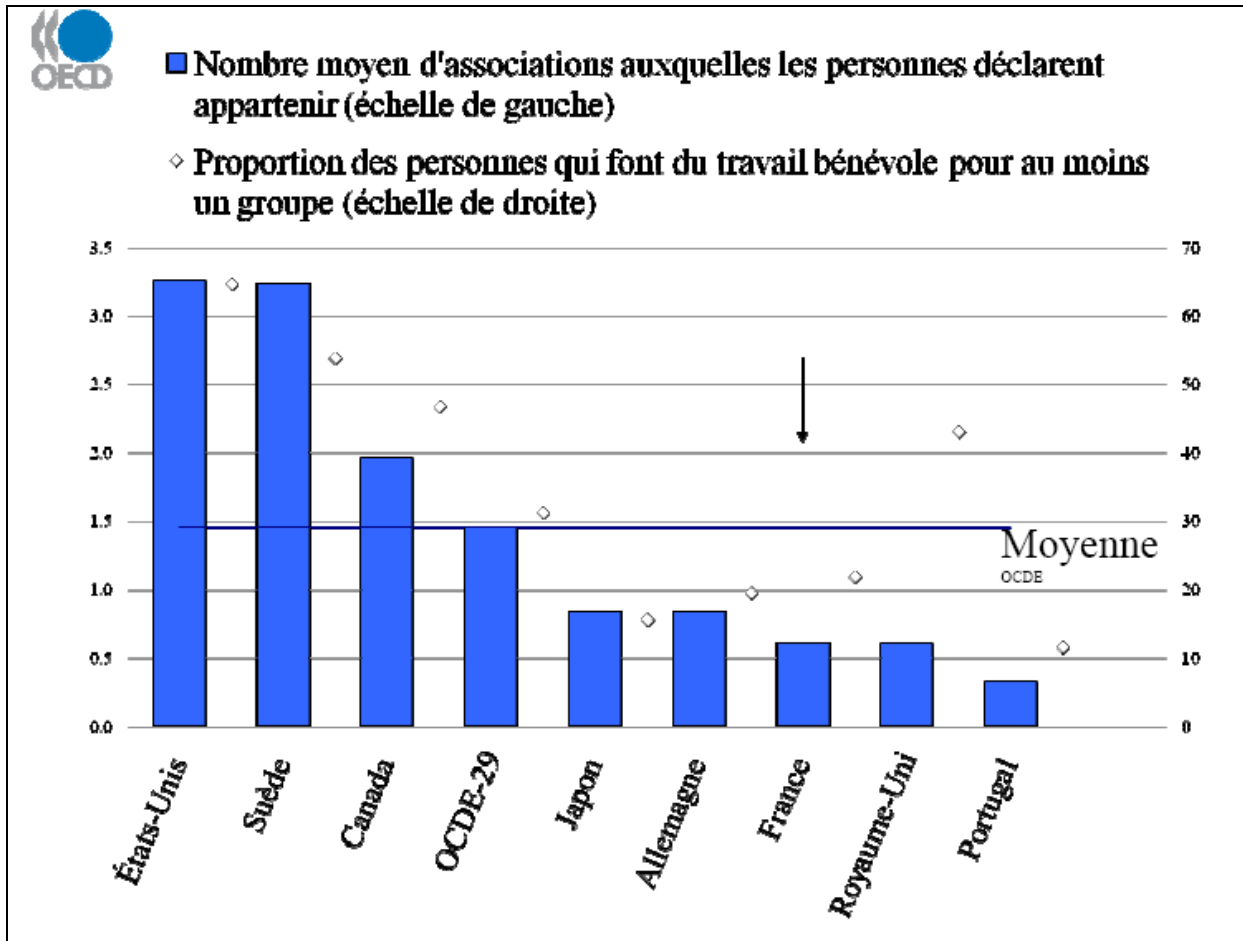


Source : OCDE

Passons maintenant à la participation associative (diagramme n° 4). On observe qu'elle est particulièrement élevée aux États-Unis et en Suède. Cela veut-il dire que les États-Unis et la Suède sont les pays les plus avancés du point de vue du capital social ? Peut-être, mais je pense qu'il n'y a pas de relation linéaire entre le nombre d'associations et la qualité de la vie associative. Il faut prendre en compte l'existence de « *checkbook membership* », c'est-à-dire de gens qui ne font que verser de l'argent à des associations sans que cela n'entraîne de participation significative. Cet exemple montre qu'il est nécessaire d'entreprendre des investigations qualitatives pour comprendre quelle est la signification réelle de l'appartenance à une association. Si l'on s'intéresse maintenant au bénévolat (cf. les petits losanges, même diagramme), on s'aperçoit qu'en Grande-Bretagne, où la participation associative est relativement faible, le bénévolat est au contraire assez développé. Cela reflète une certaine tradition et aussi une certaine interprétation de

la question. Il faut donc se méfier des interprétations simplistes, mais ces données permettent au moins de lancer la discussion sur les différences observées.

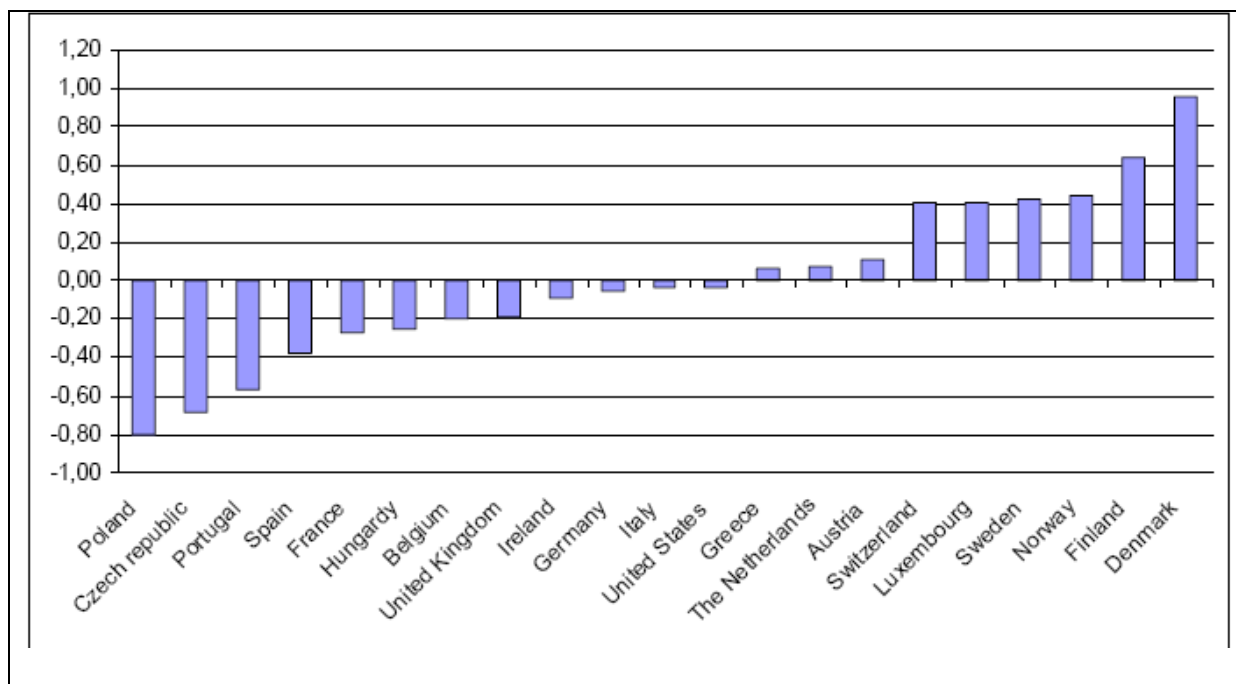
Diagramme n° 4 : La participation associative et le bénévolat dans quelques pays de l'OCDE



Source : OCDE

Le tableau suivant (diagramme n° 5) compare les pays du point de vue de la confiance dans les institutions. Comment expliquer le niveau élevé de confiance observé dans les pays scandinaves ?

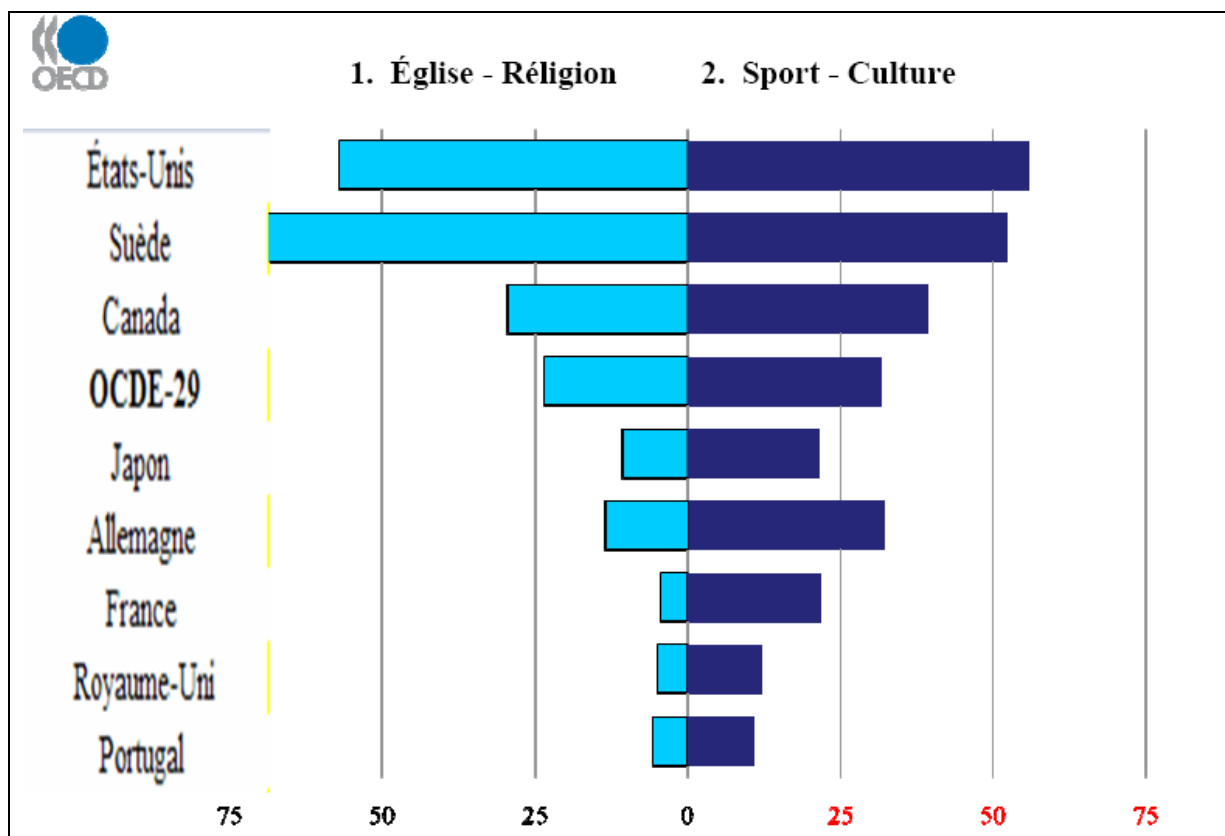
Diagramme n° 5 : Confiance dans les institutions

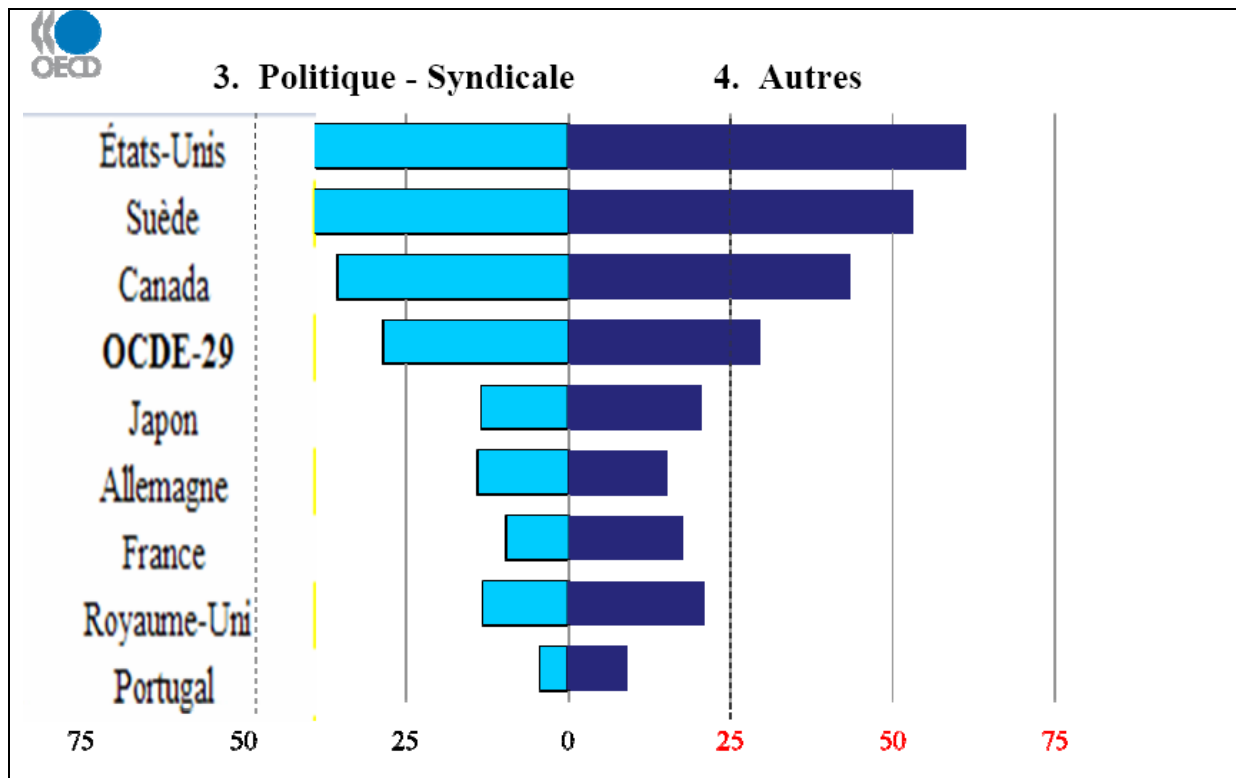


Source : European Social Survey 2002/CID2005

Pour ce genre d'indices, il faudrait disposer de données comparables dans le temps. Les deux diagrammes suivants indiquent le taux de participation à différents types d'association.

Diagramme n° 6 : Taux de participation à différents types d'associations



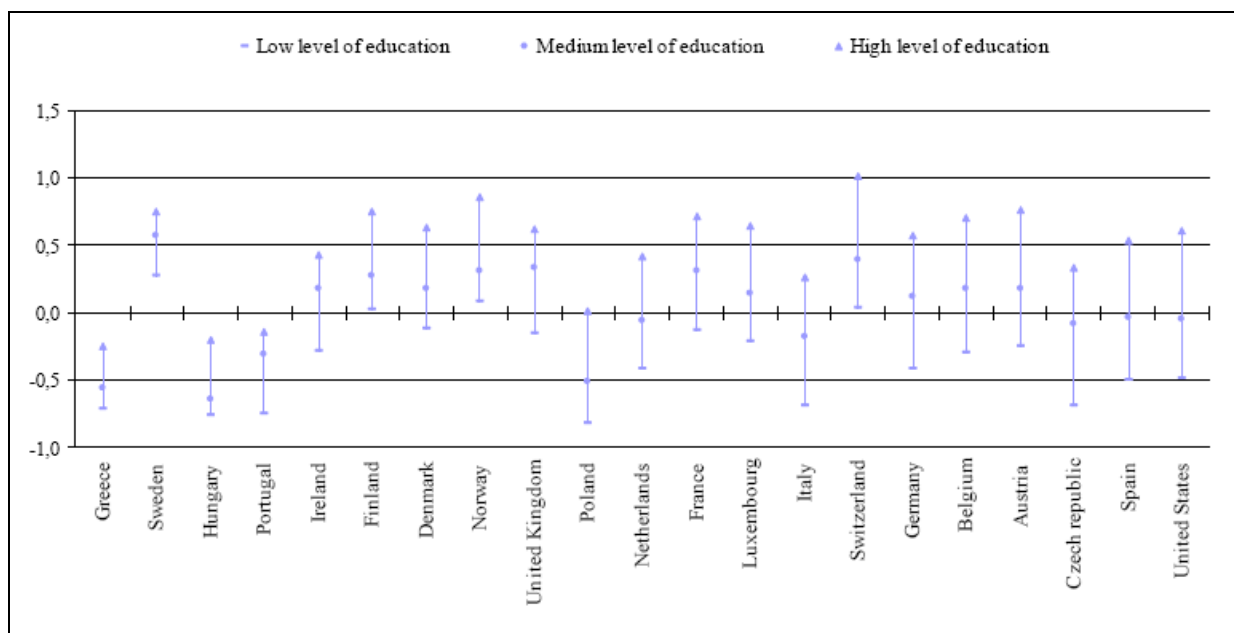


Source : OCDE

On observe sur ce diagramme un chiffre qui peut paraître surprenant, c'est le taux de participation élevé des Suédois aux associations religieuses. Il faut en fait garder à l'esprit qu'en Suède, on est automatiquement appelé à payer une contribution fiscale à l'Église. On retrouve en revanche la faiblesse de la participation syndicale en France, mais là encore, le taux de syndicalisation ne préjuge en rien du pouvoir qu'ont les syndicats en termes d'influence sur les décisions politiques.

Le diagramme suivant donne le niveau de participation dans différentes activités par niveau d'éducation. En Suède, le niveau de participation est assez élevé même pour les gens qui n'ont pas un niveau d'éducation très élevé. En Suisse, en Autriche et aux États-Unis, le niveau de participation varie en revanche beaucoup en fonction du niveau d'éducation des individus.

Diagramme n° 7 : Niveau de participation associative en fonction du niveau d'éducation



Source : European Social Survey 2002/CID2005

J'aimerais terminer par un exemple que je trouve très parlant. On observe dans les pays de l'OCDE que la performance scolaire des jeunes filles dépasse celle des jeunes hommes et cela se voit à tous les niveaux dans presque toutes les disciplines sauf peut-être en mathématiques, en ingénierie et en sciences naturelles. Comment cela s'explique-t-il ? L'une des explications, c'est que les filles partagent les valeurs de l'école, elles estiment qu'il vaut la peine de travailler. Par ailleurs, on observe au niveau local, dans les écoles, que les filles s'organisent en réseau d'entraide. Ce n'est pas le cas des garçons. C'est un exemple d'utilisation du concept de capital social qui permet d'explorer des explications pour pouvoir, peut-être, à terme, engager des actions de politique publique.

Sophie Ponthieux

S'il y a au moins une chose que l'on ne peut enlever au capital social, c'est sa capacité à faire débattre. Et je pense effectivement qu'une des vertus du concept est qu'il encourage la pluridisciplinarité, la rencontre entre les institutions, les acteurs... Reste le problème que chacun y met toujours ses propres interprétations.

Question dans la salle

On a parlé de différences de contexte et je me demande s'il n'y a pas une tendance à européaniser la notion de capital social. Aux États-Unis par exemple, société plus individualiste, la protection sociale pourrait être moins valorisée que les valeurs d'individualité et de concurrence productrice d'efforts. N'est-il pas problématique d'appliquer une grille qui fait appel à des valeurs forgées en Europe à des contextes qui ne s'y prêtent pas nécessairement ? Comment surmonter cette différence de valeurs pour résoudre ces contradictions ?

Tom Schuller

Vous avez parlé de l'Europe et des États-Unis, mais dans les deux cas, il existe des différences énormes au sein même de ces deux espaces géographiques. Malgré ces problèmes d'agrégation, on peut observer des différences qui sont intéressantes d'un pays à l'autre. Par exemple, en Nouvelle-Zélande, l'introduction de la thématique du capital social par des gouvernements principalement de droite correspondait à une tentative de remise en cause des services publics au profit de l'action volontaire des associations. Au contraire, dans les pays scandinaves, activité des associations et services publics sont conçus comme complémentaires.

Benoît Zenou, doctorant

Dans la plupart des travaux empiriques que j'ai pu consulter au cours de ces trois dernières années, j'ai noté que tout élément qui permettait d'identifier le lien social ou la cohésion sociale était de fait considéré comme un indicateur du capital social, sans qu'on ait réellement défini au préalable ce qu'était le capital social. Pour ma part, du fait de ces problèmes de définition, j'en suis revenu à une conception micro du capital social, c'est-à-dire à un capital social conçu comme un attribut des individus.

Tom Schuller

Il faut toujours se demander pourquoi on utilise un concept. Si un concept ne me sert en rien pour étudier le problème qui m'intéresse, il vaut mieux que je l'abandonne. Le concept est un outil qui doit être utile. Mais pour moi, en tant que chercheur et fonctionnaire, ce concept m'a été utile pour mettre en lumière un certain nombre de phénomènes et pour développer mes analyses, aussi restreintes et limitées soient-elles.

Bernard Perret

J'ai une inquiétude méthodologique sur les comparaisons internationales qui tient à l'influence des valeurs, voire des idéologies, sur la manière dont on répond à certaines questions, y compris sur l'entraide ou sur le lien aux institutions. Que capte-t-on dans un questionnaire ? Ce que les gens estiment conformes à ce qu'il faudrait faire, ou bien est-ce réellement prédictif de leurs comportements réels ? Ne faudrait-il pas concevoir des enquêtes permettant de saisir les pratiques réelles des individus ? La fraude fiscale, par exemple, me semble constituer un indicateur assez objectif des comportements réels.

Hacène Boukaraoun

Vous avez abordé très brièvement la question de l'informel. C'est un élément fondamental. Comment est-il pris en compte dans les analyses sur le capital social ? En Algérie, le taux de chômage est de 50 % et pourtant tout le monde vit bien, du fait des relations d'entraide qui existent dans les familles. Ces relations informelles sont également très importantes en Russie et au Japon. Du coup, comment comparer les données d'un pays à l'autre ?

Franck Thomas

Nous nous sommes intéressés à cette question : y a-t-il des types de capital social par pays et peut-on classer les pays de ce point de vue ? À notre surprise, la réponse est positive : on peut effectivement classer les pays selon leur régime d'État-providence, qu'il soit social-démocrate, libéral, corporatiste ou latin. Au fond, effectivement, il existe des types de pays avec leur propre profil de capital social, profils que l'on peut mettre en évidence avec des données venant des enquêtes par questionnaire au niveau international.

Tom Schuller

C'est effectivement possible, mais il ne faut pas que les comparaisons se transforment en une sorte de classement définitif des pays selon leur niveau de capital social, avec par exemple les pays scandinaves en tête. Le défi est de préciser quelles sont les dimensions clés et quel est le but de l'exercice de comparaison. La question est de savoir si on doit les agréger dans *un* indice de capital social. Je ne crois pas. Bernard Perret a soulevé la question de la fraude fiscale. On pourrait aborder ces questions des relations sociales entre gouvernements, citoyens et entreprises ou organisations. Les coûts engendrés par une perte de confiance entre les professionnels et l'État sont énormes. Faire attention aux relations, c'est très important du point de vue politique, parce qu'une fois que la confiance est détruite, il est très difficile de la reconstruire.

La mesure du capital social dans quatre pays étrangers (Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada)

par **Pierre-Yves Cusset**, chargé de mission, Centre d'analyse stratégique

Je voudrais d'abord préciser que cette présentation repose sur les documents officiels publiés par les instituts publics de statistique des différents pays.

Commençons par la Grande-Bretagne. Pourquoi cette question de la mesure du capital social a-t-elle émergé ? Il me semble que c'est le résultat de trois éléments au moins. Tout d'abord, le succès international de la notion de capital social a joué un rôle important. Il y a incontestablement un effet de mode même si l'intérêt pour cette notion ne s'y résume pas. C'est sans doute vrai pour tous les pays qui s'intéressent à cette thématique. La deuxième raison de l'intérêt des Britanniques pour cette notion est peut-être plus spécifique : sous Tony Blair, on a assisté au développement des « community polices », c'est-à-dire des politiques fondées sur la mobilisation locale des citoyens pour régler les problèmes, particulièrement de sécurité, auxquels ils sont confrontés. Cette tentative de régénération des politiques locales ou de quartier constitue d'ailleurs un des éléments de la Troisième voie. Dans ces conditions, il est assez logique de s'intéresser à ce qui se passe

localement en termes de relations sociales, d'associations, etc. Troisième raison, largement évoquée dans les documents officiels, le fait de raisonner en termes de capital social serait une occasion de dialogue entre les différents départements ministériels.

Qu'ont fait, concrètement, les Britanniques ? Ils ont mis en place un groupe de travail interministériel sur le capital social et ont procédé par étape, en commençant par s'accorder sur une définition du capital social. Ils ont donc eu les débats que l'on a aujourd'hui pour finalement adopter la définition proposée par l'OCDE, soit « les réseaux, mais aussi l'ensemble des normes et des valeurs partagées qui facilitent la coopération au sein des groupes et entre les groupes ». Ils ont ensuite tenté d'identifier un certain nombre de dimensions et d'indicateurs pertinents et de les croiser avec les données dont ils disposaient déjà. À cette fin, ils ont élaboré une « survey matrix », disponible sur le site de l'Office of National Statistics (ONS), qui identifie pour chaque dimension du capital social les enquêtes qui peuvent être mobilisées. Les cinq dimensions qu'ils ont retenues sont les suivantes : participation sociale, participation civique, réseaux sociaux et soutien social, réciprocité et confiance, et enfin, « views of the local area », dimension un peu originale qui renvoie à l'intérêt évoqué précédemment pour ce qui se passe localement, au niveau du voisinage ou du quartier.

Une fois qu'ils se sont mis d'accord sur ces grandes dimensions, les Britanniques ont décidé de produire un ensemble harmonisé de questions destinées à être utilisées aussi bien dans des enquêtes nationales que dans des enquêtes locales. Il ne s'agissait donc pas tant de concevoir une enquête spécifique sur le capital social que de se mettre d'accord sur un ensemble de questions qui pourrait être réutilisé, le cas échéant, dans des enquêtes lancées à l'initiative de tel ou tel ministère ou de telle ou telle entité administrative ou politique. Cette stratégie vise à permettre la comparaison, dans l'espace et dans le temps, des résultats des différentes enquêtes. Ils ont donc conçu deux versions d'un module de questions, une version longue et une version courte, qui peuvent s'insérer au sein de diverses enquêtes. La version longue du questionnaire a été passée pour la première fois lors du *General Household Survey* de 2004 et passée à nouveau dans le *Citizenship Survey* et le *Survey of British Housing*. Ce que l'on note à la lecture des questions posées, c'est que même si le capital social est appréhendé comme un attribut qui n'est pas strictement individuel, ce sont plutôt les bénéfices individuels qui sont étudiés.

En Australie, le contexte était un peu le même que dans le cas britannique. Le thème du capital social apparaissait déjà en filigrane dès le milieu des années 1990 : Eva Cox, une chercheur féministe, avait réalisé une série d'émissions sur la radio publique autour de la question « La société australienne est-elle une société civile ? ». La nature fédérale du gouvernement australien, et donc l'importance du local, expliquent peut-être aussi le fait que les recherches sur le capital social s'y soient développées davantage qu'ailleurs. Quoi qu'il en soit, dès juillet 2001, les Australiens ont lancé un groupe de travail sur le capital social et organisé un certain nombre d'ateliers à travers toute l'Australie. À cette occasion, les personnes chargées du projet ont présenté la façon dont ils concevaient le capital social et les dimensions qu'ils souhaitaient retenir. Comme les Britanniques, les Australiens ont retenu la définition de l'OCDE. Ils ont produit en août 2002 un document qui décrit l'intérêt de la notion de capital social pour la compréhension des dynamiques

sociales et pour la conception des politiques publiques. Les Australiens insistent fortement sur le fait que c'est pour concevoir de meilleures politiques publiques qu'il faut s'intéresser à la thématique du capital social.

Le cadre conceptuel adopté par l'Australie est fortement focalisé sur les réseaux. Quatre dimensions ont finalement été retenues. La première dimension concerne la qualité des réseaux : confiance, réciprocité, coopération, acceptation de la diversité, participation associative et politique, amitiés, etc. La deuxième dimension a trait à la structure des réseaux : taille, densité, ouverture, fréquence des relations, etc. La troisième dimension s'intéresse à ce qui circule au sein des réseaux : soutiens financiers et affectifs, actions communes, partage d'informations, négociations, sanctions, etc. Enfin, la dernière dimension permet de classer les réseaux selon leur type : *bridging*, *bonding* et *linking*. Petite incise : les différents pays étudiés « découpent » le capital social en dimensions qui varient fortement d'un pays à l'autre, mais lorsqu'on passe aux questions qui sont posées, on retrouve toujours à peu près les mêmes. Du coup, la question des dimensions du capital social est peut-être subalterne.

En 2004, les Australiens ont mis en ligne sur le site de l'Institut national de statistique une série d'indicateurs intitulée « Indicators of communities » qui présente des données relatives au capital social tirées de sources existantes. Comme les Britanniques, ils ont défini un module de questions qu'ils ont intégré en 2005-2006 au *General Social Survey*, l'équivalent du *General Household Survey* britannique.

Alors, pourquoi finalement avoir cherché à mesurer le capital social ? Les objectifs des Australiens étaient d'abord très classiquement de suivre l'évolution dans le temps des différentes dimensions du capital social au niveau national mais il s'agissait surtout de faire des comparaisons entre régions et entre sous-populations. En effet, le capital social est conçu en Australie comme une variable explicative d'autres réalités, comme la santé, l'éducation ou le crime. Dès lors, il est logique de se demander si les difficultés rencontrées dans ces domaines par certaines catégories de la population peuvent s'expliquer par leur manque de capital social. Par ailleurs, les Australiens souhaitent pouvoir mesurer l'évolution des différentes composantes du capital social pour être capables d'évaluer les résultats des politiques de développement du capital social qu'ils envisageaient de mettre en œuvre.

En Nouvelle-Zélande, le débat sur le capital social a été introduit de façon relativement précoce : l'Office national de statistiques a publié dès 1997 un premier projet de cadre conceptuel pour la mesure du capital social. Les éléments de contexte qui ont présidé à cette introduction sont sensiblement les mêmes qu'en Australie et en Grande-Bretagne, avec une petite spécificité relative à la source d'inspiration. Les Néo-zélandais disent en effet avoir voulu réaliser une synthèse entre la conception du capital social proposée par James Coleman et certains éléments de la culture Maori. En particulier, dans la culture Maori, la communauté est conçue comme une extension de la famille, les relations sont considérées comme une fin en soi, les associations informelles sont plus importantes que les associations formelles et l'identité est une question extrêmement importante. En

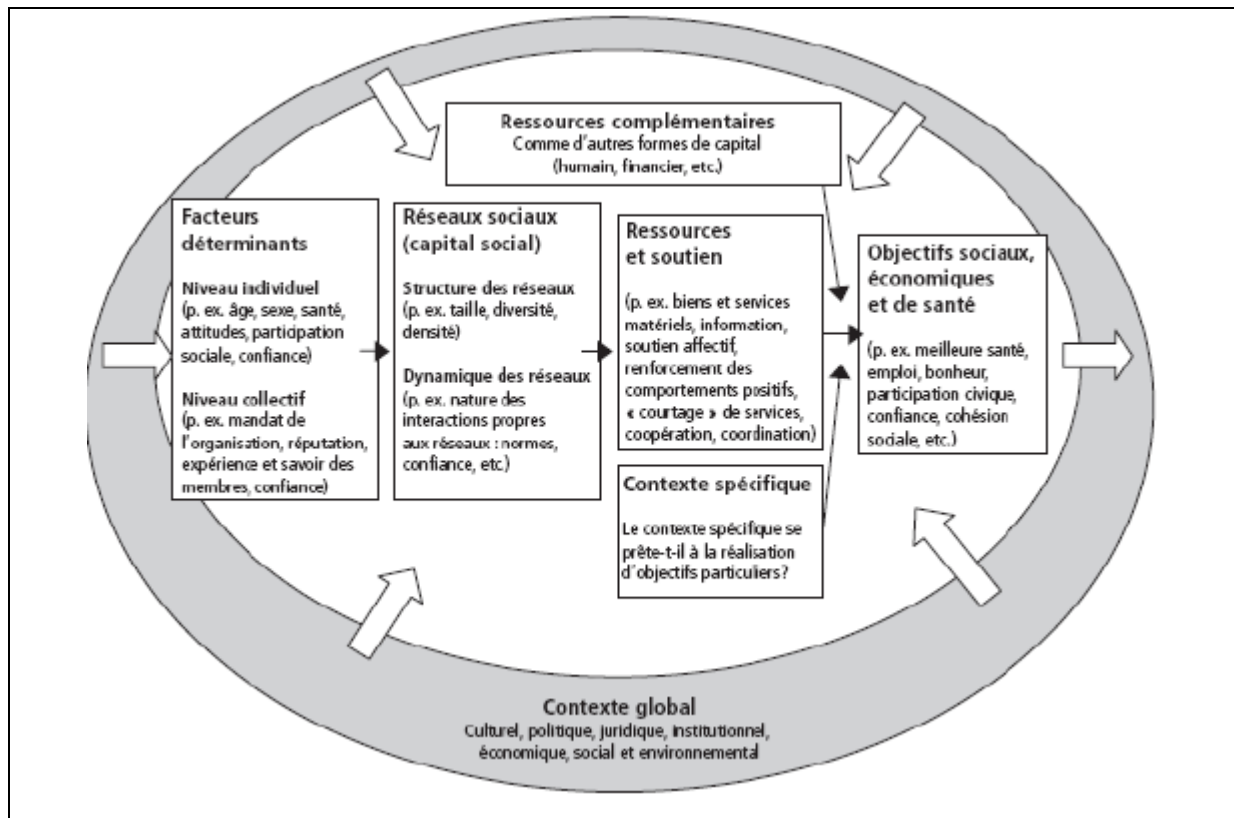
définitive, ces éléments Maori seront peu présents dans les dimensions du capital social retenues par l'Office national de statistique néo-zélandais.

La définition retenue n'est pas celle de l'OCDE même si elle n'en est pas très éloignée. Le capital social désigne en effet « les relations entre acteurs (individus, groupes, organisations) qui créent une capacité à agir pour un bénéfice mutuel ou en vue d'un objectif commun ». Il s'agit donc d'une définition essentiellement centrée sur les relations. Par ailleurs, le capital social est considéré comme un *vrai* capital, que l'on peut accumuler dans le temps, qui doit faire l'objet d'un investissement et qui constitue néanmoins une ressource collective. La façon dont les Néo-Zélandais découpent les dimensions du capital social n'est pas très conceptuelle. La première dimension concerne les comportements : dons, bénévolat, participation à des réseaux informels, intérêt pour le fonctionnement de la société, participation à des groupes d'intérêt, respect des normes et des règles, etc. La deuxième dimension regroupe les attitudes et les valeurs : image de soi, attitude vis-à-vis des autres, confiance et réciprocité, attitude vis-à-vis du gouvernement et des institutions et confiance dans l'avenir. La troisième dimension, qui a trait aux groupes d'appartenance, me semble problématique. En effet, il s'agit de variables purement individuelles comme le sexe, l'âge et l'ethnicité, le statut matrimonial, le nombre et l'âge des enfants, la culture, le lieu de naissance. Comment décrire une collectivité à partir de ces variables ? On ne peut guère caractériser un groupe par la moyenne des lieux de naissance de ces habitants. Cette dimension ne me semble donc pas pertinente. Avec la dernière dimension, on retrouve des choses assez classiques sur le nombre d'organisations et d'associations, sur le nombre d'adhérents de ces associations, sur les types d'associations, etc.

Comme les Australiens, les Néo-Zélandais semblent attendre beaucoup de l'étude du capital social. Celui-ci est, là encore, considéré comme une variable explicative d'autres dimensions du bien-être. Mesurer le capital social doit permettre de tester l'hypothèse de liens entre le capital et les autres dimensions du bien-être que sont le niveau d'éducation, la paix civile, la santé, etc. Les bénéfices espérés d'un développement du capital social sont nombreux : augmentation de la productivité au niveau national et régional, élévation du niveau de formation, amélioration de la santé, baisse de la criminalité, amélioration du système judiciaire, renforcement de la cohésion nationale, etc. Malgré ce niveau élevé d'ambition et d'attentes, hors le document de définition de 2001, on ne trouve pas sur le site de l'Office national de statistique de documents nouveaux ou d'enquêtes récentes portant spécifiquement sur le capital social.

Au Canada enfin, on trouve de nombreux documents sur le capital social sur le site du PRP (Projet de recherche sur les politiques), organisme qui sert à informer et à conseiller le gouvernement canadien. Les Canadiens ont retenu une définition relativement étroite du capital social, centrée sur les réseaux sociaux pouvant donner accès à des ressources et du soutien social. Le cadre conceptuel qu'ils ont élaboré (figure n° 1) présente l'avantage de bien distinguer, premièrement, les déterminants du capital social, deuxièmement, ce qu'est vraiment le capital social (les réseaux) et, troisièmement, les effets du capital social (parmi lesquels se trouve mentionnée la confiance).

Figure n° 1 : cadre conceptuel du capital social développé par le PRP



Source : Projet de Recherche sur les Politiques

En ce qui concerne les dimensions du capital social, les Canadiens distinguent les propriétés structurelles des réseaux (taille, densité, et diversité des réseaux, fréquence et intensité des relations, etc.), les propriétés dynamiques des réseaux (conditions d'accès aux ressources, écart entre les ressources perçues et les ressources mobilisées, compétences relationnelles, normes et règles internes aux réseaux...) et le contexte externe dans lequel le réseau opère. Ces différentes dimensions doivent permettre de décrire aussi bien des réseaux interpersonnels (capital social individuel) que des réseaux intra- ou intergroupes (capital social collectif).

Dans un document de 2005 intitulé *La mesure du capital social*, le PRP propose plusieurs stratégies de mesure en fonction des objectifs de politique publique, depuis une simple exploitation secondaire d'enquêtes existantes jusqu'à l'élaboration de nouvelles enquêtes qui reposeraient sur des outils de la sociologie des réseaux. Le PRP recommande également d'intégrer le capital social à l'élaboration des plans de recherche, au développement des données et aux projets d'analyses et d'évaluation des politiques publiques. La recherche est donc bien orientée vers la conception de politiques publiques. Trois domaines de politiques publiques sont jugés particulièrement bien adaptés à une approche en termes de capital social : l'aide aux populations vulnérables en risque d'exclusion, le passage des grandes transitions de la vie (insertion sur le marché du travail, divorce, retraite, perte d'autonomie) et enfin le développement communautaire et la revitalisation rurale.

Olivier Galland

Y a-t-il eu des essais de mesures à partir de ces différents cadres dans ces pays ?

Pierre-Yves Cusset

À ma connaissance, le cadre le plus avancé est le cadre britannique, puisqu'un module de questions harmonisées sur le capital social a été incorporé au sein du *General Household Survey*. Mais il ne me semble pas qu'aujourd'hui des données soient véritablement disponibles.

Sophie Ponthieux

Au Canada, cela a un peu évolué parce qu'on se redirige plus nettement vers une analyse en termes de réseaux, qui ne sont pas des choses extrêmement simples à mesurer, mais sinon ailleurs, on ne trouve rien.

Pierre-Yves Cusset

Les questions qui composent le questionnaire harmonisé britannique ressemblent beaucoup à ce que l'on peut trouver par exemple dans les enquêtes ISSP (International Social Survey Program). Mais à l'heure actuelle, le site de l'ONS ne contient pas encore d'exploitations de la dernière enquête *General Household Survey*. Encore une fois, les questions de base sont à peu près toujours les mêmes d'un pays à l'autre, ce qui explique qu'au Centre d'analyse stratégique, nous sommes peu attachés au concept même de capital social mais plus aux réalités sous-jacentes.

Franck Thomas

Il existe en Allemagne des enquêtes qui ne portent pas le titre « capital social » mais qui s'intéressent néanmoins à l'engagement social et civique, qui reposent sur un échantillon de 15 000 individus et qui contiennent un riche éventail de questions sur tous les aspects de la vie associative y compris celle qui n'est pas organisée de manière traditionnelle. On constate d'ailleurs que, dans les réponses possibles, plus vous proposez de types d'associations, plus vous obtenez un niveau élevé de participation, car les personnes interrogées, lorsqu'elles sont laissées à elles-mêmes, oublient leur participation à un certain nombre d'associations ou d'activités collectives. On constate aussi que le niveau de participation ou d'engagement est assez stable dans le temps, ce qui plaiderait plutôt pour un espacement assez grand entre les enquêtes.

Pierre-Yves Cusset

Effectivement, la plupart des indicateurs qui concernent le capital social sont des indicateurs qui évoluent assez lentement dans le temps, les indicateurs de confiance sont très stables.

> Troisième table ronde

De quelles données dispose-t-on en France ?

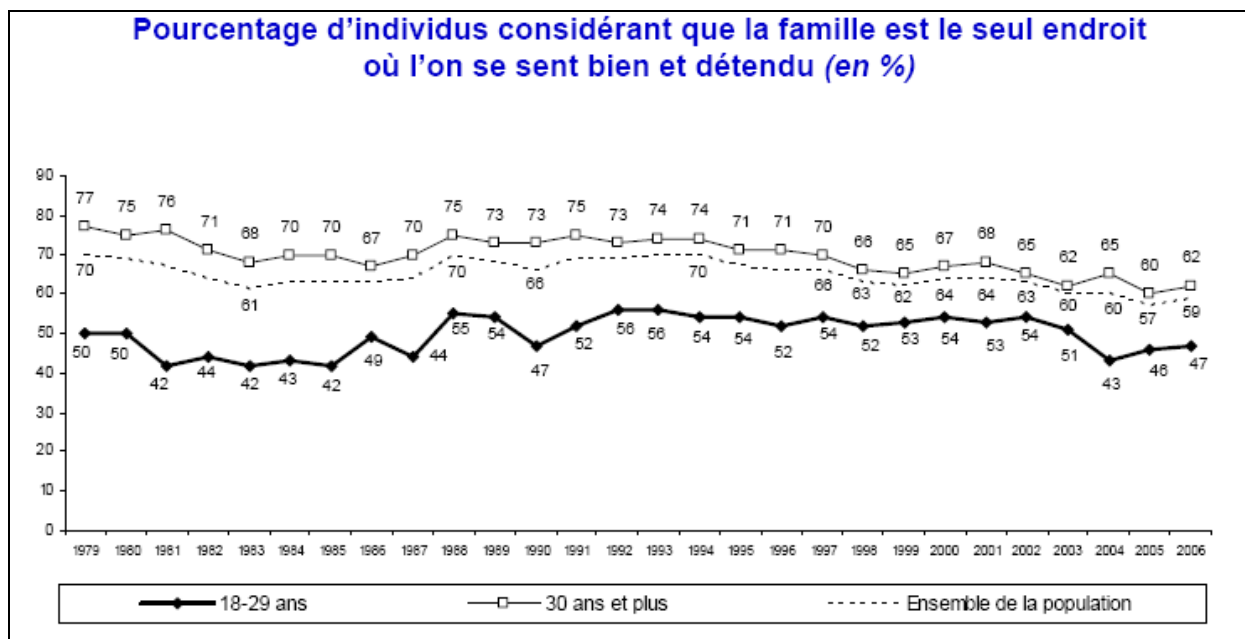
Présentation de l'enquête *Aspirations et conditions de vie des Français* du CREDOC

par **Julien Damon**, chef du département des questions sociales, Centre d'analyse stratégique

L'enquête *Aspirations et conditions de vie* du Crédoc est une enquête barométrique qui présente la particularité de fournir des séries de données sur une période de trente ans. Elle fonctionne en deux vagues annuelles. On y trouve un certain nombre de questions intéressantes du point de vue de l'étude de la cohésion sociale. L'enquête repose sur un échantillon de 2 000 individus et décrit tant la situation de la personne interrogée que ses opinions, attitudes et aspirations. Les interviews se font en face à face au domicile de la personne interrogée.

L'enquête permet de mettre en évidence quelques tendances intéressantes dans l'opinion de la population française. C'est le cas des opinions sur la famille, comme le montre ce premier graphique, que je ne tenterai pas ici d'interpréter :

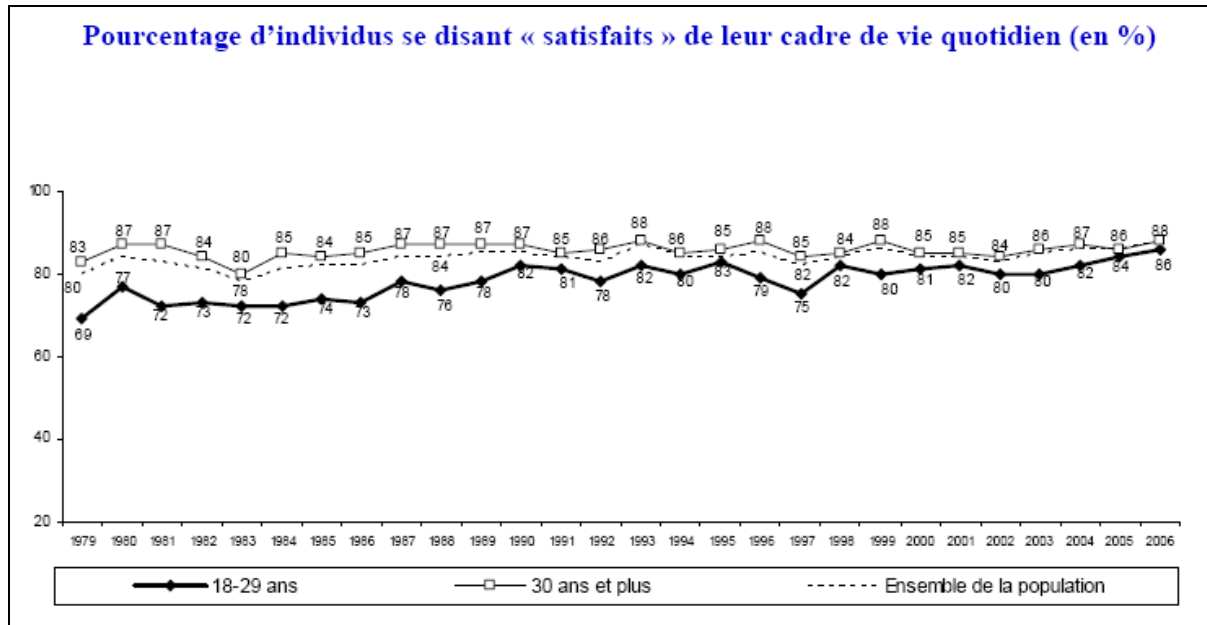
Graphique n° 1 : Évolution des opinions sur la famille entre 1979 et 2006



Source : CREDOC

Une autre question intéressante concerne la satisfaction vis-à-vis du cadre de vie. Celle-ci est extrêmement stable dans le temps, comme vous pouvez le constater à la lecture du graphique suivant :

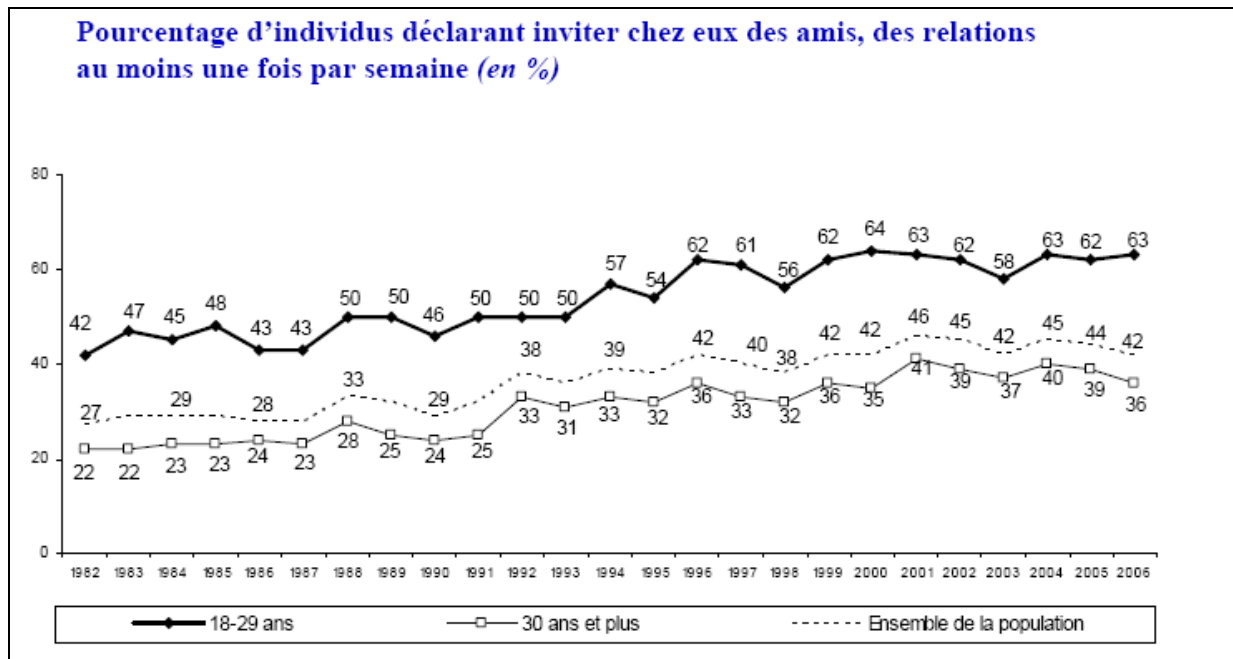
Graphique n° 2 : Évolution de la satisfaction vis-à-vis du cadre de vie entre 1979 et 2006



Source : CREDOC

L'enquête propose également quelques données sur les pratiques de sociabilité. En ce qui concerne les pratiques de réception, on constate une évolution assez importante et positive puisque la proportion de personnes qui déclarent inviter chez eux des amis ou des relations au moins une fois par semaine a augmenté sensiblement entre 1982 et 2006.

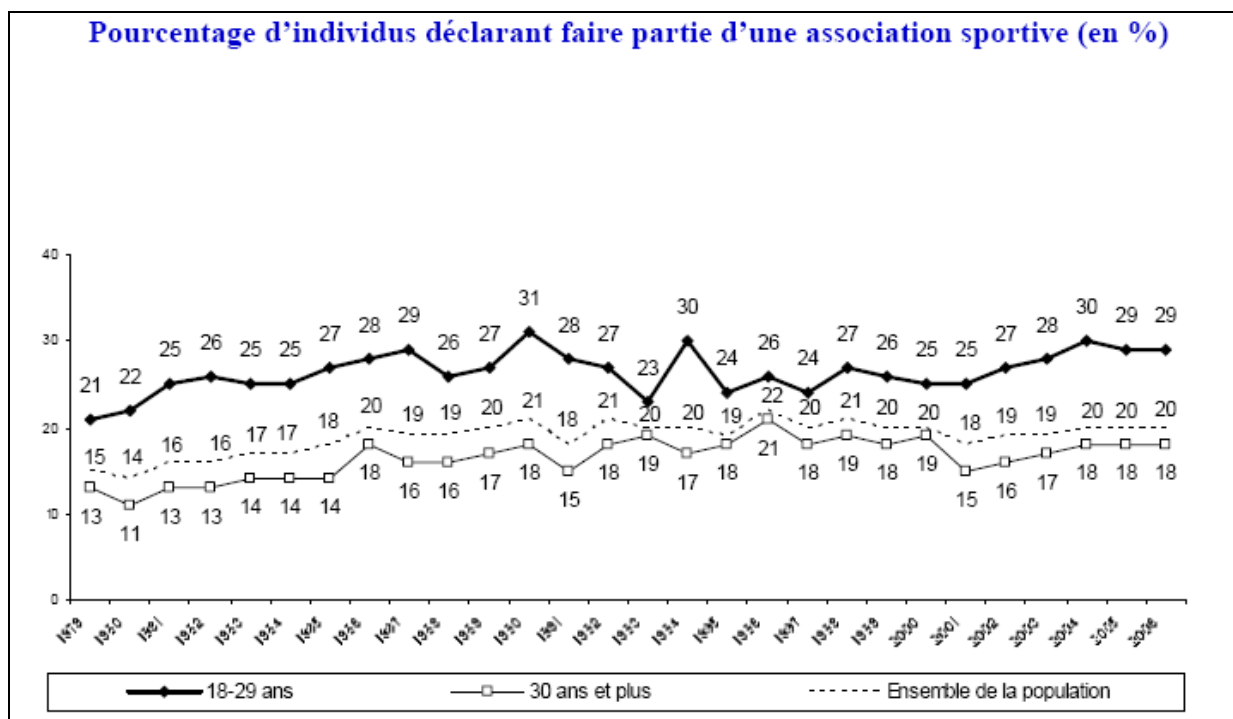
Graphique n° 3 : Évolution des pratiques de réception entre 1979 et 2007



Source : CREDOC

L'évolution est également positive en ce qui concerne l'adhésion aux associations sportives :

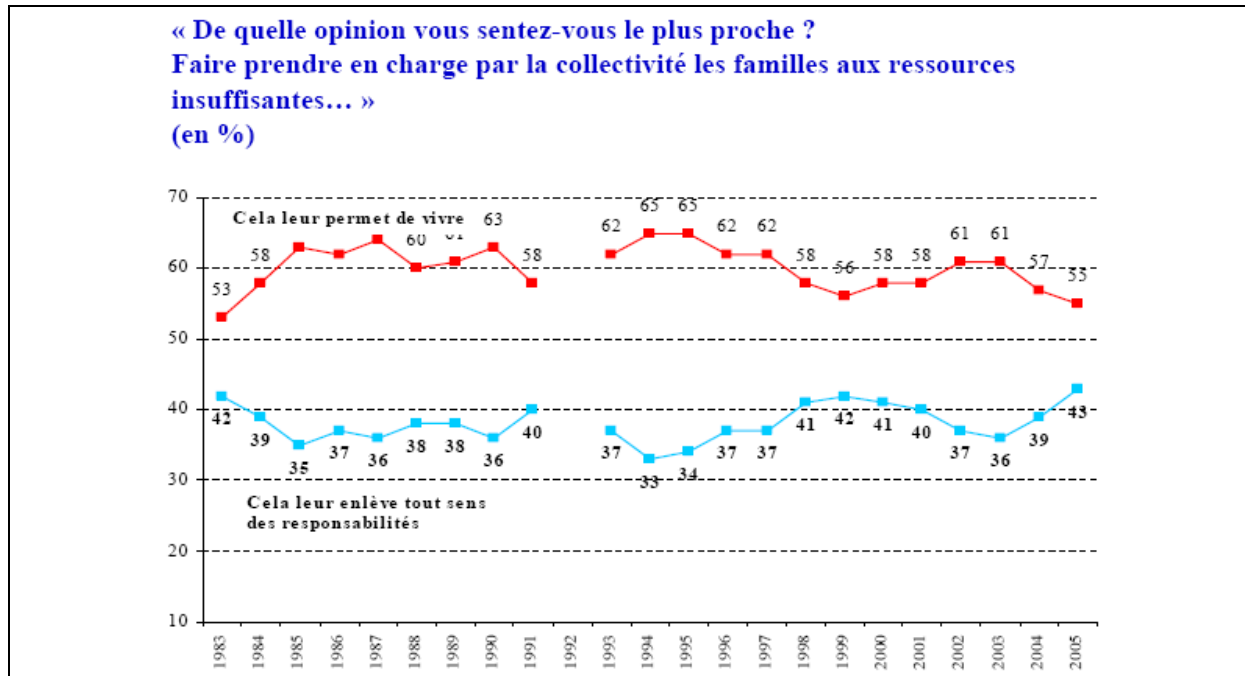
Graphique n° 4 : Évolution de la participation associative (associations sportives) entre 1979 et 2006



Source : CREDOC

En ce qui concerne l'appréciation des mécanismes de redistribution, on constate peu d'évolution : les deux tiers des Français considèrent que ceux-ci les aident à vivre, un tiers estimant qu'ils sont déresponsabilisants.

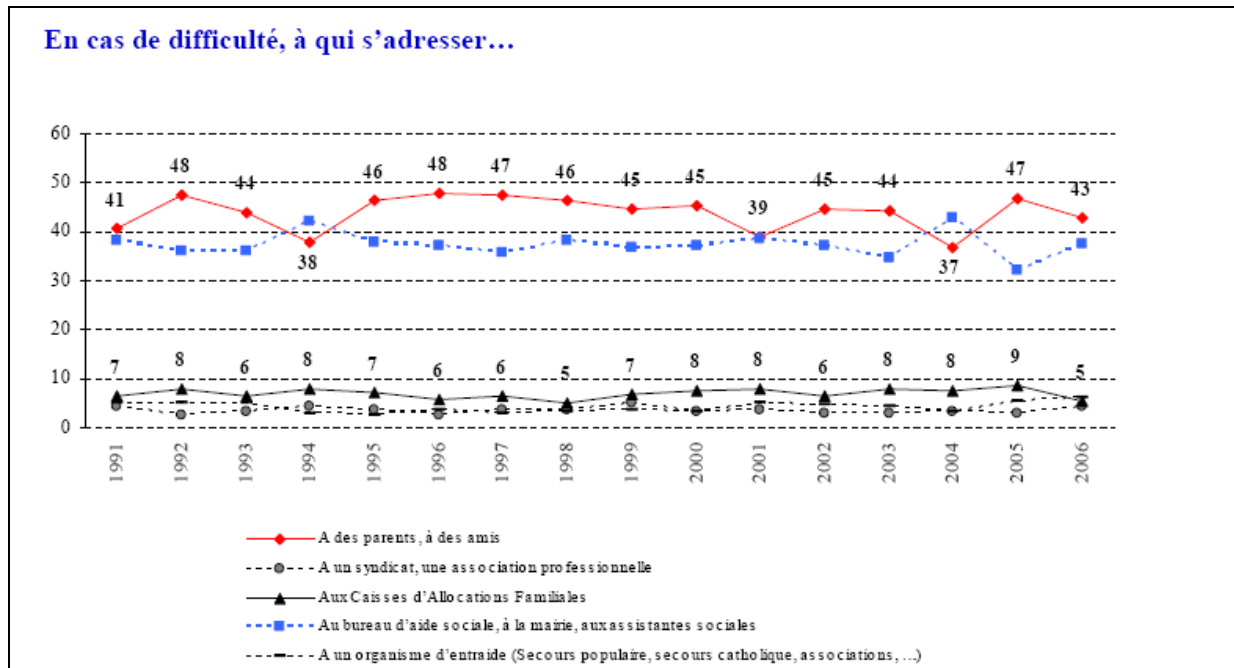
Graphique n° 5 : Évolution des opinions vis-à-vis des mécanismes collectifs de solidarité à l'égard des familles pauvres entre 1983 et 2006



Source : CREDOC

Autre question intéressante : « En cas de difficulté à qui vous adressez-vous ? » Là encore, peu d'évolution dans le temps, mais on retiendra néanmoins l'importance du réseau familial et amical en termes de soutien potentiel (graphique n° 6).

Graphique n° 6 : À qui s'adresser en cas de difficultés, évolution des opinions entre 1991 et 2006

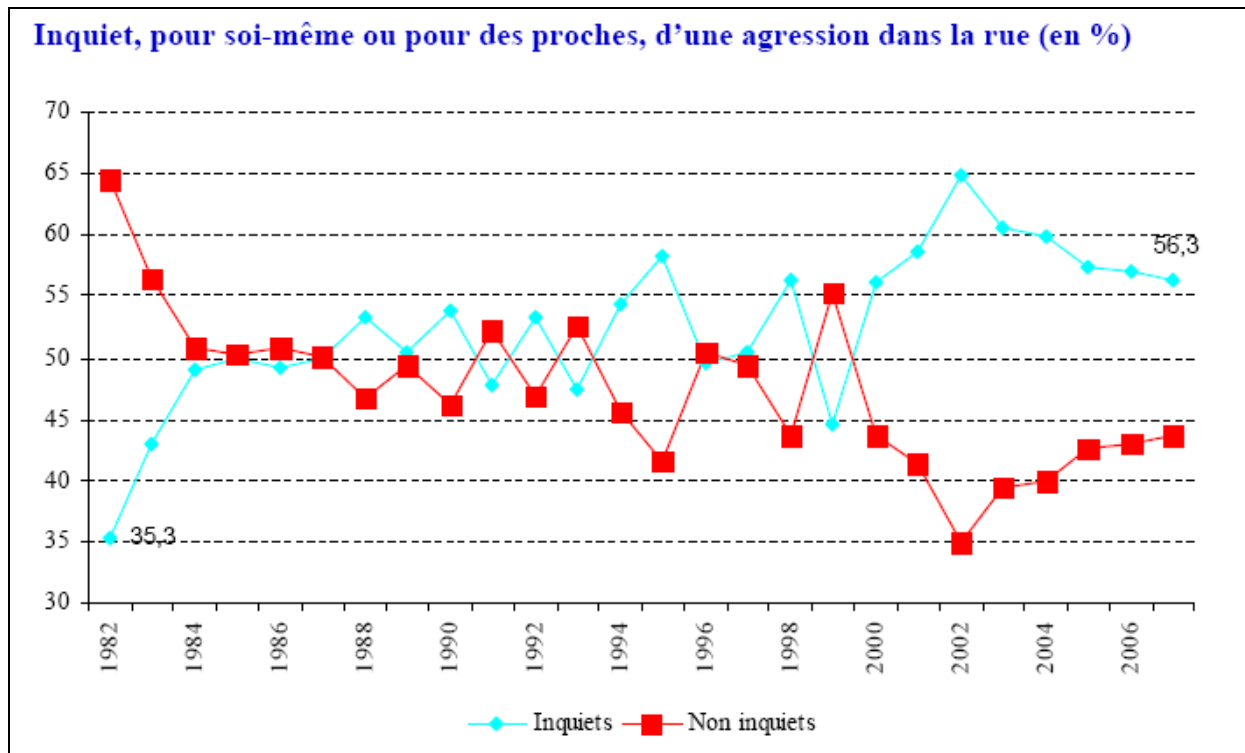


Source : CREDOC

Autre élément intéressant, qui concerne le sentiment d'insécurité. Cette question est également traitée par l'INSEE, mais avec une profondeur historique plus courte. Que constate-t-on depuis 25 ans ? En 1982, un tiers des Français étaient inquiets d'une agression dans la rue pour eux-mêmes ou pour leurs proches, cette proportion est passée à près de deux tiers pendant la période d'effervescence sur cette question autour de 2002 et aujourd'hui, elle est retombée à 56 % (graphique n° 7).

Que tirer de cette rapide présentation ? Qu'un certain nombre de questions issues de cette enquête sont peut-être susceptibles d'alimenter un baromètre de la cohésion sociale. Reste à savoir pour chaque question, que l'on peut retrouver dans d'autres enquêtes, quelle est la formulation la plus pertinente, mais aussi, quelle enquête permet la plus grande profondeur historique. Or, précisément, l'intérêt majeur de l'enquête du CREDOC est de permettre d'observer des tendances relativement longues, d'une durée de près de 30 ans dorénavant pour certaines questions.

Graphique n° 7 : Évolution du sentiment d'insécurité entre 1982 et 2006



Source : CREDOC

Présentation des *Enquêtes sur les valeurs des Européens*

par [Pierre Bréchon](#), professeur de sciences politiques (Sciences po Grenoble)

Je vais vous présenter ce que l'on trouve dans les Enquêtes sur les valeurs des Européens (*European Values Survey, EVS*) du point de vue de l'étude du capital social. J'évoquerai également brièvement d'autres enquêtes internationales telles que l'ISSP (*International Social Survey Program*) et l'ESS (*European Social Survey*). Je ne ferai pas de grands développements conceptuels mais je vais me concentrer sur quelques indicateurs, qui présentent certes des limites, mais qui ont également leurs vertus.

Je commencerai par une première question simple, dichotomique, disponible dans les enquêtes valeurs : « D'une manière générale, diriez-vous que l'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ? ».

Tableau n° 1 : Faire confiance aux autres (EVS)

	PO R	GRE	FR	BEL	LUX	GB	AUT	IT	ALL	IRL	ESP	FIN	NED	DAN	SUE
1981	-	-	23	26	-	42	-	26	27	39	33	-	39	47	-

1990	21	-	21	31	-	42	28	33	31	47	34	-	50	56	60
1999	10	18	21	28	25	29	31	32	33	35	36	57	59	64	64

Source : European Values Survey

Cette question peut paraître extrêmement évanescence. Le tableau n° 1 montre néanmoins des résultats relativement stables dans le temps, avec des différences non négligeables entre pays. Si cet indicateur mesurait n'importe quoi, comment expliquer qu'on tombe à peu près sur les mêmes résultats à neuf ans d'intervalle dans le même pays, en France, en Italie ou en Belgique ? Cet indicateur de l'enquête valeurs me semble bien pouvoir mesurer quelque chose qui a à voir avec le capital social.

Une autre question, qui n'existait pas en 1981, a été introduite en 1999 : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec la phrase suivante : chacun doit s'occuper de ses affaires sans trop s'intéresser à ce que disent ou font les autres ? ». On aurait pu croire que cette question était peu différente de la précédente. De fait, il existe une relation entre les deux questions mais qui n'est pas très forte. Il me semble que l'on ne mesure pas tout à fait la même chose. On a là un indicateur qui est plutôt de l'ordre de l'opposition « individualisme *versus* altruisme ».

Que trouve-t-on dans l'enquête sociale européenne comme indicateurs potentiellement comparables ? Trois indicateurs me semblent intéressants du point de vue de la mesure de la confiance et du capital social. Première question : « Diriez-vous que l'on peut faire confiance à la plupart des gens ou que l'on n'est jamais trop prudent à leur égard ? ». La question est plus sophistiquée que dans l'enquête EVS puisque ce n'est pas une question dichotomique mais que l'on peut répondre sur une échelle à 11 positions, de 0 à 10, ce qui permet une mesure incontestablement plus fine. L'inconvénient, c'est que la mesure ne commence qu'en 2003. Les enquêtes EVS sont aujourd'hui dépendantes des questions choisies en 1981. On préfère en général garder une question plutôt que de l'améliorer pour ne pas perdre la comparaison dans le temps.

Deux autres questions me semblent intéressantes et liées à la précédente : « Pensez-vous que la plupart des gens cherchent à tirer profit de vous s'ils le peuvent ou qu'ils essaient d'être justes, d'être corrects ? » et « Diriez-vous que la plupart du temps les gens essaient d'être solidaires ou qu'ils s'intéressent d'abord à eux-mêmes ? ».

Un mot sur *l'International Social Survey Program*. C'est une enquête réalisée annuellement dans une quarantaine de pays, dont à peu près la moitié des pays de l'Union européenne, et qui présente donc l'avantage de couvrir d'autres zones du monde. Les thèmes varient d'une année à l'autre, mais on trouve souvent des questions intéressantes du point de vue du capital social. Il en va ainsi, en 2004, d'un module de questions sur la citoyenneté. Dans l'enquête de 1998, on trouvait une question proche de celle de l'ESS : « Pensez-vous que les gens profitent de vous ou qu'ils essaient d'être corrects ? » en quatre modalités de réponse. On retrouve aussi la question classique sur la confiance, avec à nouveau quatre

modalités de réponse. Il faut bien garder à l'esprit que chaque enquête a sa propre tradition et que l'on a rarement, d'une enquête à l'autre, deux questions posées exactement de la même manière, même si c'est à peu près la même chose que l'on cherche à mesurer. Cette différence de formulations interdit de rapprocher les enquêtes et de tester la fiabilité de l'une en la comparant aux autres.

Toutes ces enquêtes contiennent aussi des questions sur la confiance dans les institutions. Par exemple, dans l'enquête ISSP, il y a une question sur la confiance dans l'Assemblée nationale, dans les entreprises, dans les organisations religieuses, dans la justice et dans le système d'enseignement, avec cinq modalités de réponse.

Revenons aux enquêtes *Valeurs*. Quelles sont les autres questions intéressantes du point de vue du capital social ? On trouve d'abord une question sur l'adhésion associative et sur le bénévolat, qui sont bien distingués. Une liste relativement longue de catégories d'associations est proposée (tableau n° 2).

Tableau n° 2 : Participation associative et bénévolat dans l'enquête *Valeurs des Européens*

<i>Veillez lire attentivement cette liste d'organisations et activités bénévoles et me dire...</i>		
– <i>s'il y en a dont vous faites partie et lesquelles ?</i>		
– <i>s'il y en a pour lesquelles en ce moment vous faites du travail bénévole non rémunéré et lesquelles ?</i>		
	Fait partie	Travail bénévole
Organisations charitables s'occupant d'aide sociale pour les personnes âgées, les handicapés, les gens dans la misère	6	4
Les organisations religieuses ou paroissiales	4	3
Organisations et activités culturelles dans les domaines de l'éducation, les arts, la musique, etc.	8	5
Syndicats	4	1
Mouvements ou partis politiques	2	1
Actions à l'échelle de la commune ou de la municipalité sur des sujets comme la pauvreté, l'emploi, le logement, l'égalité raciale	2	2
Développement du Tiers Monde ou des droits de l'Homme	1	1
Environnement, écologie, droits des animaux	2	1
Associations professionnelles	3	1
Organisations pour la jeunesse (scouts, guides, maisons de jeunes)	2	2
Sports et activités de loisirs	17	9
Mouvements et groupes de femmes	0	0
Mouvements pacifistes	1	0
Organisations volontaires dans le domaine de la santé	2	1
Autres	7	6
Aucun	61	74

Source : European Values Survey

On pourrait discuter longtemps des meilleures modalités permettant de mesurer ce genre de réalités. Il se trouve qu'il y a eu des petites variations dans la liste d'associations proposées, ce qui rend un peu plus compliquée la mesure de l'évolution dans le temps de la participation associative avec l'enquête *Valeurs*.

Autre question intéressante, qui concerne cette fois la solidarité : « Seriez-vous prêt à faire vraiment quelque chose pour améliorer le niveau de vie des membres de votre famille proche, de votre voisinage, des personnes âgées, des immigrés, des gens malades ? ».

Tableau n° 3 : Une question sur la solidarité dans l'enquête *Valeurs des Européens*

<i>Seriez-vous prêt à faire vraiment quelque chose pour améliorer les conditions de vie...</i>						
	Oui, certainement	Oui, probablement	Peut-être oui, peut-être non	Probablement pas	Certainement pas	NSP SR
...des gens de votre voisinage	12	36	40	8	4	0
...des personnes âgées en France	17	41	32	8	2	1
...des immigrés en France	6	19	36	19	18	2
...des gens malades ou handicapés en France	20	41	30	6	2	1

Source : European Values Survey

On observe des niveaux très différents de déclarations positives selon les catégories de personnes évoquées : on se sent volontiers prêt à aider les plus proches, mais plus les personnes nous sont lointaines, plus la propension à la solidarité diminue. Les immigrés qui vivent en France sont ainsi ceux que l'on est le moins prêt à aider. J'ai supprimé la question sur la solidarité avec les membres de la famille proche, question trop consensuelle, mais il me semble que l'on pourrait construire un indicateur de solidarité à partir des quatre autres sous-questions (voisins, personnes âgées, malades ou handicapés et immigrés).

Autre question susceptible de vous intéresser, une question sur la sociabilité amicale (tableau n° 4).

Tableau n° 4 : Exemple de question sur la sociabilité dans l'enquête *Valeurs des Européens*

<i>Je vais vous citer différentes activités. Pour chacune d'elles, dites-moi si cela vous arrive toutes les semaines ou presque, une ou deux fois par mois, seulement quelques fois par an ou pas du tout.</i>					
	Toutes les semaines ou presque	Une ou deux fois par mois	Quelques fois par an	Pas du tout	NSP / S.R. Ne s'applique pas
Passer du temps avec des amis	58	28	11	3	10

Source : European Values Survey

Je n'ai retenu ici que la question sur le temps passé avec des amis, le mélange avec les autres catégories étant délicat.

On pourrait également créer un indice d'optimisme ou de pessimisme social. On a vu qu'il y avait des liens entre certaines dimensions du capital social et l'optimisme sur soi-même ou l'optimisme pour l'évolution de la société. À partir de l'enquête *Valeurs*, on pourrait construire cet indicateur à partir de trois questions : être satisfait ou pas de la façon dont la démocratie évolue dans notre pays ; penser que le système de gouvernement va bien ou mal (sur une échelle de 1 à 10) ; opinions, sur une échelle de 1 à 10, de la façon dont le système politique fonctionnait il y a dix ans.

Il me semble donc que l'on devrait pouvoir construire des indicateurs et des échelles un peu synthétiques à partir de plusieurs questions. J'ajoute entre parenthèses que lorsqu'on travaille sur des enquêtes internationales, étant donné les problèmes de traduction du questionnaire d'une langue à l'autre, il est vraiment très important de travailler en échelle d'attitude.

Il existe une autre question intéressante dans l'enquête *Valeurs*, qui porte sur les catégories de personnes que l'on ne voudrait pas avoir comme voisins (tableau n° 5). Cette question est, à de nombreux points de vue, extrêmement intéressante. On peut la traiter en construisant un indice global ou bien la traiter selon trois sous-dimensions qui se dégagent d'après les analyses : personnes de certaines catégories ethniques, personnes à problèmes sociaux et, tout à fait à part, les extrémistes de droite et de gauche.

Tableau n° 5 : Question sur les voisins que l'on ne voudrait pas avoir

<i>Sur cette liste figurent différentes catégories de gens. Voulez-vous m'indiquer s'il y en a que vous n'aimeriez pas avoir comme voisins ?</i>		
<i>(Noter une réponse pour chaque ligne)</i>		
	Cité	Pas cité
Des gens qui ont un casier judiciaire	21	79
Des gens d'une autre race	9	91
Des extrémistes de gauche	25	75
Des gens portés sur la boisson	47	53
Des extrémistes de droite	43	57
Des familles nombreuses	9	90
Des gens émotionnellement instables	22	78
Des musulmans	16	84
Des travailleurs étrangers ou des immigrés	12	88
Des gens atteints du SIDA	9	91
Des drogués	47	52
Des homosexuels	15	84
Des juifs	6	94
Des gitans	40	60

Source : European Values Survey

Il est également possible d'aborder la question de la politisation, c'est-à-dire de la façon dont on valorise la politique. Pour cela, on dispose de trois questions dans l'enquête *Valeurs* : une question sur la place de la politique dans sa vie (avec quatre modalités de réponse, de « très important » à « pas important du tout »), une

question sur le fait de discuter souvent, de temps en temps ou jamais de politique avec ses amis, et une question classique sur l'intérêt pour la politique. On peut bâtir à partir de ces trois questions un indicateur de politisation qui me paraît assez résistant. On peut par ailleurs, c'est un peu différent même si c'est lié, construire un indicateur non plus de politisation mais de participation politique, et plus particulièrement de participation à des actions de type protestataire. On demande ainsi aux personnes interrogées si elles ont déjà fait, si elles pourraient faire ou si elles ne feraient jamais un certain nombre d'actions politiques : signer une pétition, participer à un boycott, prendre part à une manifestation autorisée, participer à une grève sauvage, occuper des bureaux ou des usines. Ce qui est très étonnant quand on fait ce travail, c'est que, un peu à l'encontre de ce qui se dit assez souvent dans les médias, on voit plutôt monter depuis 1981 l'utilisation de ces répertoires d'actions directes dans tous les pays européens. Si l'adhésion aux partis ou aux syndicats baisse effectivement, en revanche les mobilisations ponctuelles sont plutôt en augmentation, pas seulement en France, mais dans tous les pays européens. On est là sans doute sur des tendances lourdes d'évolution de nos sociétés européennes.

Autre question qui a peut-être quelques liens avec le capital social, une question qui porte sur le fait d'être très fier ou moins fier de son pays. Même si c'est une question qui propose quatre modalités de réponses (de « très fier » à « pas fier du tout »), si on veut voir quelque chose apparaître, il faut opposer la modalité « très fier » à toutes les autres, c'est vraiment ce qui est clivant. L'enquête *Valeurs* présente une autre question très intéressante, qui porte sur la préférence nationale en matière d'emploi. En 1999, la moitié des Français disaient que lorsque les emplois sont rares, les employeurs devraient embaucher en priorité des Français.

En ce qui concerne la confiance dans les institutions, l'enquête *Valeurs* pose la question à propos d'une douzaine de catégories, avec d'un côté les institutions plutôt hiérarchiques (église, armée, police) et d'un autre côté les institutions du système démocratique et de l'État-providence (syndicats, parlement, administration, etc.).

Afin de constituer un indicateur de civisme, il est possible d'utiliser une série de questions où la personne interrogée doit caractériser, sur une échelle de 1 à 10, comme « toujours justifié » ou « jamais justifié », un certain nombre d'actes plus ou moins répréhensibles (tableau n° 6).

Tableau n° 6 : Questions susceptibles d'être utilisées pour bâtir un indicateur de civisme

<i>Pour chacune des choses que je vais vous citer, voulez-vous me dire en vous plaçant sur cette échelle si vous pensez que cela peut toujours se justifier, que cela ne peut jamais se justifier ou que c'est entre les deux ?</i>											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	-1	-2
Jamais justifié					Toujours justifié					NSP	S.R.
Demander des indemnités au-delà de ce à quoi on a droit											
Tricher dans sa déclaration d'impôt si on en a la possibilité											
Pénétrer dans une voiture qui ne vous appartient pas et faire un tour avec											
Mentir pour défendre son intérêt personnel											
Accepter un pot-de-vin dans l'exercice de ses fonctions											
Jeter des ordures dans un lieu public											
Conduire après avoir bu de l'alcool											
Payer en liquide pour éviter les impôts											
Fumer dans les lieux publics											
Conduire au-delà de la vitesse autorisée dans les agglomérations											
S'arranger pour ne pas payer le billet dans le train ou l'autobus											

Il y a là des choses un peu différentes et il faut être prudent avant de les mêler, mais on est là sur une dimension permissivité-rigueur dans l'ordre public, qui n'a rien à voir avec la permissivité dans l'ordre privé, et qui est intéressante. On peut ainsi comparer l'évolution de la permissivité dans le domaine privé à celle qui prévaut dans le domaine public.

Olivier Galland

Je voudrais dire un mot sur les corrélations entre les variables qui pourraient constituer différents indicateurs de capital social. J'ai remarqué que les corrélations individuelles étaient souvent faibles mais que les corrélations des valeurs moyennes des indicateurs par pays étaient souvent fortes. Par exemple si on prend la confiance et la participation associative, si on calcule la corrélation des réponses individuelles à ces questions, elle n'est peut-être pas très élevée ; en revanche, si on observe les valeurs moyennes de la confiance et de la participation par pays, la corrélation est forte. On constate qu'il y a vraiment des pays à bas niveau de confiance et à bas niveau de participation et d'autres à haut niveau de confiance et à haut niveau de participation. Un résultat assez constant des enquêtes *Valeurs*, c'est que l'effet pays est toujours très fort. Seconde remarque, très différente : je me disais que l'on pourrait réfléchir à une espèce d'indice de similarité ou de dissimilarité ou de dispersion de l'ensemble de valeurs ou d'un groupe de valeurs : à quel degré y a-t-il cohésion des valeurs, à quel degré les gens partagent-ils les mêmes valeurs ? Ce serait une façon de lire ces données.

Pierre Bréchon

Ce que nous avons conclu de manière transversale, après avoir regardé l'ensemble des domaines pris en compte dans les enquêtes *Valeurs*, c'est qu'entre 1981 et

1999, tous les pays évoluent vers l'individualisation, mais que cette progression se fait selon des lignes parallèles et non convergentes, c'est-à-dire qu'on constate un maintien des différences entre pays. Voilà ce que l'on peut dire à partir de nos indicateurs qui sont certes très pauvres, très subjectifs, mais néanmoins résistants.

Stefan Lollivier, directeur des statistiques démographiques et sociales, INSEE

Je voudrais faire une remarque sur la question des corrélations. Il faut se méfier des corrélations individuelles car dans les enquêtes, les réponses sont connues avec des erreurs de mesure. Ces erreurs ne sont pas gênantes quand on calcule des taux, en revanche, comme elles ne sont pas corrélées entre elles, elles conduisent à sous-estimer les corrélations entre les réponses individuelles. En ce qui concerne par exemple les différentes formes de pauvreté, on s'aperçoit qu'elles sont très peu corrélées, mais cette non-corrélation s'explique en partie par l'importance des erreurs de mesure.

Présentation des enquêtes EPCV et de l'enquête SILC

par **Stefan Lollivier**, directeur des statistiques démographiques et sociales, INSEE

Je dois dire qu'avant de préparer cet exposé, je ne pensais pas que la statistique publique disposait d'autant d'information sur les problématiques dont vous faites état. On a en effet depuis 1996, de manière extrêmement régulière, des indicateurs nombreux et relativement variés sur cette notion de capital social, non pas sur les valeurs, mais sur la sociabilité, l'appartenance à des clubs ou encore la participation électorale. Ces informations proviennent pour l'essentiel de *l'Enquête permanente sur les conditions de vie* (EPCV), menée entre 1996 et 2003, et qui était fabriquée sur le modèle suivant. Trois enquêtes étaient réalisées chaque année, sur 6 000 ménages, soit environ 10 000 personnes, en janvier, en mai et en octobre. Les enquêtes portaient des échantillons disjoints et étaient constituées d'une partie fixe (les questions que l'on posait tous les mois de janvier ou tous les mois de mai ou tous les mois d'octobre) et d'une partie variable qui durait une vingtaine de minutes et était totalement aperiodique.

Depuis 2004, l'enquête EPCV est remplacée par un dispositif communautaire, l'enquête SILC (*Survey on Income and living conditions*), qui repose sur un panel rotatif renouvelé par neuvième, tous les ans, sur 9 ans. Cette enquête a pour vocation de suivre des indicateurs essentiellement monétaires, mais propose aussi des éléments sur les conditions de vie. Ce panel communautaire a conduit à faire disparaître l'enquête EPCV de mai dont les indicateurs sociaux étaient essentiellement « financiers », notamment de pauvreté subjective (difficultés de fins de mois, endettement, problèmes financiers, etc.). Les indicateurs sur la vie sociale, qui étaient dans les modules d'octobre de l'enquête EPCV, vont progressivement être intégrés dans l'enquête communautaire, sous une forme triennale, à partir de 2008. Notons aussi que dans le cadre de l'enquête SILC communautaire, on va disposer, pour l'année 2006, d'un module *ad hoc* très détaillé sur la vie sociale.

Par ailleurs, l'enquête EPCV de janvier qui posait des questions sur la victimation et le cadre de vie a disparu puisqu'on a mis en place depuis 2007 une enquête de victimation aux normes britanniques voire américaines, donc extrêmement précise. Avec cette nouvelle enquête, on va disposer d'indicateurs extrêmement solides et comparables avec ce que font les Anglais. Eurostat envisage d'ailleurs, dans son plan d'action à moyen terme, une harmonisation des questionnaires de victimation, mais aussi des statistiques administratives de criminalité et de justice.

Je reviens à présent sur les parties fixes de l'enquête EPCV. Je précise qu'on avait dans cette enquête trois échantillons distincts pour les modules de janvier, de mai et d'octobre. Du coup, les indicateurs « vie sociale » ne pouvaient pas être mis en relation autre que macro avec les indicateurs de victimation par exemple. Pour rappel, les indicateurs de janvier portaient sur les nuisances, la sécurité et la proximité ; ceux de mai portaient sur la santé, le logement et l'endettement ; enfin, ceux d'octobre « participation et contacts sociaux » portaient sur l'emploi et les contacts professionnels, la formation, les liens de parenté, la pratique religieuse, la participation aux élections, la vie associative, l'éducation, les pratiques culturelles et de loisirs.

Ces indicateurs d'octobre sont disponibles en libre accès sur le site de l'INSEE, sur presque dix ans, en données individuelles, avec les descripteurs des personnes des ménages interrogés. On peut donc faire des tris par âge, par sexe, par niveaux de revenu, etc. L'avantage de ces données « empilables », c'est que, comme les échantillons sont essentiellement indépendants, si vous voulez une précision géographique accrue, il suffit d'empiler les données. Comme il s'agissait de panels suivis sur deux ans, on peut aussi retrouver les mêmes individus entre l'année N et l'année N+1.

En plus de ces parties fixes, on a développé un certain nombre de modules variables de 20 minutes, qui allaient beaucoup plus en profondeur sur des thématiques particulières. Par exemple, en mai 2003, on trouve un module particulier sur les pratiques sportives et culturelles ; en octobre 2002, un module sur la participation associative et le bénévolat ; en janvier 2001, un module sur la vie de quartier (usages des services, participation électorale, enseignement et gardes, sociabilité de groupe, associations) ; en octobre 1997, un module « réseau de parenté et entraide » ; en mai 1997, un module « relations de la vie quotidienne ». Il y a donc du matériau statistique, la France n'est pas un désert en matière d'enquêtes sur ces questions de capital social au travers des enquêtes EPCV. Je déplore que la richesse des productions de l'INSEE soit si mal connue de la part des chercheurs.

Pour revenir au nouveau panel SILC sur le revenu et les conditions de vie, qui est apparu en 2004, je précise que c'est un panel communautaire qui est appelé à durer. Il fait suite aux réunions de Lisbonne et de Copenhague et marque un nouvel intérêt d'Eurostat pour la statistique sur les personnes, alors que dans les années 1990, on s'intéressait davantage à la production. Le très gros module spécifique de 2006 sur la vie sociale, qui n'est pas encore disponible, permettra de comparer tous les pays de l'Union avec un questionnaire harmonisé. Je pense d'ailleurs qu'Eurostat a en tête de reposer ce module *ad hoc* ultérieurement. Nous-mêmes, à l'INSEE, nous avons en projet de poser ces questions sur les aspects relationnels de

façon plus systématique, tous les trois ans. Comme cela s'inscrira dans le cadre de l'enquête SILC, et qu'il s'agit de données de panel, on pourra suivre les relations sociales des mêmes personnes tous les trois ans. Or, il est intéressant d'avoir des réponses individuelles, car cela permet de mieux conditionner les résultats selon les caractéristiques inobservables que lorsqu'on fait simplement de l'économétrie en coupe.

Je terminerai en rappelant qu'à l'INSEE, il existe d'autres sources intéressantes pour le capital social : notamment l'enquête *Contacts* qui commence à être un peu ancienne (1983), mais aussi le Panel européen sur lequel j'avais travaillé en faisant un score de sociabilité, et puis l'enquête de victimation qui ne sera pas corrélable en termes de résultat individuel avec SILC mais qui peut donner des informations sur les agressions dont on est victime.

Louis Maurin, journaliste, directeur de l'Observatoire des inégalités

Une remarque : le fait que ces enquêtes soient si peu connues est un souci à la fois pour l'INSEE et pour la recherche... La première question est celle de la continuité des enquêtes, on nous explique que l'enquête EPCV est arrêtée au moment où elle commence à avoir un peu de sens dans l'évolution dans le temps. Quelle sera la continuité entre l'enquête EPCV et l'enquête SILC ? J'ai cru comprendre qu'on n'aurait pas de continuité en ce qui concerne les questions de victimation. Deuxième question, à quel moment ces enquêtes commenceront-elles à produire et à quel moment pourra-t-on avoir des résultats ?

Stefan Lollivier

Sur la continuité, je vous rassure, car ce sont des questions extrêmement proches que l'on pose dans les nouvelles enquêtes par rapport aux EPCV donc la continuité, en termes d'*outputs* tout au moins, ne sera pas remise en question. Effectivement, en ce qui concerne l'enquête de victimation, il y aura discontinuité, mais discontinuité par le haut, car la nouvelle enquête est meilleure que la précédente. À un moment ou un autre, il faut assumer une discontinuité si l'on veut faire un saut qualitatif en matière de précision des données. En ce qui concerne votre première remarque sur l'exploitation, je rappellerais que l'INSEE n'a pas vocation à tout faire. L'INSEE fait des enquêtes pour répondre à la demande sociale, demande sociale intermédiée notamment par le Conseil national de l'information statistique (CNIS). Les avis et les programmes sont communiqués sur le site du CNIS. Certaines enquêtes peuvent être faites à l'initiative de demandeurs publics, je pense même que l'ancien Commissariat général du Plan a contribué à certaines de ces enquêtes. Effectivement, je constate que les chercheurs ne savent pas quelles enquêtes sont menées à l'INSEE. Mais quelle publicité peut-on donner ?

Arnaud Ducrest, directeur de l'Observatoire régional de l'emploi et de la formation, SEM Pays de la Loire

Sur l'enquête EPCV vous avez dit qu'en cumulant plusieurs années on pouvait avoir une meilleure précision géographique. Jusqu'à quelle précision peut-on aller ? Nous l'avons fait sur l'enquête Emploi : en cumulant trois années, on arrive à un niveau régional. Pourra-t-on faire la même chose sur SILC ?

Stefan Lollivier

En cumulant cinq années d'enquête EPCV, on arrive à avoir une représentativité statistique pour les régions et les gros départements. La précision requise pour ce type d'indicateurs est moindre que pour l'enquête Emploi car pour cette dernière, on exige une précision micrométrique d'un certain nombre de variables et cette précision micrométrique est difficile à atteindre même avec des gros échantillons. Lorsqu'on interroge les gens pour savoir s'ils parlent à leurs parents, on n'est pas à 0,5 % près. Nous, pour ce qui est des enquêtes EPCV, on considère qu'en cumulant les données sur 4 ou 5 ans, cela permet de dire des choses très intelligentes au niveau régional voire au niveau des gros départements. Pour SILC, c'est un plus compliqué. C'est un plus gros échantillon, on part avec une meilleure base, mais le simple fait que ce soit un panel qui est renouvelé tous les ans seulement par neuvième fait que l'on ne peut pas l'empiler aussi facilement : ce que l'on gagne dans la variance temporelle, on le perd dans la variance spatiale. Mais je pense que, vu la taille de l'échantillon, au bout de 5 ans on devrait atteindre la représentativité statistique, au moins pour les régions. Après, reste à savoir s'il y a de vraies disparités régionales autres que des effets de structure.

Olivier Galland

Je voulais me faire un peu l'avocat de l'INSEE car je pense que depuis plusieurs années, cet institut s'est ouvert aux chercheurs. Plusieurs groupes de travail se sont constitués sur différentes enquêtes. Je crois que l'INSEE a aussi signé une convention avec le CNRS pour mettre à disposition les données aux chercheurs. Peut-être que ce mouvement est lent, difficile, mais il faut voir aussi qu'en France, du côté des chercheurs, notamment dans le domaine de la sociologie, il y a très peu de sociologues qui utilisent et manient les données quantitatives. Les thèses qui utilisent les données quantitatives, au CNU, chaque année, je les compte sur les doigts d'une seule main.

Louis Maurin

Ma remarque ne s'adressait pas à l'INSEE. Même si le travail effectué à l'INSEE n'est pas toujours assez lisible, il est évident que c'est du côté de la recherche qu'il y a un souci.

Stefan Lollivier

Depuis environ un an, on a encore fait évoluer la doctrine, puisque, aujourd'hui, pour les enquêtes, les chercheurs ont accès rigoureusement aux mêmes informations que les statisticiens publics. Il faut simplement que l'exploitation des données ait une finalité de recherche et non une finalité marketing par exemple. Pour les sources administratives, c'est un peu plus compliqué.

Présentation du baromètre de la DREES

par **Laurent Caussat**, sous-directeur à la DREES

Je vais vous présenter cette enquête puis vous montrer une sélection de résultats qu'elle fournit. Je vais me concentrer sur le thème de la relation entre les Français et les valeurs portées par la sécurité sociale, puis je présenterai les appréciations portées par les personnes interrogées sur les grandes politiques sanitaires et sociales et sur la qualité des services rendus par les organismes de protection sociale.

Cette enquête a pour objet de mesurer la manière dont les Français perçoivent et jugent les politiques que nous mettons en œuvre. Les destinataires des résultats de cette enquête sont les ministres, les cabinets et les grandes directions des ministères. Si notre enquête n'a pas pour finalité de faire avancer la recherche, l'adhésion plus ou moins grande de la population à son système de sécurité sociale, à la fois en termes de valeur, de politique et de service rendu, peut s'inscrire dans la problématique du capital social, si l'on considère que l'adhésion aux institutions fait partie de ses grandes dimensions. Évidemment, on pourrait questionner la pertinence d'une notion de cohésion sociale fondée sur une forme de révérence aux institutions.

L'enquête est réalisée par sondage sur un échantillon représentatif de la population française. Nous interrogeons chaque année environ 4 000 personnes par la méthode des quotas. La réalisation technique est confiée à BVA (pour l'édition 2006). L'enquête est réalisée annuellement depuis 2000 (sauf en 2003). Nous disposons maintenant d'opinions recueillies sur une période d'au maximum 6 ans, ce qui commence à nous donner un certain recul pour mesurer les évolutions des jugements des Français sur les politiques sociales même s'il faut rester prudent, puisque les échantillons ne sont pas extrêmement larges.

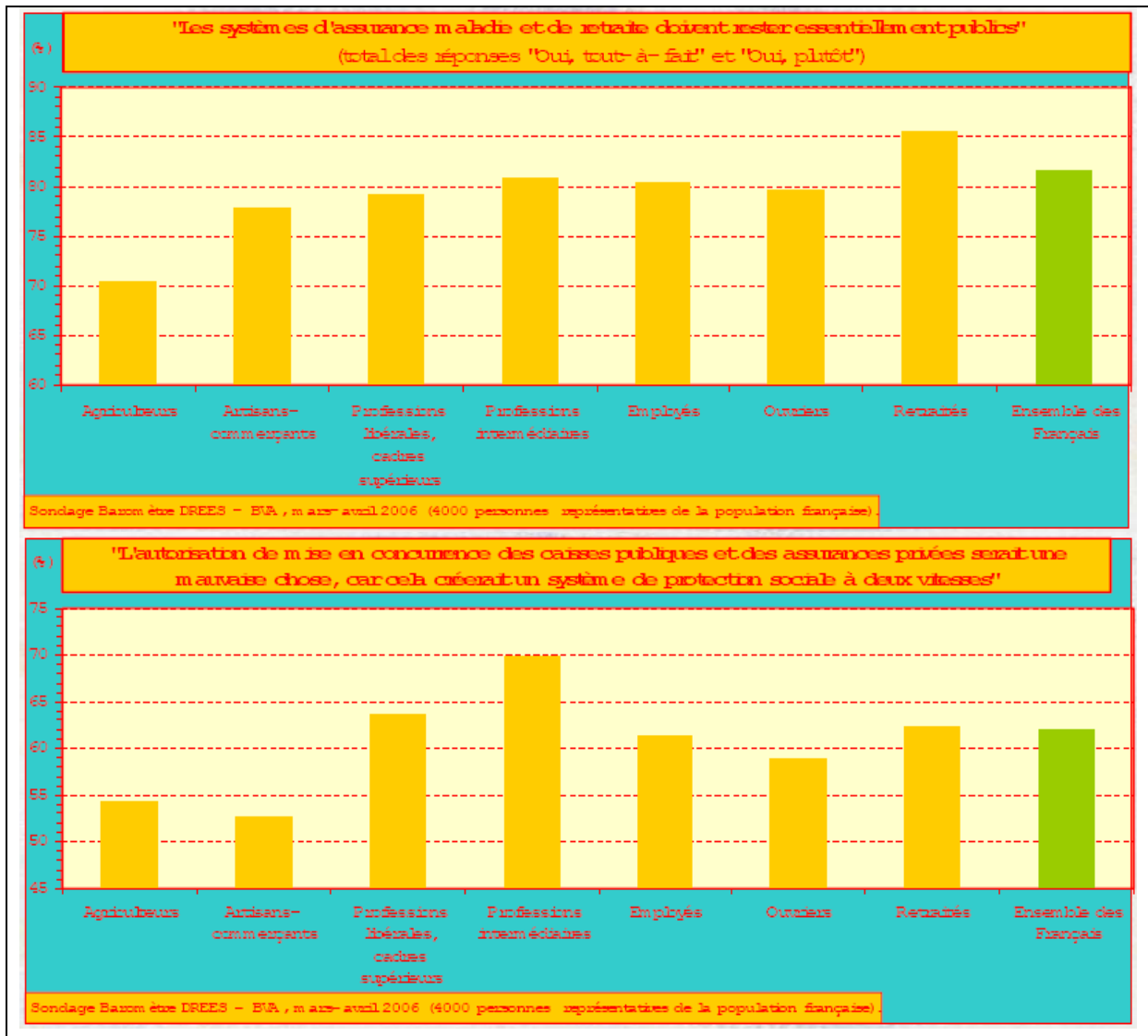
Le questionnaire comporte à peu près 180 questions. Il est composé d'un premier bloc qui permet de recueillir les caractéristiques sociodémographiques des personnes, puis on les invite à qualifier elles-mêmes leur situation personnelle, on leur pose des questions très générales sur leur pessimisme ou leur optimisme par rapport à l'avenir, on les invite à se prononcer sur ce que sont, selon elles, les grands problèmes sociaux. On leur pose également des questions très proches d'une partie de celles que l'on trouve dans l'enquête du Credoc, telles que « Êtes-vous favorable à un changement modéré ou radical de la société française ? » ; « La France est-elle une société juste ou injuste ? » ; « Quel doit être le rôle de l'État ? » ; etc. Ensuite, on en vient à des questions correspondant davantage aux grands domaines de compétence de nos ministères : la lutte contre la pauvreté et les inégalités ; le handicap ; les retraites ; la dépendance ; la politique familiale ; la santé et l'assurance maladie. Ensuite, on revient à la situation personnelle des individus (par exemple, « Y a-t-il dans l'entourage de la personne interrogée une personne handicapée ou une personne âgée dépendante ? ») et on utilise cette information pour analyser les réponses apportées aux questions précédentes. Enfin, on pose

des questions relativement larges sur la protection sociale, pour cerner la façon dont les personnes interrogées jugent, par exemple, le poids des dépenses sociales dans la richesse nationale, l'hypothèse d'une mise en concurrence de la sécurité sociale avec les organismes privés ou encore le rôle des employeurs dans le financement de la protection sociale. On essaie de coller aux préoccupations sociales qui apparaissent chaque année – par exemple, en 2006, il y avait un intérêt pour les questions de financement de la protection sociale – mais nous veillons à maintenir un ensemble assez large de questions permanentes pour pouvoir mesurer l'évolution des opinions.

Venons-en à présent aux résultats et commençons par l'attachement des Français à la Sécurité sociale. D'autres enquêtes ont mis en avant le fort soutien des Français à cette institution. Par exemple, en 2005, un sondage réalisé à l'occasion du 60^e anniversaire de la Sécurité sociale montrait que 90 % des Français approuvaient tout à fait ou plutôt l'opinion selon laquelle la Sécurité sociale était indispensable à la solidarité entre les Français, avec très peu de variations sur les groupes sociaux.

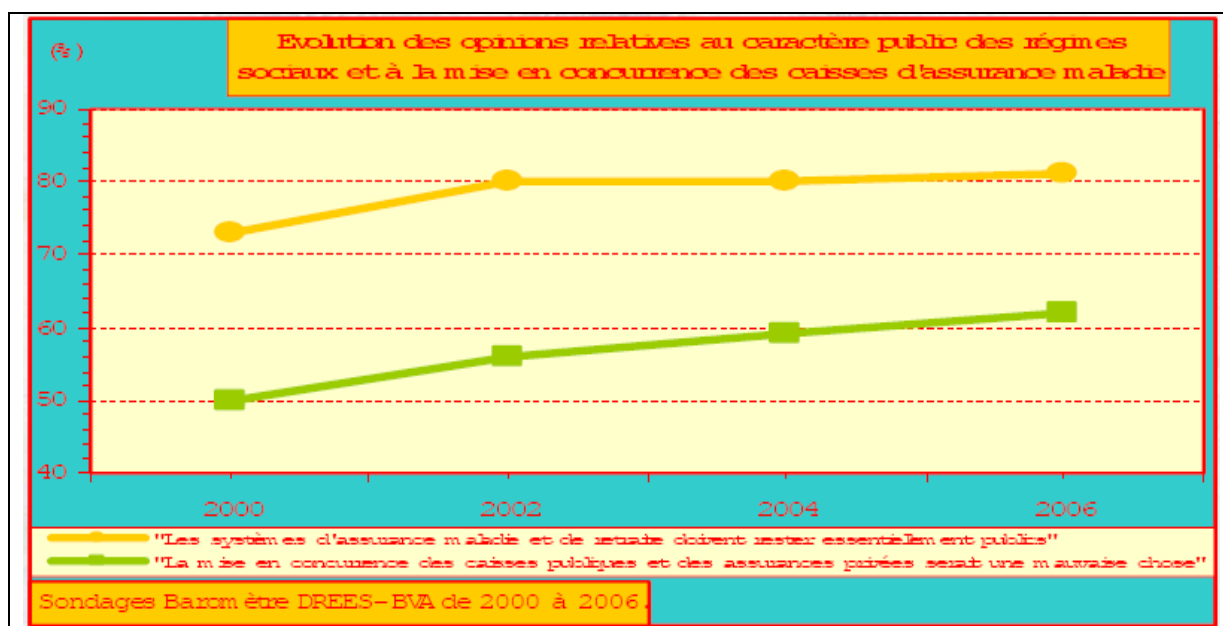
Dans notre enquête, deux questions sont posées régulièrement, d'une part sur le caractère public de la protection sociale et d'autre part sur l'hypothèse d'une mise en concurrence des régimes d'assurance maladie et de retraite avec les organismes privés (tableau n° 1). Il ressort que huit Français sur dix souhaitent le maintien dans la sphère publique de nos régimes sociaux avec quelques variations par groupes sociaux : le soutien est un peu moins fort chez les non salariés mais on se situe toujours à de très hauts niveaux d'adhésion. De même, six Français sur dix pensent que la mise en concurrence des régimes publics d'assurance maladie avec les assurances privées serait une mauvaise chose, car cela créerait un système de protection sociale à deux vitesses. Ce soutien aux institutions publiques de protection sociale a augmenté de 10 à 15 points depuis que nous faisons cette enquête (tableau n° 2).

Tableau n° 1 : Deux questions sur l'attachement des Français au système de protection sociale



Source : sondage Baromètre DREES-BVA, mars-avril 2006 (4 000 personnes représentatives de la population française)

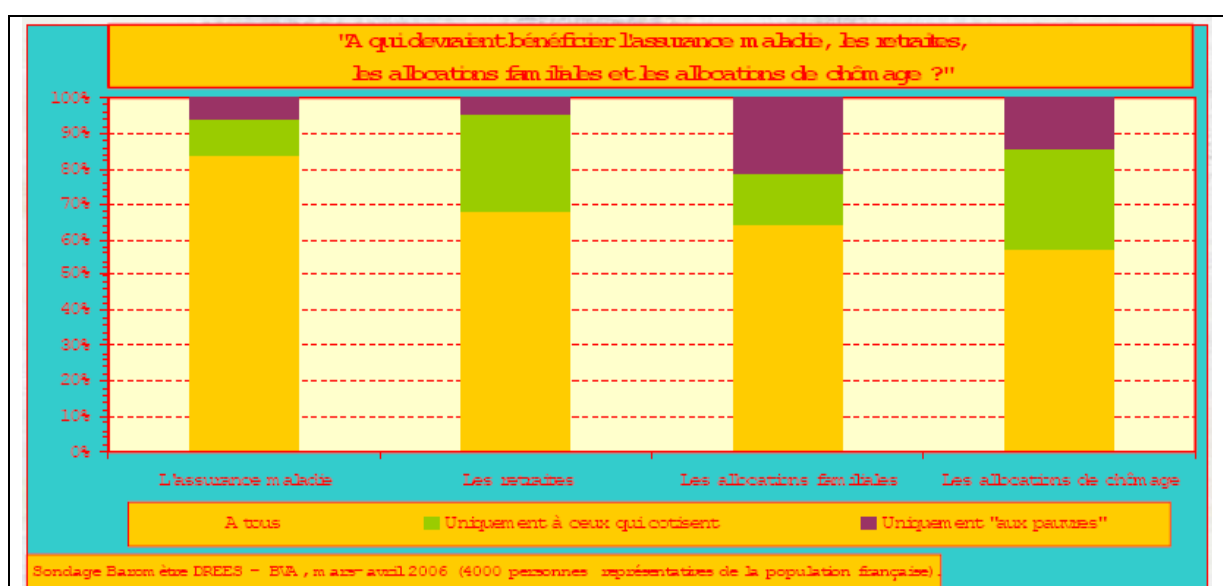
Tableau n° 2 : Un soutien croissant au caractère public des régimes sociaux



Source : sondages baromètres DREES-BVA de 2000 à 2006

Un autre trait majeur de l'adhésion des Français à l'organisation actuelle de la Sécurité sociale est l'importance du soutien à l'idée d'une couverture sociale universelle et non conditionnée à un effort contributif personnel (tableau n° 3). Ce qui est étonnant, c'est que ce résultat est vrai pour tous les risques et pas uniquement pour le risque santé. Même pour les retraites et les allocations de chômage, 60 % à 70 % des Français estiment que tout le monde devrait avoir droit à une retraite et à des allocations de chômage même s'il n'a pas cotisé. C'est une opinion que l'on n'attendait pas dans le cadre de notre régime de protection social « bismarckien ».

Tableau n° 3 : Le soutien à une protection sociale universelle



Source : sondage Baromètre DREES-BVA, mars-avril 2006 (4 000 personnes représentatives de la population française)

Quittons maintenant le domaine des valeurs générales et venons-en aux politiques qui font vivre ces valeurs. Ici, les opinions sont beaucoup plus partagées. Prenons la question du poids des dépenses sociales dans la richesse nationale (tableau n° 4) : une courte majorité de Français pense que la part du PIB consacrée à la protection sociale est normale, 20 % pensent qu'elle est insuffisante et 15 % qu'elle est excessive. Mais on observe des différences entre groupes sociaux : plus de 25 % des ouvriers et employés pensent que la part des dépenses sociales dans le PIB est insuffisante, alors que ce n'est le cas que de 12 % des professions libérales, des cadres supérieurs et des agriculteurs.

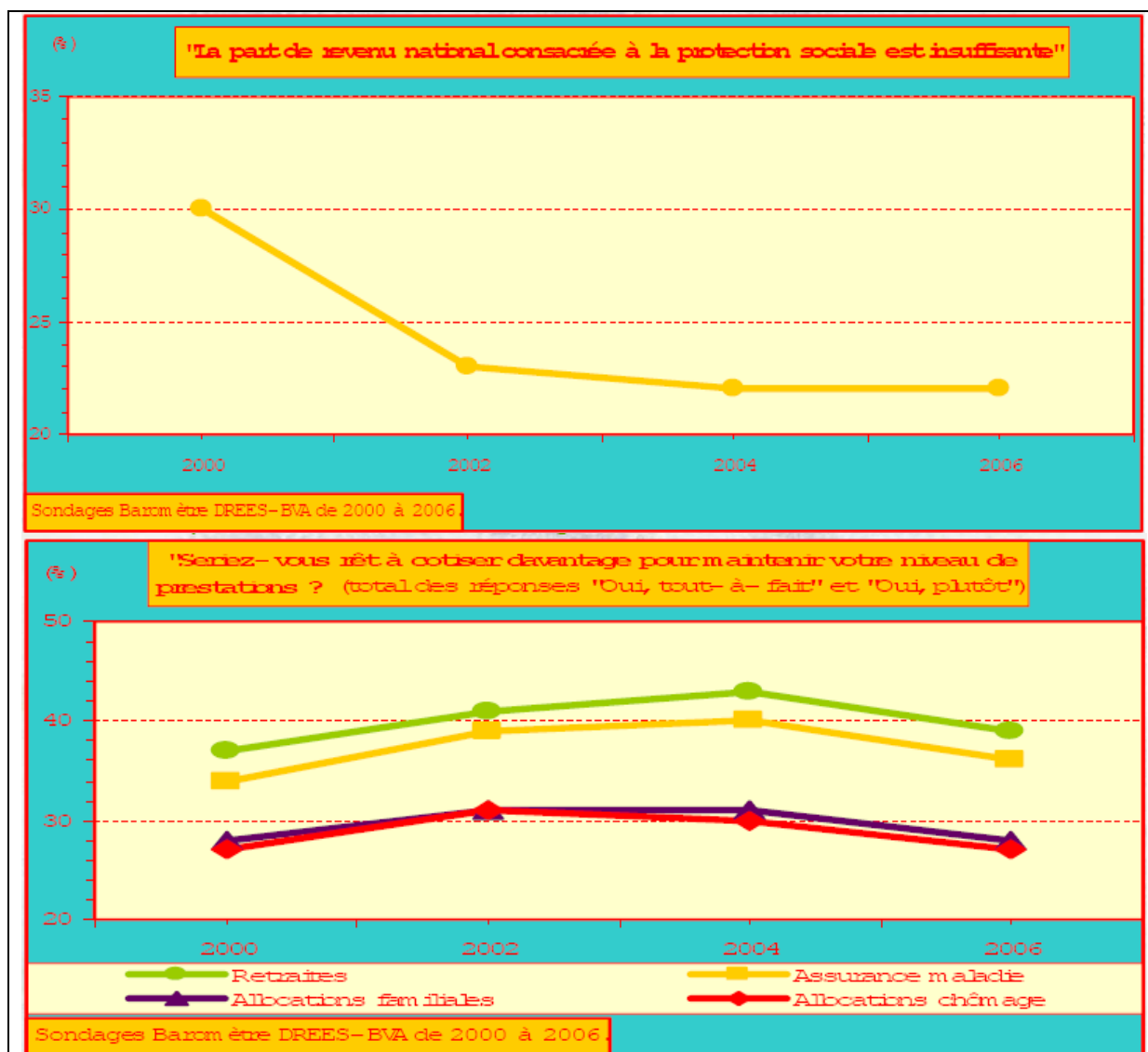
Tableau n° 4 : Une opinion partagée sur le poids de la protection sociale dans la richesse nationale



Source : sondage Baromètre DREES-BVA, mars-avril 2006 (4 000 personnes représentatives de la population française)

L'opinion selon laquelle les dépenses consacrées à la protection sociale sont insuffisantes a diminué de près de 10 points depuis que nous faisons cette enquête, de même que la disposition à payer davantage pour la protection sociale et ce pour à peu près tous les grands risques couverts par les régimes sociaux (tableau n° 5).

Tableau n° 5 : Une disposition à cotiser en baisse ?

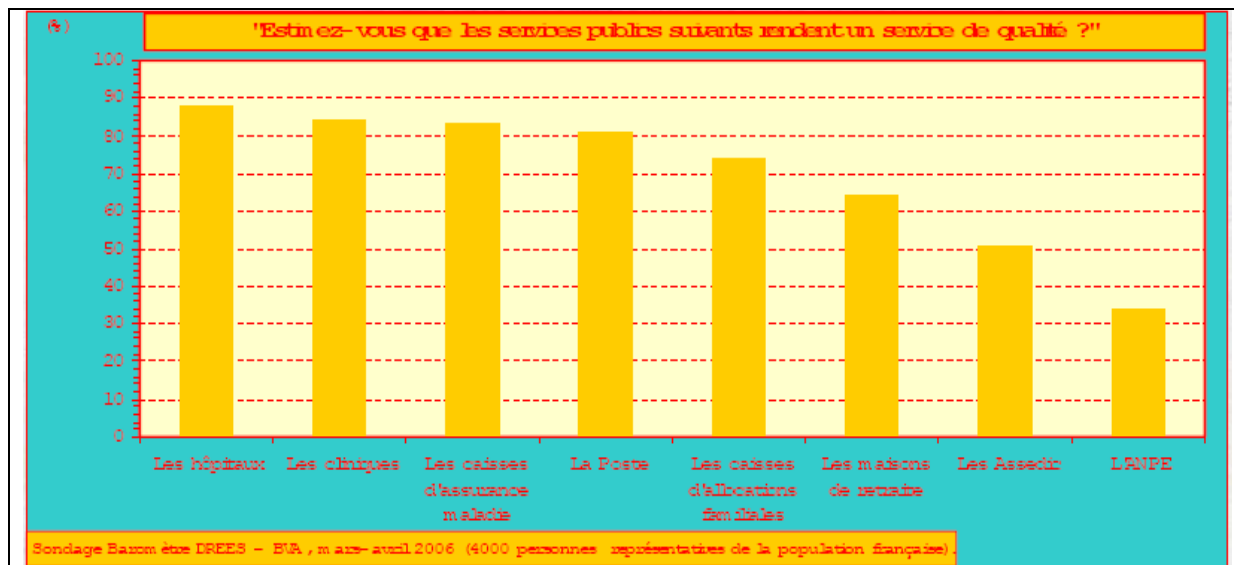


Source : sondages baromètres DREES-BVA de 2000 à 2006

On observe également un recul de l'opinion selon laquelle il est normal que l'on dépense de plus en plus pour la santé. Ce que nous serions enclins à conclure, c'est qu'indépendamment du soutien très fort qui existe encore en faveur de notre système de protection sociale, les Français souhaitent une plus grande rigueur dans la gestion de la Sécurité sociale, notamment dans le domaine de la santé. Par ailleurs, ils demandent des contreparties aux bénéficiaires de l'assistance sociale. Par exemple, 85 % des Français jugent que le RMI doit être soumis à des contreparties en termes d'insertion (augmentation de 10 points par rapport à 2000). La question est donc la suivante : comment concilier cette demande de protection sociale large et universelle avec ce souci d'une utilisation plus efficace des fonds publics ?

En ce qui concerne l'appréciation des services rendus dans le domaine de la protection sociale, on note que globalement les institutions de la sécurité sociale font partie des services publics les mieux notés par les Français (tableau n° 6).

Tableau n° 6 : Les services rendus par les organismes sociaux appréciés des Français



Source : sondage Baromètre DREES-BVA, mars-avril 2006 (4 000 personnes représentatives de la population française)

Les services de l'emploi, par exemple, sont beaucoup moins bien notés et on retrouve ce résultat dans de nombreuses autres enquêtes.

Pour terminer, je préciserai que nous mettons cette enquête à la disposition d'équipes de recherche. Une équipe de chercheurs de l'Observatoire français des conjonctures économiques a déjà utilisé ces données et nous avons récemment lancé un appel d'offres sur l'ensemble des vagues de cette enquête, appel d'offres pour lequel nous commençons à réceptionner les premiers travaux.

Sophie Ponthieux

Je me demande comment on peut interpréter ces enquêtes d'opinion. Peut-on arriver à saisir ce qui serait un effet du façonnement de l'opinion par la circulation de l'information ? Les gens sont d'autant plus sensibles à tel ou tel problème qu'on leur en parle tous les jours. On demande aux individus interrogés quelle est leur opinion sur le niveau, suffisant ou non, de telle ou telle dépense, mais ont-ils seulement une idée du niveau des dépenses dont il est question ?

Pierre Bréchon

C'est effectivement une très bonne question. Comprendre la façon dont se construisent les opinions publiques est une entreprise compliquée, à laquelle les sociologues de la communication et des opinions publiques commencent à s'atteler. Ils mettent déjà en évidence des effets d'agenda, mais il existe toujours des jeux d'aller-retour entre la demande sociale et l'activité d'acteurs sociaux diversifiés qui lancent des thématiques avec plus ou moins de succès. Le problème de la construction de l'opinion publique se pose particulièrement en période électorale : dans quelle mesure une campagne électorale modifie-t-elle l'opinion ?

La décision électorale est-elle modifiée par les thèmes et les enjeux centraux d'une campagne ? C'est une question beaucoup travaillée aux États-Unis, moins en France.

Laurent Caussat

Je vous ai présenté les données brutes de l'enquête. Il est évident qu'il faut réaliser un important travail d'analyse que nous n'envisageons pas de faire nous-mêmes. Mais encore une fois nous mettons les données à disposition des chercheurs. Un des éléments qu'il est envisageable d'utiliser, c'est le degré de « concernement » des personnes dans ces questions : quand on demande aux gens s'ils ont dans leur entourage une personne âgée dépendante, c'est bien pour savoir si cette variable influence la réponse à la question sur la dépendance.

Antoine Bevort

La loi de 2002 a mis en place un certain nombre de dispositifs comme les conseils de vie sociale, qui doivent permettre aux usagers de donner leur point de vue. Quelle est la place de ce type d'enquêtes d'opinion au sein des dispositifs d'évaluation des politiques publiques ?

Laurent Caussat

Nous sommes justement en train de réfléchir à la mise en place d'un dispositif stable et permanent d'évaluation de nos politiques. Un tel dispositif n'existe pas aujourd'hui : on trouve certes des initiatives ponctuelles prises par les ministres ou notre inspection générale, en fonction de l'actualité politique, mais il n'y a pas de dispositif organisé d'évaluation comme cela existe dans certains ministères, notamment au ministère de l'Équipement. En l'absence de ce dispositif d'évaluation, il est clair que les raisons qui nous font introduire telle ou telle question dans l'enquête chaque année sont guidées par des considérations assez fragiles, comme le sentiment qu'une question a de l'importance à la fois pour les administrations et pour le public. Comme je l'ai dit, beaucoup de questions reviennent d'une année sur l'autre, l'effet de noria dans les questions est relativement limité. Mais très probablement, lorsque ce dispositif d'évaluation sera mis en place, nous serons amenés à reconsidérer le rôle et peut-être même le format général de cette enquête.

> Quatrième table ronde

Est-il possible et souhaitable de constituer un baromètre de la cohésion sociale en France ? Quelles dimensions et quels indicateurs retenir ?

Présentation d'un projet de baromètre de la cohésion sociale

par **Pierre-Yves Cusset**, chargé de mission, Centre d'analyse stratégique

Je vais vous présenter une tentative d'élaboration d'un baromètre de la cohésion sociale. À ce stade, il a pour seul objectif d'amorcer une discussion générale sur la pertinence et la faisabilité d'un tel baromètre, et, éventuellement, sur les dimensions et les indicateurs qu'il conviendrait de retenir.

Je précise d'emblée que le point de vue adopté est celui de la société dans son ensemble et non celui des individus. Il ne s'agit en aucun cas, par exemple, d'un indicateur agrégé de bien-être collectif qui serait la moyenne des niveaux de bien-être individuel. S'il fallait trouver des sources d'inspiration à ce travail, elles ne seraient ni chez Putnam, ni chez Coleman, ni chez Bourdieu, mais plutôt chez Durkheim. Pour identifier les grandes dimensions de la cohésion sociale, je suis en effet parti d'un questionnement très durkheimien, en termes d'intégration sociale, et je me suis demandé ce qui faisait tenir la société. Si j'ai, comme tout le monde, du mal à définir la cohésion sociale, j'en vois pour ma part au moins deux contraires : l'atomisation de la société d'une part, et la guerre civile de l'autre. Autant l'atomisation de la société me semble relever du fantasme – on n'a jamais vu de société réellement atomisée, c'est-à-dire constituée d'une juxtaposition d'individus sans lien entre eux – autant les exemples de guerre civile sont nombreux, y compris dans l'actualité.

Projet de baromètre de la cohésion sociale

Dimensions	Sous-dimensions	Indicateurs
Fragmentation/ Homogénéité	Ségrégation résidentielle	Indice de ségrégation sociale et/ou « ethnique »
		Proportion de personnes qui n'aimeraient pas avoir pour voisin une personne d'une autre race
	Ségrégation scolaire	Indice de ségrégation sociale et/ou « ethnique »
	Homogamie (conjointes)	Écart de niveau d'études entre conjoints
Proportion d'unions mixtes (Français d'origine européenne/Français d'origine extra-européenne)		

	Homophilie (amis)	Écart moyen de niveau d'études entre soi et ses cinq amis les plus proches
		Proportion de personnes ayant parmi ses cinq amis les plus proches un ami d'une autre origine ethnique
	Homogénéité des conditions de vie	Inégalités objectives de niveau de vie : rapport D9/D1
		Inégalités subjectives de niveau de vie : pourcentage de personnes qui estiment appartenir aux classes moyennes
	Fragmentation/ homogénéité des identités	Pourcentage de Français qui se considèrent comme faisant partie d'une minorité
		Pourcentage de Français qui se déclarent « fiers d'être Français »
Pourcentage de personnes qui ont le sentiment d'appartenir au pays tout entier avant tout (<i>versus</i> la ville/la région/l'Europe/le monde entier)		
Antagonismes/ Coopérations	Conflictualité sur le marché du travail	Nombre de jours de grèves
	Conflictualité juridique	Nombre de plaintes déposées pour conflits de voisinage
	Violence des rapports sociaux	Nombre d'agressions non crapuleuses
	Confiance interpersonnelle	Proportion de personnes qui estiment que l'on peut, la plupart du temps, faire confiance aux autres
Sociabilité/ Isolement	Sociabilité amicale	Nombre d'amis dont on se sent proche
	Sociabilité familiale	Nombre de fois où l'on voit ses parents dans l'année (pour ceux qui en ont et qui n'habitent plus chez eux)
		Nombre de fois où l'on voit ses frères et sœurs dans l'année (pour ceux qui en ont et qui n'habitent plus avec eux)
		Nombre de fois dans l'année où l'on voit ses cousins germains (pour ceux qui en ont)
	Sociabilité associative	Nombre de personnes qui pratiquent régulièrement une activité dans au moins une association
	Sociabilité alimentaire	Nombre moyen de fois dans l'année où l'on est invité à manger + nombre de fois où l'on invite à manger
	Vie solitaire	Nombre de personnes vivant seules
	Isolement relationnel	Proportion de personnes ayant quatre contacts ou moins d'ordre privé, hors ménage, au cours de la dernière semaine

	Sentiment de solitude	
Entraide et solidarité	Bénévolat	Nombre annuel d'heures de bénévolat par habitant
	Solidarités familiales	Proportion de mères de jeunes enfants qui font appel aux grands-parents au moins une fois par semaine pour garder leurs enfants
		Montant annuel des donations de parents à enfants
	Dons pour des « causes »	Montant des dons déductibles déclarés dans les déclarations de revenus
	Responsabilité associative	Proportion de personnes qui ont une responsabilité dans au moins une association
Niveau d'adhésion à l'ordre social et aux règles collective	Participation électorale	Taux d'abstention au premier tour des législatives
	Sentiment d'injustice vis-à-vis de la société	
	Confiance dans les institutions	Pourcentage de personnes qui font confiance au Parlement
	Respect des règles	Score d'adhésion/condamnation (1 = jamais justifié ; 10 = toujours justifié) vis-à-vis de la pratique « tricher dans sa déclaration d'impôt si on en a la possibilité »
		Score d'adhésion/condamnation (1 = jamais justifié ; 10 = toujours justifié) vis-à-vis de la pratique « jeter des ordures dans un lieu public »
		Score d'adhésion/condamnation (1 = jamais justifié ; 10 = toujours justifié) vis-à-vis de la pratique « conduire au-delà de la vitesse autorisée dans les agglomérations »
Patriotisme	Pourcentage de personnes qui se disent prêtes à se battre pour la France	

Pour construire ce baromètre, j'ai distingué cinq grandes dimensions :

- la première s'articule autour du couple fragmentation/homogénéité : la société se caractérise-t-elle par une certaine homogénéité ou au contraire, par sa fragmentation, qui peut être individuelle (on retrouve l'idée de l'atomisation) ou davantage collective, prenant la forme de groupes ou de clans fermés les uns aux autres ;
- la deuxième dimension s'articule autour du couple antagonisme/coopération : la société est-elle plutôt caractérisée par l'antagonisme ou, au contraire, par la coopération ? Comment résout-on les conflits ?

- la troisième dimension s'articule autour du couple sociabilité/isolément. On retrouve ici les thèmes du capital social : les individus sont-ils en relation les uns avec les autres ou au contraire la société se caractérise-t-elle par une forte proportion de personnes isolées ?
- la quatrième dimension concerne le niveau et les formes d'entraide et de solidarité. Il s'agit là encore d'une dimension relativement classique, que l'on retrouve dans nombre de tentatives de mesure du capital social
- enfin, la dernière dimension concerne le niveau d'adhésion à l'ordre social et aux règles collectives.

Chaque dimension doit pouvoir ensuite être déclinée en sous-dimensions, et chaque sous-dimension doit pouvoir être renseignée par un indicateur. Ce n'est pas toujours possible, comme nous le verrons.

Revenons à la première dimension, « fragmentation/homogénéité ». Les deux premières sous-dimensions ont trait à la ségrégation, car il me semble que c'est une réalité qu'il faut absolument prendre en compte et qui est pourtant très souvent absente des études sur le capital social. Malheureusement, sur ces questions de ségrégation, on dispose de très peu de données. En ce qui concerne la ségrégation résidentielle, on en a quelques-unes, essentiellement sur l'Île-de-France, à travers les travaux d'Eric Maurin ou d'Edmond Préteceille, qui utilisent des méthodologies différentes : le premier calcule des indices de ségrégation à partir de voisinages de 40 logements alors que le second exploite les fichiers IRIS 2000 (voisinages de 2 000 logements). Il me semble donc qu'il serait nécessaire d'approfondir ces questions de ségrégation, à la fois résidentielle et scolaire, et ne pas s'en tenir à la ségrégation en termes de catégories socioprofessionnelles, mais aborder également les formes de ségrégation « ethnique ». Sur cette dernière question, il me semble qu'en dehors du travail pionnier de Georges Felouzis sur les collèges de l'académie de Bordeaux, il n'y a rien. L'indicateur de ségrégation ethnique qu'il a bâti revient à calculer le nombre d'élèves qu'il faudrait déplacer d'un collège à l'autre pour obtenir la même proportion d'élèves de différentes origines dans chaque collège.

Les deux sous-dimensions suivantes ont trait à l'homogamie et à l'homophilie : comment se forment les couples ? Les couples sont-ils très homogènes du point de vue des origines sociales des parents ou du point de vue des parcours scolaires ? Comment le nombre de couples mixtes évolue-t-il du point de vue des origines culturelles ? De même, comment choisit-on ses amis ? Les cercles amicaux sont-ils ouverts ou, au contraire, très homogènes dans leur composition ? Il me semble, là encore, que ce sont des questions importantes, mais qu'on ne dispose pas de données récentes ni comparables dans le temps.

Cinquième sous-dimension : l'homogénéité des conditions de vie. On retrouve ici des choses classiques en termes d'inégalités objectives de niveau de vie (on pense au classique rapport inter décile). On peut également aborder la question des inégalités subjectives de niveau de vie : si tout le monde pense appartenir aux classes moyennes, on peut penser que la lutte des classes n'est pas une

perspective à très courte échéance. Or, on sait qu'à peu près 80 % des personnes, en France, se considèrent comme faisant partie des classes moyennes.

Enfin, dernière sous-dimension, celle qui concerne le degré de fragmentation ou, au contraire, d'homogénéité des identités. Comme indicateur, on peut penser au pourcentage de Français qui se considèrent comme faisant partie d'une minorité, quelle qu'elle soit, ou bien au pourcentage de Français qui se déclarent fiers d'être français, ou bien encore au pourcentage de personnes qui ont le sentiment d'appartenir au pays tout entier avant tout, sachant qu'en général on observe dans les enquêtes que ceux qui se sentent appartenir fortement à leur ville se sentent appartenir aussi fortement à leur région, à leur pays et à l'Europe.

Passons à la deuxième dimension, qui a trait au degré d'antagonisme ou au contraire de coopération qui prévaut au sein de la société. J'ai retenu quatre sous-dimensions : le degré de conflictualité sur le marché du travail (par exemple, nombre de jours de grève) ; le degré de conflictualité juridique ou de judiciarisation des rapports sociaux (par exemple, nombre de plaintes déposées pour conflit de voisinage) ; le niveau de violence des rapports sociaux, dont un indicateur pourrait être le nombre d'agressions non crapuleuses ; enfin, le niveau de confiance interpersonnelle, puisque, me semble-t-il, la coopération suppose un minimum de confiance en l'autre.

Pour la troisième grande dimension, qui concerne le niveau de sociabilité ou au contraire d'isolement, comme le rappelait Stefan Lollivier, on dispose d'énormément de données. Il s'agit donc de faire le choix entre les sources, et, là encore, de trouver des enquêtes qui permettent de comparer les données dans le temps, ce qui n'est pas toujours évident. J'ai distingué les catégories classiques de sociabilité : amicale, familiale, associative, mais on pourrait ajouter professionnelle, de voisinage, etc. En ce qui concerne l'isolement, j'ai distingué, comme le faisait Jean-Louis Pan Ké Shon, trois sous-dimensions : la vie solitaire (le fait de vivre seul), l'isolement relationnel (le fait d'avoir peu de contacts en dehors du ménage) et le sentiment de solitude (le fait de se sentir seul). Ces trois aspects sont assez distincts, et c'est sans doute le dernier élément qui nous importe le plus.

La quatrième dimension concerne le niveau d'entraide et de solidarité, ce que les Anglo-saxons nomment parfois le « *social support* ». J'ai d'abord distingué ici le bénévolat, et l'on peut penser, pour ce qui est des indicateurs, au nombre de personnes bénévoles, au nombre d'heures de bénévolat ou encore à la part du PIB qui pourrait être imputée au travail bénévole. Vient ensuite la force de la solidarité familiale, dont des indicateurs pourraient être la proportion de parents de jeunes enfants qui font appel à leurs parents au moins une fois par semaine pour garder leurs enfants ou bien le montant annuel des donations de parents à enfants, même si l'on sait que ce type de solidarité familiale renforce les inégalités interindividuelles. Troisième sous-dimension, qui est aussi un indicateur : le montant annuel des dons versés à des « causes ». On dispose de ce point de vue de données fiscales qui ont l'avantage d'être annuelles, mais dont l'évolution peut dépendre de la législation fiscale et qui ne sont pas, de toutes les manières, exhaustives. Enfin, la dernière sous-dimension que je propose renvoie aux responsabilités associatives. Il me semble en effet qu'avoir des responsabilités au sein d'une association relève en

partie de la sociabilité mais encore plus de la notion de solidarité, d'entraide et de don de soi.

J'en viens à la dernière dimension, qui concerne le niveau d'adhésion à l'ordre social et aux règles collectives. J'inclus dans cette dimension la participation électorale, le sentiment d'injustice vis-à-vis du fonctionnement de la société et la confiance dans les institutions. J'y inclus aussi le respect des règles, approché le plus souvent par du déclaratif, mais qu'il me semblerait intéressant de mesurer à l'aide d'expérimentations *in vivo* et grandeur nature, qui permettraient de tester le comportement réel des individus, confrontés par exemple à une situation dans laquelle un expérimentateur « oublierait » volontairement un billet de banque dans un distributeur. J'ai ajouté enfin un indicateur un peu polémique de patriotisme, avec une question trouvée dans l'enquête EVS et qui demande aux personnes interrogées si elles seraient prêtes à se battre pour leur pays. On est là dans une définition très holistique de la société dans laquelle l'individu est prêt à se sacrifier pour la collectivité.

Il me semble que ces différentes dimensions, si elles sont corrélées, ne sont pour autant pas redondantes et qu'elles permettent de caractériser les différentes facettes de la cohésion sociale. Mais tout cela doit être discuté avec vous tous.

Stefan Lollivier

Sur la méthode, cela me rappelle les questions que l'on s'était posées sur la mesure de la pauvreté non monétaire. Un certain nombre d'items viennent à l'esprit, chacun pouvant être critiqué pour telle ou telle raison. Mais on s'aperçoit que c'est quand on fait un score, au moins au niveau individuel, que l'on obtient des choses convaincantes. C'est ainsi le cumul de différents handicaps ou situations de défaveur qui peut définir la pauvreté non monétaire. Si vous n'avez pas d'automobile, cela ne veut pas dire que vous êtes pauvre, mais si en plus, vous n'avez pas de lave-vaisselle, pas de téléphone, pas de télévision, etc., cela doit bien vouloir dire quelque chose.

Olivier Galland

N'avons-nous pas un problème avec l'hétérogénéité des sources ?

Stefan Lollivier

Effectivement, il peut y avoir un problème lorsque les items viennent de plusieurs sources. Mais j'ai tendance à penser qu'à partir du moment où l'on choisit des items qui ont un sens, ce n'est pas tant chaque item qui est important qu'un score d'items ou alors une batterie d'items qui veut dire des choses. J'ai expérimenté ce type de préoccupations dans un article écrit avec Daniel Verger à partir du Panel européen où nous avons testé un indicateur de pauvreté relationnelle¹³. Nous avons pris des questions qui nous paraissaient les plus proches de la pauvreté relationnelle : la

¹³ Lollivier S. et Verger D. (2005), « Trois apports des données longitudinales à l'analyse de la pauvreté », *Économie et Statistiques*, n° 383-384-385.

personne ne fait partie d'aucune association et elle n'assure aucune représentation associative, elle parle rarement à ses voisins ou elle n'en a pas, elle rencontre rarement des amis au domicile ou à l'extérieur ou elle n'a pas d'amis, elle n'a pas parlé à quelqu'un de sa famille à l'extérieur du ménage la semaine précédent l'enquête, elle n'a pas parlé à quelqu'un hors de sa famille la semaine précédent l'enquête et elle se déclare non satisfaite de ses contacts avec des personnes étrangères. Cela fait un score de six items. Nous considérons que la personne était isolée si elle cumulait trois de ces items. Cela faisait à peu près le quart de la population. Ensuite, nous avons essayé de corrélérer cet indicateur de pauvreté relationnelle avec d'autres indicateurs de pauvreté et nous nous étions aperçus que la pauvreté relationnelle était un symptôme causal de la pauvreté de santé, qui elle-même était déterminante pour expliquer la pauvreté monétaire.

Je dirais que la parole est plutôt à l'empirisme qu'au dogmatisme. Je vous suivrais volontiers sur le fait que l'on ne trouvera pas une batterie révolutionnaire d'indicateurs, qu'il faut faire preuve d'un peu de bon sens et de réalisme si l'on veut avancer.

Louis Maurin

Je partage le souci d'établir cette batterie d'indicateurs car on voit bien que l'on cherche quelque chose qui est plus près de la « vie bonne » que simplement des inégalités, même si j'ai le sentiment que, contrairement à ce qui est dit, il reste énormément à faire sur la question des inégalités. En même temps, je suis très sceptique tant sur les indicateurs présentés que sur la possibilité de réaliser ce baromètre.

Ainsi, un certain nombre d'indicateurs peuvent s'apparenter à des indicateurs de « décohésion sociale », mais, à mon avis, n'en sont pas. Je pense en particulier à l'insécurité. Que signifie l'insécurité entre les personnes ? Dans quelle mesure l'insécurité entre les personnes ne signale-t-elle pas en fait notre capacité à se confronter les uns les autres ? À l'intérieur de la famille par exemple, le nombre de divorces n'est-il pas plus un indicateur de liberté des femmes dans le couple qu'un indicateur de conflit ? Autre exemple, les grèves. Est-ce un indicateur de conflit ou bien de participation, de mobilisation collective ? Le même indicateur peut être pris comme un signe positif ou négatif du point de vue de la cohésion sociale. Personnellement, je pense plutôt que le nombre de jours de grève est le signe de la capacité à se mobiliser collectivement. Les amis, c'est un peu comme le nombre d'enfants : faut-il en avoir le maximum ou faut-il avoir un nombre réduit de bons amis ? Que signifie l'évolution de la participation dans notre pays ? Ne signifie-t-elle pas, en partie, que tous les partis proposent à peu près la même chose et que du coup, il y a moins d'enjeu. Si les gens se déplacent un peu moins pour aller voter, n'est-ce pas surtout parce que l'on se trouve dans une démocratie apaisée ? On a vu que les gens se mobilisent s'ils ont le sentiment que l'enjeu est important.

À l'inverse, certains indicateurs ne sont pas dans le canevas proposé par Pierre-Yves Cusset mais mériteraient peut-être d'y figurer. Par exemple, le niveau de prélèvement obligatoire : un haut niveau de prélèvement obligatoire n'est-il pas le signe concret que l'on accepte la solidarité ? Autre exemple, la durée du travail :

plus elle est faible, plus on a de temps à consacrer à la vie sociale. Ne peut-on pas la mettre parmi les indicateurs de cohésion sociale ?

Autre question : à quel moment peut-on dire que certains groupes ne sont plus cohérents avec l'ensemble de la société ? Cela me semble particulièrement difficile à apprécier. Le fait d'appartenir à une minorité, en quoi est-ce un problème pour la cohésion sociale ?

Du côté des individus, il me semble que la question principale, c'est la façon dont on subit l'isolement plutôt que l'isolement lui-même. Le fait qu'il y ait un allongement de la jeunesse et que de plus en plus de personnes vivent seules ne me semble pas forcément un problème.

Ces quelques remarques ne visent pas à remettre en cause le projet mais plutôt à souligner l'ampleur de la difficulté.

Pierre-Yves Cusset

Sur l'aspect conflit, je ne mettrais pas sur le même plan le fait de pouvoir divorcer et le fait de se faire agresser « gratuitement » dans la rue ! Par ailleurs, et d'une manière générale, selon moi, à travers ce baromètre, on cherche davantage à ouvrir la discussion qu'à livrer un diagnostic définitif de la cohésion sociale. Si, par exemple, le nombre de jours de grèves explose, on ne doit pas forcément en conclure que la cohésion sociale s'est effondrée. Néanmoins, cela me semble une information intéressante à connaître quand on se pose la question de la cohésion de la société. Les interprétations de cette explosion du nombre de jours de grève pourraient être tout à fait diverses, voire opposées. L'idée de ce baromètre est à mon avis de réunir dans un même document des données variées permettant d'alimenter un diagnostic aussi nuancé que possible de la réalité de la cohésion sociale. Autre point, qui concerne la question des minorités. Effectivement, on peut très bien se sentir d'une minorité et en même temps adhérer complètement au fonctionnement et aux grandes valeurs de la société dans son ensemble. Il faut donc voir à quel point le fait d'adhérer à une minorité alimente ou non un sentiment d'exclusion vis-à-vis de la majorité. Encore une fois, tout se joue dans l'interprétation des données qui seront réunies.

Olivier Galland

Les questions posées par Louis Maurin ne renvoient-elles pas aussi à ce que disait Stefan Lollivier c'est-à-dire qu'il faut être attentif à la corrélation entre les indicateurs pour voir si véritablement ils décrivent une dimension qui a un sens un peu global ?

Pierre-Yves Cusset

Je ne vois pas trop comment faire un score, s'agissant de données qui sont censées décrire la société dans son ensemble et non des individus. On pourrait prendre par exemple trois indicateurs d'isolement et en faire un score pour chaque individu, mais comme on risque de faire appel à des sources différentes, chaque indicateur risque de porter sur des individus différents.

Franck Thomas

L'idée, si j'ai bien compris, est de rassembler des indicateurs au niveau national. Mais que signifie, par exemple, que 5 % des Français sont prêts à se battre pour leur pays en cas de guerre ? Est-ce beaucoup ? Si on n'a pas de comparaison comment peut-on juger ?

Pierre-Yves Cusset

Comme on ne pourra pas comparer la France avec d'autres pays, à part sur quelques items où il y a des données internationales, la seule comparaison que l'on peut espérer avoir est une comparaison dans le temps. Si on avait des données régionales, on pourrait faire des comparaisons interrégionales mais apparemment ce n'est guère possible en France à l'heure actuelle.

Franck Thomas

Pour la question de l'entraide et des solidarités, je pense qu'il faut faire attention. Par exemple, l'évolution de la proportion de parents qui, pour garder leurs enfants, font appel à leurs parents, peut être imputée à plusieurs choses, et notamment à des évolutions qui ont trait à la mobilité. On peut faire moins appel à ses parents parce qu'on habite loin d'eux, mais cela ne veut pas dire que la solidarité entre les générations ait diminué.

Pierre-Yves Cusset

On rejoint une remarque de Louis Maurin sur les frères et sœurs : si on a moins de frères et sœurs, mécaniquement, on a moins de chance de voir ses frères et sœurs. Néanmoins, il me semble que l'on devrait pouvoir réaliser un traitement statistique permettant de raisonner à structure démographique constante.

Franck Thomas

Je pense que, à travers les indicateurs que vous proposez, vous ne mesurez que la vie associative traditionnelle. On sait pourtant que si les taux de participation chutent, en revanche, le nombre de mouvements à objectif unique augmente. Il faut penser à des questions permettant de mesurer la vie associative atypique.

Pierre-Yves Cusset

Vous avez tout à fait raison. Ce canevas ne prétend pas du tout être parfait. Ce n'est qu'une ébauche.

Patrick Boulte, président EAPN France

Je m'étonne que les rôles sociaux ne soient pas évoqués et je me demande si cela ne serait pas un indicateur intéressant parce que ce sont des producteurs d'identité donc de personnes structurées. Je pense que c'est assez mesurable et que ce serait un indicateur synthétique d'au moins une grande partie des questions évoquées ici. Il y a très peu de choses sur les rôles professionnels. Or, que devient

la cohésion de la société quand on a 10 % ou 15 % de chômeurs ? Les rôles sociaux constituent une ressource identitaire importante qui conditionne l'adhésion active, la prise de responsabilité collective.

Arnaud Ducrest

Pourquoi partir sur des enquêtes globales et essayer de faire une juxtaposition d'indicateurs globaux dont on sait qu'on ne peut pas les cumuler ? Pourquoi ne pas partir d'un cumul de situations individuelles ? Par ailleurs, puisque je suis un représentant des Régions, il me semble que parler de cohésion sociale sans parler de cohésion territoriale est partiel. Mesurer la cohésion sans prendre en compte l'espace me paraît difficile.

Pierre-Yves Cusset

On ne traite pas ici de l'exclusion parce qu'on estime que c'est une question qui est traitée ailleurs, même si on peut penser qu'il reste des insuffisances. L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale a construit un baromètre de la pauvreté et de l'exclusion avec 11 indicateurs centraux, aujourd'hui 16. L'idée était que les journalistes ne s'en tiennent pas uniquement à l'indicateur de pauvreté monétaire mesuré à 60 % du revenu médian. Nous sommes partis de la même idée : comment faire en sorte que l'on parle de la cohésion de la société sans s'en tenir à la question de la pauvreté et des inégalités ?

En ce qui concerne la cohésion territoriale, on peut effectivement introduire ce type de problématique dans la dimension « fragmentation /homogénéité ». Mais il me semble que l'on n'a pas beaucoup de données permettant de documenter la question des segmentations territoriales.

Sophie Ponthieux

Je me demande vraiment ce que l'on sort de tout cela. On arrive à 39 indicateurs, que va-t-on en faire ? Ou bien on a une batterie absolument illisible, avec des évolutions des différents indicateurs qui iront dans tous les sens. Ou bien on tente de réaliser un score, mais cela me paraît infaisable. Ma question reste celle que je me posais lorsque l'OCDE a lancé son défi de la mesure du capital social : que fait-on de tout cela ? Que peut-on faire en termes de politique publique pour les gens qui ont un sentiment de solitude par exemple ? Que fait-on des dons déductibles – certains donnent pour donner, d'autres parce qu'ils paient moins d'impôts ? Comment interprète-t-on l'évolution du nombre de personnes qui ont une responsabilité dans au moins une association si cette évolution s'explique en fait par des évolutions du temps libre ? Etc.

Julien Damon

On peut prendre un par un les indicateurs listés dans ce canevas à titre illustratif et en critiquer les imperfections. On peut aussi juger que produire un baromètre sur la cohésion sociale, cela ne permet pas d'orienter les politiques publiques. Nous partons d'un tout autre point de vue. En France, tous les ans ou tous les deux ans, on a des lois sur la cohésion sociale, on a des politiques publiques de lutte contre

l'isolement, etc. On a des ministres de la cohésion sociale, on a des lois en la matière et pourtant personne n'est capable de dire de quoi on parle. Nous cherchons simplement à contribuer à une certaine objectivation des débats et des objectifs de politiques publiques.

Laurent Caussat

Je m'exprime en tant que personne chargée d'aider des décideurs politiques à former leurs décisions dans le domaine des politiques sanitaires et sociales. La première question qui se pose, c'est, me semble-t-il, de bien identifier les objectifs politiques auxquels se rattachent les indicateurs que l'on sélectionne. Il est extrêmement difficile d'apprécier la validité des indicateurs qui sont proposés sans savoir à l'aune de quels critères ils peuvent être utilisés. Je participe à des instances européennes qui, dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, ont pour mission de sélectionner des indicateurs dits de cohésion sociale. La démarche qui consiste à faire se réunir des représentants des différents États membres, afin qu'ils se mettent d'accord sur des objectifs communs en matière d'inclusion sociale, de retraite, de santé, etc., et à partir de là, de sélectionner les indicateurs qui paraissent les plus pertinents, me paraît une démarche relativement bonne. Quant à savoir si c'est bien cette démarche qui est suivie dans les exercices nationaux de type objectifs/résultats, chacun peut avoir son jugement. Sur l'idée de faire des scores, il y a des problèmes techniques mais qui peuvent être résolus avec de bonnes données. Mais il existe d'autres problèmes : présenter un indicateur sous forme de score est un exercice un peu risqué parce qu'évidemment, la question qui vient aussitôt à l'esprit, c'est la suivante : pourquoi a-t-on progressé ou au contraire régressé ? Pour répondre à cette question, il faut revenir aux indicateurs élémentaires, donc, en fait, le score est d'une assez faible utilité.

Louis Maurin

La discussion que nous avons aujourd'hui ressemble de façon étonnante à une discussion que nous avons eue à Lille, au CLERSE, sur la constitution des indicateurs de richesse et d'inégalités. Faut-il ou non construire un indicateur synthétique ? Il existe des stratégies différentes. À l'Observatoire des inégalités, nous défendons l'idée de ne pas construire un indicateur synthétique pour préserver la multiplicité des dimensions des inégalités, quitte à nous heurter à la difficulté, soulignée par Sophie Ponthieux, de ne pouvoir dire comment évoluent globalement les inégalités dans ce pays. Nous pensons que ce n'est pas grave, et que la description fine des différentes dimensions des inégalités peut déboucher sur des propositions en termes de politiques publiques.

Antoine Bevort

Premièrement, il me semble effectivement important d'intégrer un indicateur de chômage, je pense que c'est un indicateur très important de la cohésion sociale. J'irai même au-delà : il me semble qu'il faudrait d'autres indicateurs du type part des CDD, des CDI, etc. Bref, il faudrait une mesure de l'intégration au monde du travail. Deuxième remarque, il n'y a rien sur la religion. Il me paraît nécessaire d'intégrer une mesure de la participation à la vie religieuse. Troisièmement, sur les conflits je suis assez d'accord : les conflits sont les piliers de la société

démocratique, une société sans conflit est probablement une société extrêmement anti-démocratique. Enfin, comme il faut tout de même mesurer l'insatisfaction au travail, le taux d'absentéisme au travail pourrait être un bon indicateur des tensions au travail.

D'une manière générale, on est passé d'une mesure du capital social à une mesure de la cohésion sociale. Je pense que « capital social » était plus neutre et posait déjà suffisamment de problèmes. Le terme « cohésion sociale » me semble encore plus problématique.

Stefan Lollivier

Il faut plutôt enlever des indicateurs qu'en ajouter. Il y en a déjà beaucoup trop. Ce n'est pas le bonheur que vous cherchez à mesurer. Il faut cibler votre projet. À mon avis, les indicateurs monétaires n'ont rien à faire dans ce baromètre, puisqu'ils sont déjà ailleurs. Vous mélangez peut-être trop de choses ; il faut que vous cibliez des dimensions bien homogènes et qu'à l'intérieur vous développiez une batterie minimale d'indicateurs : il faut essayer de réduire le champ plutôt que de l'élargir. Le but n'est pas d'aboutir à 150 indicateurs pour faire plaisir à tout le monde. Par exemple, l'avantage du rapport du groupe du CNIS de Jacques Freyssinet¹⁴ sur les inégalités a été de cibler sur 10 indicateurs « phare », chacun faisant des concessions, à partir de là, on peut en faire une communication, cela a du sens. Il faut au contraire que vous enleviez, que vous cibliez, que vous hiérarchisiez, pour dire ce qui est vraiment important pour vous.

Julien Damon

Il y a effectivement une décision à prendre. On peut choisir d'adopter une approche extensive de la cohésion sociale, et on risque d'avoir une infinité d'indicateurs. Ou bien on peut s'en tenir à une approche relativement restrictive, mais on sait que les indicateurs retenus seront toujours discutés. Quand on prend aujourd'hui la mesure de la pauvreté monétaire à 50 % ou 60 % de la médiane, on peut avoir l'impression qu'elle est gravée dans le marbre. Or, on le sait, la définition de la pauvreté est toujours conventionnelle. Elle l'est tout autant que la définition de la cohésion sociale. Nous n'en sommes qu'au début de l'aventure en France. Les discussions semblent davantage avancées ailleurs. Je reste persuadé que tenter d'objectiver l'évolution de la cohésion sociale pourrait permettre de faire avancer le débat public. Merci à tous.

¹⁴ Freyssinet J. (2007), *Niveaux de vie et inégalités sociales*, rapport du CNIS (Conseil national de l'information statistique) n° 103, mars.